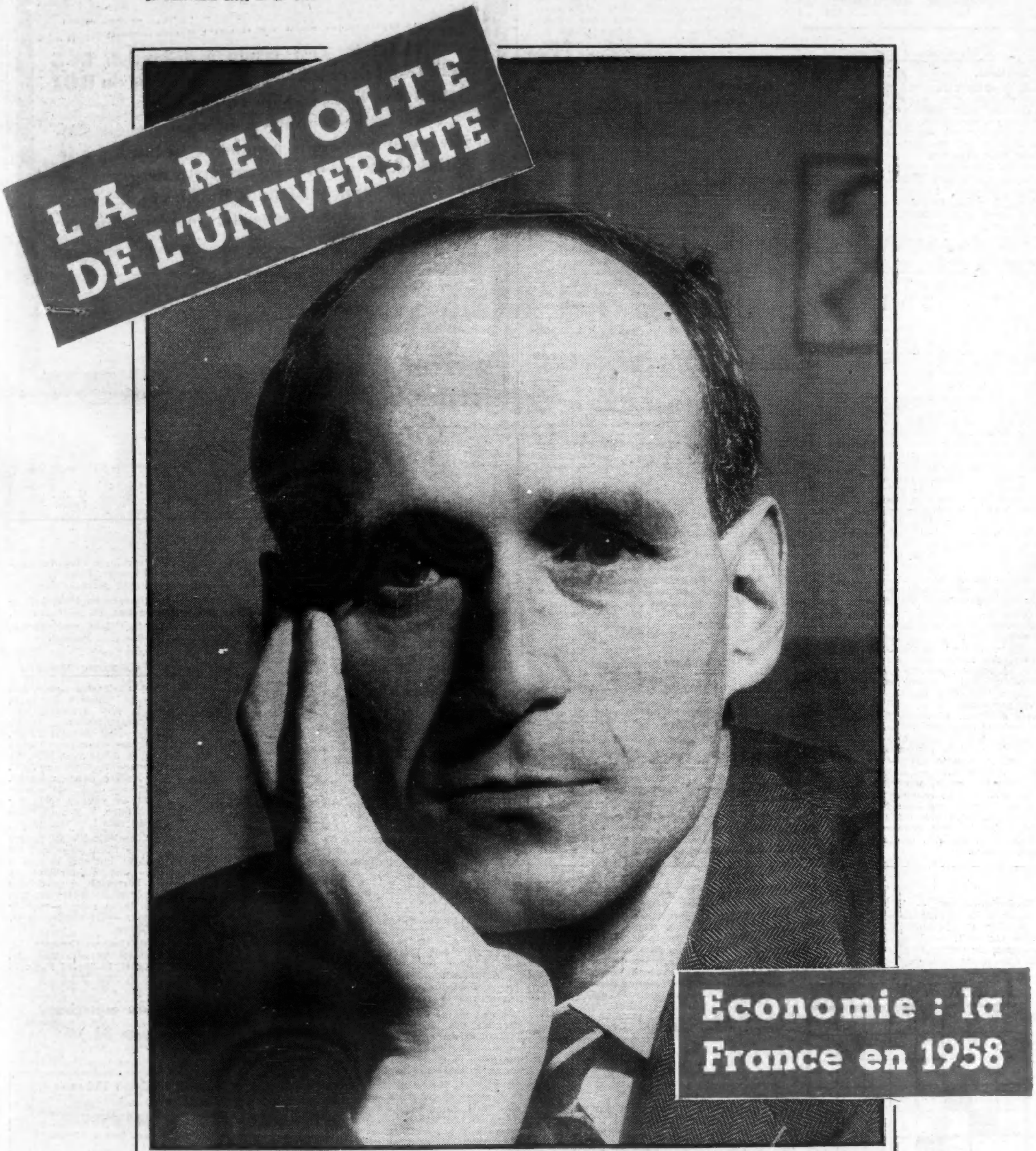
L'homme censuré de la T.V. vous parle (p. 13)

L'EXPRESS

16 JANVIER 1958. — N° 343. 100 FR.



(Charpentier.)

M. LAURENT SCHWARTZ, PROFESSEUR A LA SORBONNE.

« C'est un spectacle admirable que celui que donnent tant de professeurs luttant, par une indestructible probité, par un insurmontable attachement à la liberté... »

(PÉGUY, *Notre Jeunesse.*)

★ ★ ★ ★ ★

La lettre de « L'Express »

Françoise GIROUD, absente de Paris, reprendra sa « Lettre » aux lecteurs dans le prochain numéro.

A M. François Mauriac

Monsieur,

Je lis dans votre article de « L'Express » une citation « *les crieurs spécialistes de justice et leur hebdomadaire ration de torture* », que vous commentez ainsi : « Le dernier trait figure dans un message de Noël « *aux compatriotes d'Algérie* ». Pour leur tirer une risette notre homme sait sur qui il faut cracher. Passons. »

Vous souffrirez que je ne passe pas.

Ce pied-plat, ce valet empressé des ultras, ce serait donc moi, puisque je suis l'auteur de ces quelques mots. Je crains qu'ici vous ne soyez mal tombé.

Il se trouve — et vous le savez — que j'ai dénoncé les tortures et la condamnation inique de Djamila Bouhired, le premier, en plusieurs articles de « Combat », trois mois avant la grande campagne. Aucun journal alors n'a fait écho à mes cris, ce qui m'a bien étonné. Sans doute les rédacteurs en chef étaient-ils en vacances. Si je n'y étais pas, c'est que j'étais rentré le 8 août à Paris pour prendre l'avion d'Alger, n'ayant pas prévu qu'on me refuserait le visa... Là-dessus, je reçus Jacques Vergès et ne crus pas devoir repartir en vacances.

Je n'énumérerai pas les autres tortures que j'ai signalées à la conscience publique. Je vous rappellerai seulement que pour faire une enquête objective, honnête, sur cette atroce question, je suis allé par deux fois sur place, à Alger, dans les villas des parachutistes. Seul. La première visite s'est assez bien déroulée. La seconde fort mal. Je ne demande à personne d'en faire autant, mais l'ayant fait, je m'estimais respectable.

Pour tout vous dire, je suis, par deux fois, rescapé d'Alger. Quel que soit mon goût personnel pour le risque, celui-là, je vous jure, venant de mes compatriotes, était d'une tristesse affreuse. Aussi n'en avais-je pas parlé. C'est fait. Tant pis. Comprenez seulement qu'ainsi je ne goûte guère votre « risette ».

Quant au « crachat » — que ce mot et son verbe sont vulgaires, hors la Passion : souffrez que je l'enferme de guillemets — je ne vous visais pas en particulier. A preuve que, d'autres fois, je vous ai nommé, pour la critique ou l'admiration. Mais, quand cela serait, je n'aurais visé rien d'autre en vous que « *ce geste pour rien, qui risque de devenir attitude, et de ne profiter qu'au personnage que, bon gré mal gré, chacun de nous joue* », ainsi que vous le dites admirablement de vous-même, vers la fin du même article. Peut-être, je vous l'avoue, ai-je une coquetterie inverse : l'horreur de passer, aux yeux d'autrui, à mes yeux, pour juste, pour vertueux, pour une conscience, une âme. Si vous saviez comme la parabole du pharisien m'a frappé depuis mon enfance ! J'aimerais mieux, à la rigueur, que l'on me traite d'aventurier...

Pas de pied-plat. Ce serait d'ailleurs la première fois. Il me plairait que vous retiriez cette « risette ».

Croyez à mes sentiments très respectueux.

Maurice CLAVEL.

Nous avons envoyé cette lettre à M. François Mauriac qui nous a remis la réponse suivante :

Cher Maurice Clavel,

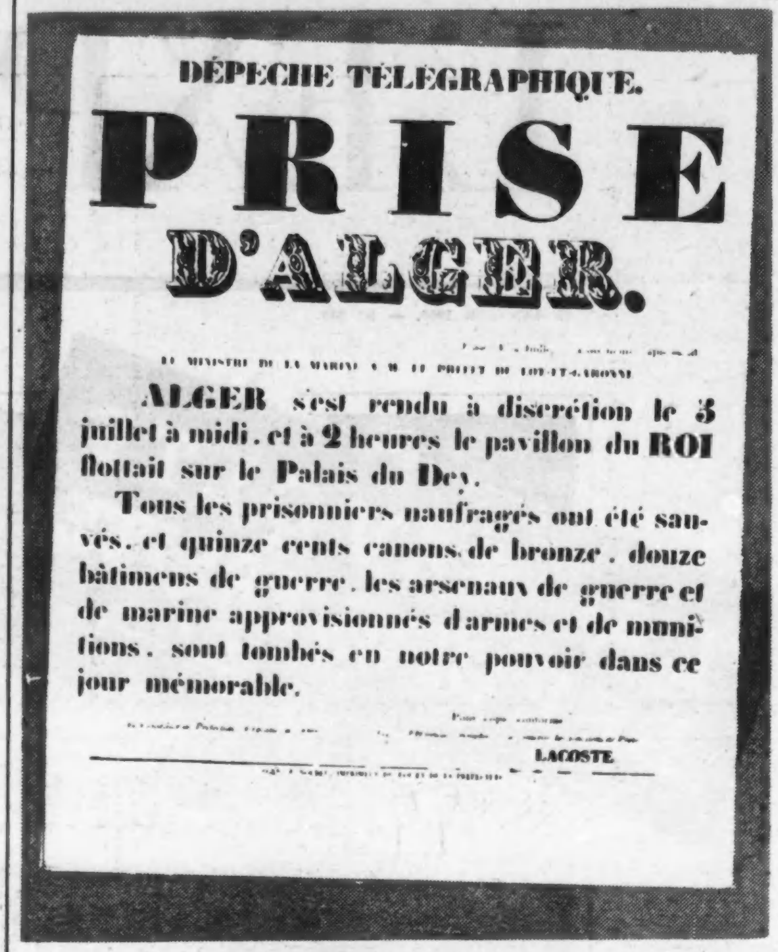
Bien que vous soyez un « monsieur », vous me permettrez de vous appeler ainsi. Qui ignore votre courage et qui en a jamais douté ? Vous dites que vous haïssez le pharisien, depuis l'enfance. Alors il était inutile, je vous le jure, de réciter sa prière, devant les lecteurs de « L'Express », et de vous glorifier d'une vertu que nous connaissons et admirons tous.

Oui, vous avez tous les courages — sauf un. Comme tous les jeunes gens habitués à plaire, vous vous résignez mal à ne pas être aimé : d'où cette faiblesse de vouloir obtenir une risette de l'ennemi. J'en ai fait deux fois les frais, cher Clavel.

L'ennemi... non, ce n'est pas l'ennemi, et il est affreux de penser qu'il s'agit de nos soldats lorsque vous écrivez : « Je suis par deux fois rescapé d'Alger. » Ici, je me tourne vers Philippe Barrès qui dénonçait, un jour, dans une chronique, « les insulteurs de l'armée ». Qu'avez-vous fait de cette armée pour qu'un Français, honnête et vaillant comme Maurice Clavel, se glorifie d'avoir osé, par deux fois, entrer dans une certaine villa affectée à un corps d'élite — et pour que nous trouvions, nous, qu'il lui a fallu non seulement du courage, mais de l'estomac ?

Cher Maurice Clavel, il me déplaît fort, je l'avoue, que vous me prêtiez le contraire de ce que j'ai voulu dire, en citant cette phrase sur le personnage que nous construisons malgré nous à mesure que nous vivons. J'ai pour ce personnage si peu de tendresse que je m'emploie, moi-même, à le dénoncer, en toute occasion. Vous verrez ! Vous finirez, vous aussi, par devenir ce quelqu'un, qui sera vous et qui ne sera pas vous, ce quelqu'un sur lequel, par exemple, comme il m'est arrivé ces jours-ci, on écrit un livre ignoble dont l'auteur est invité, par la télévision française, à venir faire lui-même le commentaire. Ce jour-là, cher Maurice Clavel, vous acquerrez la seule forme de courage que vous ne possédiez pas encore, qui est de consentir à la haine, et vous y répondrez en continuant de vous battre du mieux que vous pourrez, jusqu'à la fin, pour la défense de l'homme.

François MAURIAC.



Lacoste en 1830

Visitant récemment une exposition d'Art graphique, j'ai remarqué cette affiche. Elle illustrait la prise d'Alger en 1830. La signature du conseiller de préfecture, remplissant les fonctions de préfet de Lot-et-Garonne, qui figure sur ce document, m'a évidemment arrêté.

G. A...
Paris.

Un portrait remarquable

Mes félicitations à M. Pierre Viansson-Ponté pour son article sur Louis Armand. Si l'homme correspond au portrait, c'est digne de La Bruyère.

Gilbert LOTIGIE,
Roubaix.

Un article écœurant

Votre article sous la signature de Pierre Viansson-Ponté m'a écœuré. Un Français comme les autres, dites-vous ! Un homme qui a donné ses preuves, que le monde admire puisqu'il lui a fait confiance, il faut réellement être d'une ingratitude digne de l'auteur pour le minimiser à ce point.

M. LAVOREL,
Charenton.

Au fil de la vie...

Comme de nombreux jeunes de 18 à 30 ans je pensais — malgré quelques déceptions — que la liberté était une des choses qui « allaient bien » en France. L'attitude du ministre de l'Intérieur — obligeant Max-Pol Fouchet à supprimer son émission télévisée — me prouve clairement le contraire. Il a décidé brusquement d'appliquer la censure au « Fil de la Vie ». Pourquoi ? Simplement parce que le vendredi 3 janvier M.-P. Fouchet a dépassé les limites officiellement permises. Il a dit la vérité. Et, à notre époque, cela est, en France, fort gênant pour certains. Une fois de plus, par cet acte, les hommes chargés des destinées du pays ont prouvé qu'ils craignaient les gens courageux qui refusent d'adopter l'attitude de l'autruche.

A. NAUCODIE,
Paris.

Pour la science française

J'ai été très heureuse que vous parliez de ce qu'a fait le prince Alexandre Makinsky pour permettre à Jean Perrin et de nombreux autres scientifiques de fuir les persécutions allemandes et de se réfugier aux Etats-Unis.

L'idée même de faire sortir de la France occupée des scientifiques (dont certains étaient directement menacés par les Allemands) et d'utiliser au mieux leurs compétences pour l'effort de guerre allié a été celle de Louis Rapkine, un jeune biochimiste canadien naturalisé français.

Rapkine se trouvait en mission à Londres au moment de la défaite ; il se rendit aux Etats-Unis où, par un miracle d'imagination, d'efforts et de persuasion, il réussit à s'assurer le concours de nombreuses personnalités et organisations, en particulier celui de la Fondation Rockefeller dont le représentant en Europe était Alexandre Makinsky. Ainsi une trentaine de scientifiques, dont Jean et Francis Perrin, Pierre Auger, Boris Ephrussi, Jacques Hadamard, S. Mandelbrojt, parvinrent avec leurs familles à gagner les Etats-Unis, où des postes les attendaient et où ils participèrent à l'Ecole Libre des Hautes Etudes créée à New York. (...)

Nommé chef de service à l'Institut Pasteur à la fin de la guerre, Rapkine continua à œuvrer pour la science française.

Il mourut d'un cancer en 1948, à l'âge de quarante-quatre ans, en plein travail.

L. BARLUET-EPHRUSSI,
Paris.

A la mémoire d'Antonio Machado

En 1939, fuyant sa patrie livrée aux franquistes, le poète Antonio Machado, considéré comme le plus grand lyrique de l'Espagne contemporaine, vient échouer à Collioure. C'est là qu'il meurt, atteint de pneumonie, quelques jours après son arrivée, le 22 février 1939. Sa mère, qui l'accompagnait dans son exil, ne tarde pas à le suivre dans la tombe. La dépouille d'Antonio Machado repose provisoirement dans un caveau prêté par une famille de Collioure. Il y aura bientôt dix-neuf ans de cela !

Ne serait-il pas souhaitable de rendre enfin au grand poète l'hommage qui lui est dû ? C'est dans ce but que le comité Antonio Machado lance aujourd'hui un appel en vue de l'érection d'un double caveau — destiné à recevoir les cendres du poète et celles de sa mère — sur le terrain gracieusement offert par le conseil municipal de Collioure.

M. Georges COLOMER,
Comité Antonio Machado,
C.C.C. 10-385-27 Paris

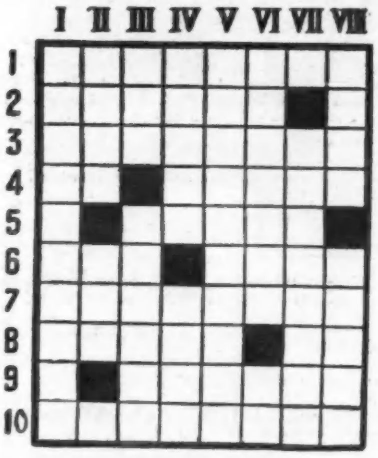
(Suite du courrier en page 31.)

Le 29 janvier à 19 heures
au
CINE MADELEINE
34, avenue Maréchal-Foch à MARSEILLE
En première vision :
deux grands films
• NUIT ET BROUILLARD d'Alain RESNAIS
et
• FRANÇOIS MAURIAC de Roger LEENHARDT
Le film sur M. François Mauriac sera présenté par Robert Barrat

Mots croisés n° 118

Horizontalement. — 1. Honnête pourvoyeuse d'un liquide nourricier ou manifestation désobligeante. — 2. Comme on la voudrait. — 3. Favorise un petit commerce de verres et glaces. — 4. Désinence de noms de pays. Termine une expression, un peu désabusée, relative à quelque belle époque. — 5. Dans un rêve d'étoile. — 6. Evoque trop facilement l'encens et la brosse à reluire. Le mouvement n'y était pas admis sans contestation. — 7. Peut se dire à la place de greffe. — 8. Les muscles s'y exercent et aussi les cordes vocales. Répété pour arrêter. — 9. Eugène y fut moins heureux que Villars. — 10. Découvrent ou altèrent.

Verticalement. — I. Abandonnée pour Marguerite. — II. Attaché et faisant corps. Eprouvent. — III. Pour désigner un artichaut, mais non un haricot. Peignirent tous deux en terre basse. — IV. Travaille pour Longchamp. La flore y était plus fournie que la garde-robe. — V. Douleur plus vive que durable. — VI. S'applique à une température parfois préoccupante. Répété avec admiration par un célèbre prosateur (involontaire). — VII. Habite tout près du talon. — VIII Vit la défaillance d'une ancienne côte. Participe s'appliquant à l'existence.



	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	M	E	S	S	I	D	O	R
2	E	T	O	I	L	E	■	E
3	R	O	I	T	E	L	E	T
4	I	L	■	E	T	I	R	E
5	D	E	R	■	T	R	I	N
6	I	■	O	C	E	A	N	E
7	O	R	G	E	■	N	E	Z
8	N	A	N	T	I	T	■	M
9	A	R	E	T	E	■	P	O
10	L	E	■	E	N	V	O	I

SOLUTION DU NUMERO 117

GANTS TETINES OLLA CHEZ VOTRE PHARMACIEN

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre.
PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

Si vous cherchez une bonne secrétaire, faites une Petite Annonce dans « l'Express ». Elle aura 300.000 lecteurs

CETTE SEMAINE :

PAGE 4 — La vie politique
PAGES 5, 7 — Economie : La France en 1958
PAGE 6 — Au Forum : A. Philip et M. Duverger
PAGE 8 — Parlement : On réforme ?
PAGE 9 — LA REVOLTE DE L'UNIVERSITE par Laurent Schwartz
PAGE 10 — Le monde en dessins
PAGE 11 — Londres : la lettre de P. Johnson
PAGE 12 — New York : D. Brogan ausculte l'Amérique
PAGE 13 — T. V.: Max-Pol Fouchet vous parle
PAGE 14 — Bombe A Médecine Affaires
PAGES 15, 16, 17, 18 — LES MEMOIRES DE GLUBB PACHA (II) : L'assassinat du roi Abdullah
PAGE 19 — Police Radio Aviation
PAGE 20 — L'embarras du choix Disques
PAGE 21 — Théâtre : la critique de Robert Kanters
PAGE 22 — Cinéma : « Les Dix Commandements »
PAGE 23 — Spectacles : Vous connaissez ?
PAGE 24 — Lettres : « Un romancier baroque » et « Tendre Voltaire »
PAGE 25 — Collections : les livres de poche
PAGE 26 — La critique de Madeleine Chapsal
PAGES 27, 28, 29, 30 — Madame Express et le ski
PAGE 31 — Courrier Jeu
PAGE 32 — FRANÇOIS MAURIAC

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA NATION

Les revendications légitimes

MALGRE les apparences, rien n'aura été, pour le gouvernement, moins imprévu que le heurt avec l'Assemblée Nationale, dès la rentrée parlementaire cette semaine, à propos du budget des « Anciens Combattants ».

Depuis plusieurs semaines le ministre de l'Intérieur avait devant lui un dossier, qui est en quelque sorte le « carnet de santé » du pays, et qui s'appelle : le Rapport des Préfets sur l'état de l'opinion. Régulièrement la place Beauvau demande, par l'intermédiaire des préfectures, à tous les inspecteurs régionaux, de rassembler les informations, signes, symptômes, anecdotes, qui peuvent traduire la sensibilité des Français sur les événements de l'actualité, et refléter l'ordre de leurs préoccupations.

Or, sur le dossier de fin d'année, figurait, en tête, souligné en rouge, dans toutes les provinces sans distinction, un signal d'alarme des représentants des pouvoirs publics : attention ! mécontentement général et agitation latente chez les Anciens Combattants. Les associations d'A.C. touchent des millions de Français. Qui n'est pas ancien combattant ? Un détail : il y a aujourd'hui, en 1958, davantage de bénéficiaires des indemnités au titre de la guerre 1914-1918 qu'il n'y en avait en 1920...

Et, comme dit « Le Figaro » de mercredi, pour ne pas froisser lui non plus ses clients : « *Les revendications des anciens combattants sont légitimes.* »

Elles le sont. Si le pécule du combattant, et la retraite du combattant, et les pensions aux invalides, aux veuves et aux orphelins, étaient non pas réduits mais bien au contraire multipliés par trois, elles seraient encore largement *légitimes*. Même les plus sommaires, les moins désintéressés, des orateurs à la réunion de la salle Wagram dans la nuit de mardi à mercredi, ne prêtaient pas à rire quand ils déclaraient : « *Nous avons droit à la reconnaissance de la Nation.* » Rien n'est plus vrai. Et si la Nation était riche...

Mais elle l'est de moins en moins. Et les anciens combattants voient leurs avantages diminuer, comme les professeurs voient leurs classes incapables de contenir leurs élèves, les chercheurs leurs laboratoires se lézarder, et les médecins leurs hôpitaux trop étroits bourrés par trop de malades. Mais, de tous, les anciens combattants sont massivement les plus nombreux, et c'est pourquoi leur protestation est la plus bruyante. Elle traduit maladroitement, mais sûrement, le cri d'angoisse de beaucoup d'autres devant cette difficulté très dure : devenir les citoyens d'une nation amoindrie, qui gaspille de surcroît les ressources dont elle pourrait disposer.

Si le gouvernement a dès cette semaine éprouvé un accueil assez frais au Parlement, c'est aussi parce que les Indépendants prêtent à M. Christian Pineau des intentions cachées sur l'Algérie (*voir :* Algérie, p. 7), que les Radicaux savent que M. Robert Lecourt n'acceptera jamais le scrutin d'arrondissement (*voir :* Parlement, p. 8), et que les Socialistes craignent les hausses de prix que réserve encore l'année nouvelle (*voir :* Economie, ci-dessous). L'Assemblée Nationale est de plus en plus divisée entre des intérêts contradictoires, car la Nation est de moins en moins gouvernée.

LA RÉUNION DES ANCIENS COMBATTANTS, SALLE WAGRAM.
« Nous avons droit à la reconnaissance de la Nation. »
(A.D.P.)

ÉCONOMIE

La vie en France, en 1958

● ***Comment évoluera, en 1958, l'économie ? Voici les prévisions des patrons, des syndicalistes, des experts et du ministre des Finances.***

« LA France dispose d'hommes capables de mener à bien la renaissance de son industrie... Nous leur faisons confiance pour trouver les moyens susceptibles d'aider ce pays à surmonter ses difficultés temporaires et par là-même de le mener vers l'avenir heureux auquel ses ressources et son génie lui permettent d'aspirer. »

Ce jugement constitue la conclusion d'un « Rapport sur la France » qui va paraître cette semaine (1). Il a pour auteurs deux journalistes américains résidant à Paris, MM. Edmond Taylor, du magazine « The Reporter » et Waverley Root, de « Atlantic Features ».

L'optimisme raisonné de ces observateurs étrangers contraste avec le pessimisme des intéressés, les industriels français eux-mêmes. Une enquête dans les milieux patronaux, syndicaux et officiels effectuée cette semaine par « L'Express » montre en effet que la réaction principale des chefs d'entreprise français est actuellement la crainte de la récession.

Un industriel sur quatre

Ils ne font que suivre en cela les pronostics assez pessimistes des dirigeants de l'administration qui, depuis près d'un an déjà, en raison de l'épuisement de nos réserves or et devises, étaient parvenus à la conclusion qu'une récession était inévitable.

(1) Dans « Informations et Documents », publication éditée par le Centre culturel américain.

L'idée de la récession était née. Elle s'est répandue peu à peu, en même temps qu'elle se transformait. A la crainte d'une insuffisance des approvisionnements en matières premières s'est bientôt ajoutée ou substituée la peur d'une réduction des commandes, conséquence des économies budgétaires, des restrictions de crédit et de la réduction du pouvoir d'achat des salariés. Où en est-on aujourd'hui ?

Plus que jamais, les industriels ont peur de la récession. Un récent sondage effectué par l'Institut National de la Statistique (I.N.S.E.E.) auprès de 1.800 d'entre eux a donné les résultats suivants :

(*Suite en page* 5.)

Croisières en Afrique Noire
3 semaines au **TCHAD**
383.000 FRANCS
Second départ : 15 février 1958
●
TCHAD-NORD CAMEROUN
16 jours : 310.000 FRANCS
Départ : 29 mars 1958
par Super DC 6 UAT
●
INFORMATIONS :
COMPAGNIE MONDIALE DE VOYAGES
17, RUE DE LISBONNE - PARIS (7e)
EUR. 62-30

CORRESPONDANCES EXPRESS

LES SOCIALISTES DE GAUCHE S'ORGANISENT

● Dans une lettre adressée la semaine dernière aux militants de la S.F.I.O., les dirigeants du « Comité socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie », qui rassemble les leaders de la majorité, déploraient « le formalisme et la sclérose » qui se manifestent dans le parti et déclaraient : « Nous essayons de faire peu à peu de cette correspondance la véritable « tribune libre » et sereine d'étude et d'action du socialisme d'aujourd'hui et de demain. »

Cette formule annonçait en fait la publication d'un organe de la minorité. Son premier numéro paraîtra la semaine prochaine. Titre : « La Tribune du socialisme ». Au sommaire figureront notamment les signatures des animateurs du « Comité d'étude », MM. Robert Blum et André Hauriou, des leaders de la minorité au Parlement, MM. Robert Verdier, Daniel Mayer, Edouard Depreux, Alain Savary, Jules Moch et celles d'autres minoritaires comme MM. André Philip, Jean Rous, Pierre Rimbert, Oreste Rosenfeld. Pour commencer, la « Tribune » sera mensuelle.

C'est M. Robert Blum qui, dans son article, exposera les raisons pour lesquelles les minoritaires après que le dernier Conseil national S. F. I. O. eût refusé d'ouvrir une tribune libre dans la presse socialiste, se sont décidés à publier leur propre journal. Sommés par M. Guy Mollet et la direction S.F.I.O. de renoncer à leur action et de se dissoudre, les membres du « Comité d'étude » ont refusé de s'incliner ; ils n'ont pas répondu ensuite aux convocations qui leur ont été adressées par diverses instances du parti. Aujourd'hui, ils passent à l'expression publique de leur révolte.

LES PREMIERS WAGONS DE PETROLE

● Le premier acheminement du pétrole saharien jusqu'à la côte algérienne, effectué cette semaine, avait été précédé de plusieurs « répétitions générales » et s'est entouré de précautions exceptionnelles.

A plusieurs reprises, en effet, des wagons-citernes avaient déjà été acheminés depuis Touggourt, point d'arrivée du pipe-line qui amène le pétrole d'Hassi-Messaoud, jusqu'à Philippeville. Mais ces convois-témoins ne transportaient que de l'eau. Des incidents s'étaient toutefois produits, qui avaient permis de mettre au point le dispositif de sécurité (surveillance aérienne, patrouilles constantes le long des voies ferrées, garde des ouvrages d'art par les blindés, etc.). Ainsi protégé, « l'or noir » que transportaient quatre wagons-citernes d'une contenance totale de 252.000 litres, a pu être chargé à Philippeville dimanche dernier sur un tanker, à destination de la métropole.

ON POUSSE LE COGNAC ON COUPE LE LAIT

● Des mesures viennent d'être prises par le gouvernement en faveur du cognac. En effet, les producteurs de vin blanc trouvent cette année plus d'intérêt, en raison des cours élevés, à vendre directement leur vin à la consommation, plutôt qu'à le céder aux distillateurs charentais. Pour permettre à ceux-ci d'acheter les vins qui leur sont nécessaires, une subvention, qui a pris la forme d'une détaxation fiscale, vient donc de leur être accordée. Les services officiels compétents justifient cette décision par l'importance des recettes en devises que procurent les exportations de cognac.

Un autre subvention vient, en échange, d'être sensiblement réduite : celle qui permet, depuis 1955, la distribution de lait aux enfants des écoles. L'amputation des crédits consacrés à cette dépense (qui sont ramenés à 500 francs par an et par enfant) limitera la durée des distributions à quelques semaines au lieu de l'année scolaire entière, ou tout au moins de la saison froide. D'autre part, le lait sera réservé désormais aux enfants de moins de dix ans au lieu d'être donné à tous les enfants des écoles primaires.

« EFFICACES ET DANGEREUX » : LES PARAS

● Dans son dernier numéro, la revue économique « Entreprise » publie une enquête sur le Corps des parachutistes de l'armée française. Voici la synthèse de cette description :

— Les « paras » sont actuellement 70.000, dont 20.000 sous les drapeaux et 50.000 rentrés dans la vie civile. 80 % sont des appelés, dont la majorité ont devancé l'appel ; ils sont pour la plupart volontaires, ont le brevet de préparation militaire, et vingt ans en moyenne.

LE GÉNÉRAL MASSU. (A. P.)
« Une force disponible ».

— L'esprit de corps leur donne la conviction d'appartenir à une élite, à une caste supérieure de guerriers, le « fer de lance » de l'armée. Ils ont les meilleurs officiers, un matériel sélectionné et des soldes supérieures.

— « Ils sont efficaces et dangereux, ont horreur des nuances, souffrent des attaques dont ils sont périodiquement l'objet, jugent que le régime est impuissant à combattre la subversion intérieure et qu'il aurait suffi d'un « sursaut national » pour « sauver » hier l'Indochine, aujourd'hui l'Algérie, « récupérer » la Tunisie et le Maroc... »

— Leurs chefs : le général Jean Gilles, 53 ans, grand patron des paras de France ; le général Massu, 49 ans, qui commande à Alger. Deux autres généraux, quatre colonels, neuf lieutenants-colonels, dont Bigeard.

— « Entreprise » note : « Par leur cohésion, leur discipline, les parachutistes représentent une force que certains mouvements voudraient orienter et utiliser dans une action politique de choc. »

PAS DE PIPE-LINE EN TUNISIE

● Black-out total à Alger sur l'affaire de Sakiet-Sidi Youssef. Où sont les cinq militaires dont M. Lacoste assure qu'après les combats — en territoire algérien — qui ont fait 14 morts du côté français, ils ont été emmenés en territoire tunisien ? Le gouvernement de Tunis affirme qu'aucun combattant, algérien ou français, n'a franchi la frontière après l'accrochage.

Cependant, c'est ce grave incident qui a permis à M. Robert Lacoste d'obtenir du Conseil interministériel, réuni mardi, l'annulation de la décision de principe prise, la semaine précédente, en faveur de la construction, à travers le territoire tunisien, d'un pipe-line destiné au transport du pétrole d'Edjelé.

Le ministre de l'Algérie est violemment hostile à ce projet : « On ne peut pas compter, dit-il, sur les Tunisiens. » Il préconise la construction du pipe-line à travers l'Algérie malgré les dépenses, exorbitantes selon la plupart des ministres, que cela entraînerait.

LES TRACTS FRAPPES DU CŒUR ET DE LA CROIX

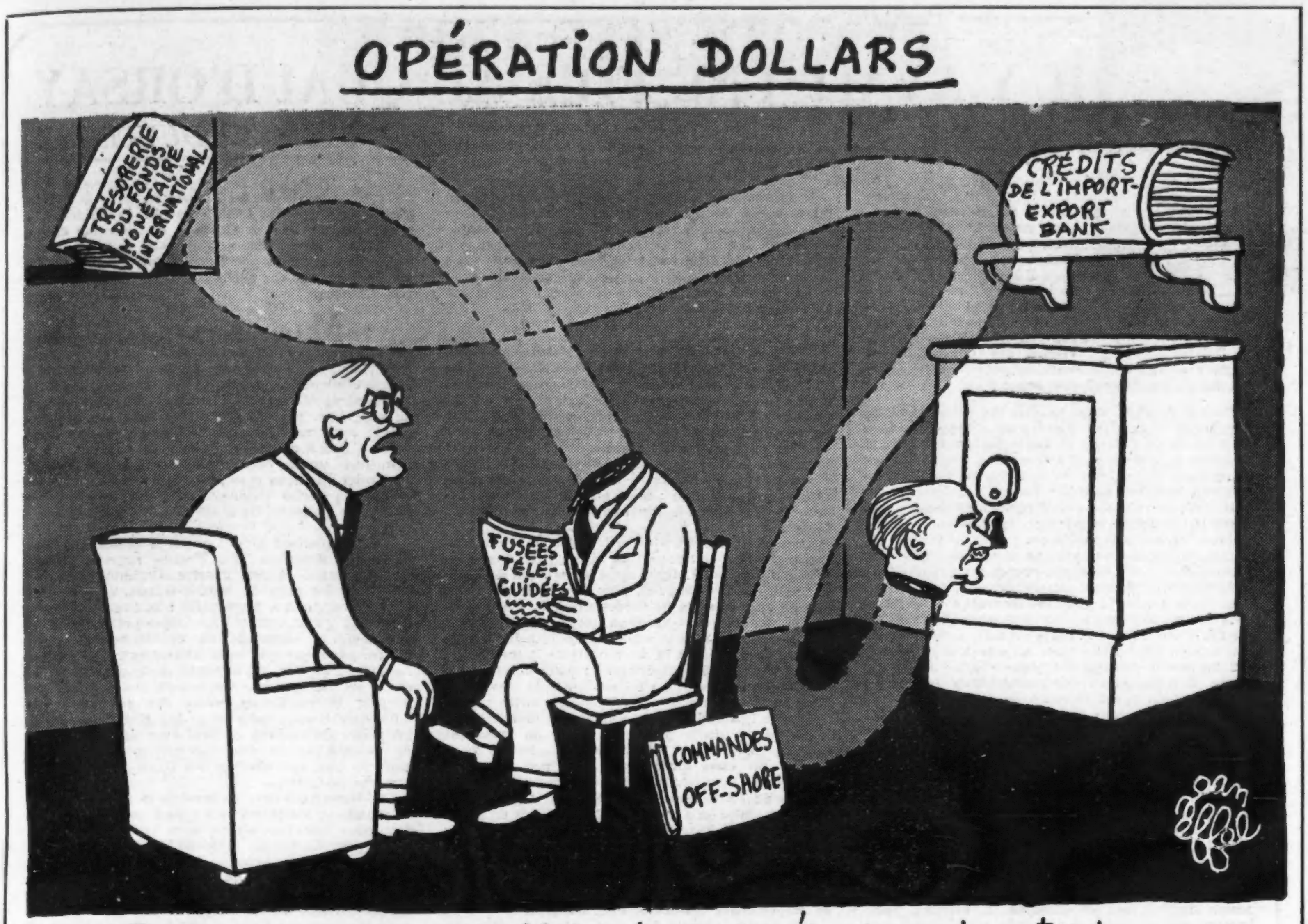
● L'arrestation à la frontière franco-belge du voyageur de commerce Pierre Bottet, qui transportait des tracts et brochures séditieux diffusés par des mouvements d'extrême droite, est due à un hasard.

M. Pierre Bottet, venant de Liège, avait choisi de franchir la frontière dans les Ardennes, où elle est peu fréquentée ; il s'est présenté au poste de douane dans la nuit, à l'heure la plus creuse. L'inspecteur des renseignements généraux de service, passant près de sa voiture pendant le contrôle des bagages par les douaniers, a eu son attention attirée par des brochures intitulées « Contre-révolution, stratégie et tactique » parce qu'elles étaient frappées d'un large insigne rouge — le cœur et la croix — copié sur celui du Père de Foucauld. Cet insigne, qui figurait déjà sur divers documents « ultras » diffusés dans les milieux militaires, avait été signalé depuis plusieurs mois à tous les services de police, avec mission de saisir tous les journaux, tracts et ouvrages qui le porteraient et d'arrêter leurs détenteurs.

Incarcéré au secret à Fresnes, M. Bottet était inculpé, non à cause du caractère subversif des documents qu'il transportait, mais parce qu'il était en possession d'une liste des secteurs postaux d'Algérie comportant tous les noms, exacts et à jour, des commandants d'unités, responsables de mess et de foyers militaires, etc.

L'imprimeur de ces textes, M. Pierre Joly, 26 ans, sujet belge, a été journaliste à Alger où il avait créé un périodique éphémère, « Prestige français », avant d'être expulsé, puis poursuivi en mai 1957 pour reconstitution de ligues dissoutes. Il représentait à Liège le mouvement « Paix et Liberté », de M. Jean-Paul David.

MANBY habille les jeunes de 2 à 20 ans
Stocks d'Hiver en soldes
PARIS 19, RUE AUBER - 2, CHAUSSÉE DE LA MUETTE 9 ET 14, AV. VICTOR-HUGO - 13, RUE VAVIN
LILLE 44, RUE DE PARIS • BORDEAUX 57, C. DE L'INTENDANCE
Ouvert de 9 h. 30 à 12 h. et de 14 h. 30 à 18 h. 30
Rabais allant jusqu'à 50 % et plus



— En tout cas, monsieur Monnet, vous n'avez pas de retard pour ce qui est des têtes chercheuses...

(*Suite de la page* 3.)

— 40 % seulement prévoient une augmentation de la production ;
— 34 % une stagnation ;
— 26 % une baisse de l'activité.

Pessimisme patronal

Ainsi, un industriel français sur quatre, au moins, s'attend à une diminution de la production au cours des mois à venir. C'est aussi l'avis du porte-parole de la grande organisation patronale, le C.N.P.F., qui déclare :

« Déjà, on enregistre un léger « tassement » dans la mécanique, qui peut être considéré comme le signe avant-coureur d'une légère récession.

« Toutes les industries travaillant pour l'Etat seront frappées par les économies budgétaires prévues pour cette année : il en résulte déjà une légère diminution des heures supplémentaires ; cette tendance va s'accroître rapidement. »

En ce qui concerne les prix, l'enquête de l'I.N.S.E.E. auprès des chefs d'entreprise, qui ne couvre que les prochains mois, conclut : le niveau général des prix s'élèvera de 8 à 9 % entre l'automne dernier et le printemps prochain. Un industriel sur cinq pense même que la hausse atteindra 15 % pendant cette période de six mois.

Syndicats : d'abord les prix

Cette question des prix préoccupe beaucoup plus les syndicats ouvriers que les menaces de chômage. Voici l'analyse d'un leader syndicaliste :

« Une réduction de l'activité économique ou même un ralentissement de l'expansion provoquerait du chômage. Déjà les offres d'emploi des industriels sont moins nombreuses.

« Mais pour l'instant, le chômage est encore très faible. Aussi les syndicats ne sont-ils pas amenés à s'en inquiéter vraiment, sauf dans quelques cas précis (comme les fermetures d'usines aéronautiques). Pour le reste, nous entendons rester dans notre rôle revendicatif. »

A la C.G.T., la consigne est d'obtenir une hausse générale des salaires de 10 % avant toute autre considération.

A Force Ouvrière, on considère que l'économie peut se développer encore en 1958, mais que les prix continueront à monter. L'objectif est donc d'obtenir une double indexation des salaires (sur la productivité nationale et sur le niveau réel des prix) de façon à éviter les conflits de rajustement tels qu'on les connaît depuis des années.

A la C.F.T.C., on craint que la baisse du pouvoir d'achat, déjà sensible, ne s'accentue encore cette année. Le souci n° 1 est donc la hausse.

Les experts sont divisés

Les experts gouvernementaux sont divisés. Quelques-uns demeurent résolument optimistes : le Commissariat à la Productivité, qui a pris pour base de ses travaux la possibilité de doubler le niveau de vie de l'ensemble des Français en dix ans, prévoit la poursuite de l'expansion économique à un taux cependant inférieur à celui de l'an dernier.

Mais la grande majorité des experts s'attend à un net ralentissement de l'expansion industrielle. Du côté de l'agriculture, l'année doit être bonne : depuis deux ans, les circonstances atmosphériques ont été défavorables. Un progrès de 4 à 5 % apparaît donc raisonnable.

Pour l'industrie, plusieurs facteurs joueront en sens opposé :

1° D'abord la question des approvisionnements en matières premières et en énergie. Les programmes d'importation pour 1958 sont en légère baisse, malgré l'octroi probable de 400 à 500 millions de dollars de crédits extérieurs. Sur la base de ces programmes, les spécialistes officiels considèrent que la production industrielle pourra difficilement augmenter de plus de 2 %.

2° Ensuite, la réduction de la demande publique : « Le budget de 1958 est un budget de déflation. Si les économies prévues sont appliquées, les commandes des administrations diminueront de 10 à 15 % en volume ».

3° Les dépenses d'équipement des entreprises risquent de diminuer.

En sens inverse, deux facteurs devraient stimuler l'activité économique :

1° Les chefs d'entreprise prévoient une forte hausse des salaires au cours des prochains mois. Une certaine augmentation de la demande devrait en résulter.

2° L'amélioration de la balance commerciale jouera dans le même sens : une augmentation des exportations réduirait la masse des marchandises disponibles sur le marché intérieur, de même qu'une diminution des importations.

Pour faire face à une demande accrue, la production devrait donc continuer à augmenter, au moins pendant les premiers mois de l'année.

Que dit M. Pflimlin ?

Pessimisme des industriels, inquiétude des syndicats ouvriers devant la hausse, réserve nuancée des experts, tel est le tableau d'ensemble qu'offre l'opinion économique française en ce début d'année. En fait, le secret des prochains mois réside dans le mouvement des prix et l'équilibre des finances extérieures et intérieures.

Sur ces trois terrains, l'action du gouvernement sera décisive. Pour conclure son enquête, « L'Express » a donc interrogé le ministre des Finances qui décrit ainsi la situation, et la politique qu'il entend suivre :

● Les prix. Il n'y aura pas de hausse sur les prix agricoles garantis. Sur les autres, possibilité de hausses saisonnières qui peuvent être compensées par des importations.

Pour les prix industriels : trois facteurs de hausse ont joué jusqu'ici : le règlement du contentieux (officialisation de hausses de fait non encore enregistrées dans les indices) ; l'opération 20 % ; la suppression de certaines subventions.

Ces trois facteurs joueront-ils encore ? Non, assure M. Pflimlin. Techniquement le niveau des prix peut être tenu. Le gouvernement mettra en œuvre tous les moyens qui sont à sa disposition. Il a aussi fait appel aux organisations professionnelles : celles-ci, par des accords passés avec les pouvoirs publics, ont effectué des mesures de stabilisation et même de baisse sur les prix de certains produits.

Pour « tenir » ainsi les prix, il faudra résister aux industriels qui esti-

(*Suite en page* 7.)

22, AVENUE VICTOR-HUGO - PARIS - PAS 57-03
HOLMES
Solde sa collection d'hiver de vêtements masculins de luxe
Derniers jours
PARDESSUS ANGLAIS ET ITALIENS, LODENS, VESTES ET BLOUSONS DE PEAU, VESTONS ET COSTUMES

FORUM

MAURICE DUVERGER

IL Y AVAIT UNE FOIS AU QUAI D'ORSAY

par MAURICE DUVERGER

DES questions graves et urgentes se posent aujourd'hui à l'Occident, qui remettent en cause toute la politique extérieure. Faut-il installer des rampes de lancement de fusées à moyenne portée sur les territoires européens, pour compenser l'infériorité provisoire des Etats-Unis en matière d'engins intercontinentaux (laquelle prendra fin d'ici quatre ou cinq ans) ?

Faut-il écarter sans examen le plan Rapacki, suggérant la création d'une zone « dénucléarisée » en Allemagne, Pologne et Tchécoslovaquie? Faut-il relancer la course aux armements, alors que les deux blocs ont atteint « l'équilibre de la terreur » (chacun pouvant anéantir l'autre totalement) ou tenter l'épreuve d'une « conférence au sommet » qui essaie de préciser le partage des influences et de réduire les budgets militaires ?

Ces questions tourmentent tous nos alliés. En Grande-Bretagne, elles ont ouvert un grand débat dans l'opinion publique, au Parlement et même au sein de la majorité gouvernementale : le premier ministre manœuvre en souplesse pour tâcher d'éviter l'éclatement de son parti ; il a dû jeter du lest ; il devra en jeter plus encore au retour d'un voyage qui lui donne seulement quelque répit. En Scandinavie, le refus d'accepter l'installation de rampes de lancement a été formulé de façon très nette. En Allemagne même, la pression populaire a obligé le vieux chancelier à cesser de jouer la voix de l'Amérique, et à prendre (au moins en apparence) une position plus nuancée.

Aux Etats-Unis, enfin, l'opposition à la politique officielle se fait plus vive. L'obstination de M. Dulles empêche encore que les idées des Kennan et des Stassen modifient la ligne du département d'Etat : elle ne peut les empêcher d'être de plus en plus contagieuses.

Un seul grand pays ne se pose aucune question, n'est secoué par aucune crise, n'est traversé par aucun doute. Très décontracté, le brillant jeune homme qui en dirige les destins a repoussé d'un revers de main le plan Rapacki, sans discussion, sans examen.

Toujours aussi à l'aise, il a implicitement accepté l'installation des rampes de lancement. De plus en plus en forme, il a emboîté le pas du secrétaire d'Etat américain, en exigeant qu'une réunion des ministres des Affaires étrangères « prépare » une éventuelle conférence des chefs de gouvernement : ce qui permettra à « Mister No » de déployer ses talents de conciliateur.

IL y avait autrefois en France, paraît-il, un ministère des Affaires étrangères. On dit même qu'il siégeait quai d'Orsay. Certaines prétendent qu'il existe toujours et qu'un homme est encore assis derrière le bureau de Vergennes. Cette légende ne ressemble-t-elle pas aux délicieux contes pour enfants racontés par un certain Christian Pineau ? Félicitons le conteur pour les timides efforts d'indépendance que manifeste la réponse officielle au maréchal Boulganine : mais que signifient ces formules polies après le ton hautain du président du Conseil ?

Pourquoi M. Félix Gaillard, qui a de l'indépendance d'esprit, qui a parfois fait preuve d'un certain courage, a-t-il aligné ainsi la politique de Paris sur celle de Washington, plus étroitement encore que ne l'ont fait ses prédécesseurs ? Il y a l'explication financière : quand on réclame de l'argent aux gens, il ne faut pas leur faire de peine ; nous voici donc revenus à la diplomatie de la mendicité. Il y a l'explication algérienne : pour obtenir que Washington continue à soutenir la politique Lacoste, nous offrons en contrepartie notre vassalité dans l'ensemble de la diplomatie mondiale.

Ne jetons pas trop vite la pierre au président du Conseil. S'il peut ainsi nous attacher si facilement au clan américain, c'est que personne n'essaie de faire obstacle à cette dépendance. Le silence du Parlement est surprenant. Il y a quelques semaines, on a vu naître des velléités de réclamer un débat de politique étrangère. Bien timides et bien vite calmées. Depuis, rien. Est-ce la peine, vraiment, que des parlementaires de droite et de gauche manifestent tant d'indignation devant un projet de réforme constitutionnelle qu'ils accusent de méconnaître les droits du Parlement ?

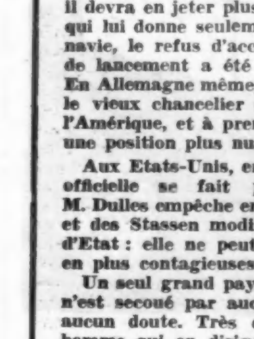
Ces droits, chaque fois que cela comporte des responsabilités réelles, le Parlement refuse de les exercer. Le silence à la veille de la réunion de l'O.T.A.N., le silence au lendemain de celle-ci ; le silence en face des initiatives de la diplomatie soviétique, le silence en face de l'inertie de la diplomatie américaine : tout cela fait suite au silence qui a enveloppé l'expédition d'Egypte ; au silence à propos des excès en Algérie ; à tant d'autres silences.

MAIS il faut aller plus loin. Ces députés que nous avons choisis, ils nous représentent bien. S'ils sentaient le pays traversé par de grands courants d'opinion, agité par des lames de fond, ils ne se tairaient pas : ils s'empresseraient de parler, au contraire, pour tâcher d'exprimer ces grondements souterrains. Ils se taisent parce que nous n'avons rien à dire. Parce que nous ne disons rien. Les fruits amers des graines semées depuis deux ans, voici que nous commençons à les récolter.

On a polarisé l'opinion publique tout entière autour de l'Algérie. On a attaché des œillères à son front.

Quoi d'étonnant qu'elle regarde désormais dans une seule direction ! La France regarde l'Algérie désormais, et rien d'autre. Qu'importe si son rôle dans les pays du Moyen-Orient, qui pourrait être grand, tend à disparaître : la France regarde l'Algérie. Qu'importe si l'Amérique prétend conserver seule le monopole du déclenchement d'une guerre atomique qui nous anéantirait : la France regarde l'Algérie. Qu'importe si le plan Rapacki ouvre en Europe non seulement des perspectives de paix internationale, mais des possibilités de « libéralisation » interne : la France regarde l'Algérie. Qu'importe si peut-être des possibilités de détente et de désarmement pourraient être explorées par une réunion des Grands : la France regarde l'Algérie.

Les superpatriotes, les tenants de la politique de la grandeur, les défenseurs à tout prix de l'Algérie française voient-ils où ils nous ont conduits ? Il n'y a plus de France aujourd'hui dans le monde. Repliée sur sa diplomatie de myope, la France ne compte plus. On va nous payer notre silence, guère plus de trente deniers. On va nous laisser jouer quelque temps encore nos jeux de « pacification », sans illusions sur leurs résultats, jusqu'au jour où l'on décidera d'y mettre fin et où notre vassalisation nous ôtera tout moyen d'opposition efficace.



ANDRÉ PHILIP

POURQUOI JE CHOISIS PARIS

par ANDRÉ PHILIP

LE traité de Communauté Economique Européenne est entré en application le 1er janvier. Rien ne sera d'ailleurs réalisé au cours de la première année, qui sera consacrée à la mise en place des institutions.

Mais, aussitôt, des difficultés ont surgi sur la désignation du siège commun des divers organismes. Les ministres ne se sont finalement pas prononcés et, pendant une période transitoire, le Secrétariat sera établi à Luxembourg, cependant que les réunions de la Commission économique se tiendront alternativement à Luxembourg et Bruxelles.

Cette décision suscite deux ordres de réflexion :

1° Le Conseil des ministres a réussi à se mettre d'accord sur le choix des hommes. C'est qu'il y avait là, entre la Commission économique, l'Euratom et la C.E.C.A., un nombre de postes suffisant pour donner à chaque pays un minimum de satisfaction. De plus, les désignations n'étaient faites que pour cinq ans et l'avenir n'était pas définitivement engagé.

Il en est autrement pour le choix du siège des institutions, ce siège ayant toute probabilité de devenir ultérieurement la capitale de l'Europe. Cela conduit à une première réflexion sur les possibilités de travail du Conseil des ministres.

Tant qu'il s'agit de problèmes secondaires, des compromis sont possibles entre les Etats souverains ; mais dès qu'il s'agit d'une question importante, mettant en jeu les intérêts ou le prestige des divers pays, le Conseil des ministres est bloqué. Chacun a des intérêts nationaux à défendre vis-à-vis de son opinion et les déclarations de chaque ministre ne coïncident pas nécessairement avec ses opinions personnelles, ni même avec celles qu'il exprime dans des conversations privées.

Pour le problème du siège, il serait souhaitable que la décision soit, en fait, préparée par la Commission économique qui prendrait l'avis des deux assemblées économique et politique.

2° Je voudrais contribuer à cette discussion générale en indiquant les raisons pour lesquelles le meilleur siège, pour des institutions à caractère supranational, me semble devoir être Paris. De toute façon, il faudra créer une cité administrative européenne concentrant l'ensemble des services, si l'on veut avoir un organisme moderne et efficace. Le siège de cette cité administrative devra répondre à certaines conditions :

— L'accès doit en être facile par air, par route et par fer, ce qui est le cas pour Paris, Bruxelles, Nice, Milan. En revanche, à Luxembourg ou à Strasbourg, l'amélioration des conditions d'accès exigerait des dépenses supplémentaires considérables.

— Le siège doit réaliser un équilibre à la fois géographique et économique.

Dans la direction nord-sud, on sait que la France est à peu près coupée par la ligne de la Loire ; le groupe des Six comporte un pays plus au sud, l'Italie, l'ensemble des quatre autres étant au contraire plus au nord.

Cela écarte Milan ou Nice, alors que Paris, Bruxelles ou Strasbourg sont possibles, au point de vue géographique.

MAIS, au point de vue économique, il est indispensable de ne pas cumuler le pouvoir économique et politique. De même que les Américains n'ont pas placé leur capitale à New York, nous devons éviter d'effrayer ceux qu'inquiète le spectre de la Lotharingie en mettant le siège au centre même du complexe industriel Ruhr-Lorraine.

A ce sujet, Strasbourg comme Bruxelles seraient trop intégrés directement dans le groupe industriel charbon-sidérurgie, ce qui risquerait de déséquilibrer les Six aux dépens des pays méridionaux. Paris, au contraire, sans en être loin, peut constituer un centre politique indépendant du centre de puissance économique.

— Dès maintenant, une association est prévue avec les territoires d'outre-mer et il est certain que l'évolution se fera de plus en plus dans le sens de l'Eurafrique. Les territoires les plus intéressés sont les pays d'outre-mer français et belges qui parlent les uns et les autres le français. Bruxelles ou Paris apparaissent ici comme une possibilité, avec une préférence pour Paris, plus proche des régions méridionales.

— Mais la construction de l'Europe que nous entreprenons n'est pas séparable de notre effort d'organisation internationale. Si l'on envisageait seulement le contact avec la Grande-Bretagne, Bruxelles pourrait être favorisé mais, sur le plan international, c'est à Paris que se trouvent réunis l'O.E.C.E., l'O.T.A.N. et l'U.N.E.S.C.O.

ENFIN, j'espère ne pas me laisser entraîner par un nationalisme culturel subconscient si j'affirme que Paris est un centre intellectuel incomparable.

Au moment où se construit l'idée de l'Europe, il est essentiel que nos institutions n'apparaissent point simplement comme des organismes techniques, coupés de la vie culturelle et politique.

Si elles veulent toucher vraiment l'opinion, il leur faut être au centre de quelque chose qui dépasse la seule technique d'organisation. Or, Paris n'est pas seulement la capitale de la France ; il a toujours été un centre culturel européen.

— Une objection s'élève : le danger ne serait-il pas d'encourager encore, sur le territoire français, la centralisation excessive dont souffre notre pays? Nous réclamons sans cesse le développement des régions sous-développées et nous protestons contre la dictature de Paris sur la province. N'allons-nous pas la renforcer en faisant de Paris un centre politique européen ?

Il ne le semble pas et, ici encore, l'exemple américain apparaît décisif. C'est dans la mesure où Washington est devenu capitale administrative que son expansion industrielle a pu être limitée.

Il faut poursuivre à la fois la décentralisation industrielle et administrative française et utiliser Paris comme centre d'une administration supranationale. Ce n'est d'ailleurs pas à Paris même que la cité administrative européenne devrait être construite, mais à proximité d'un aérodrome : Orly, Villacoublay ou Le Bourget, dans une région proche où, actuellement, quelque chose de neuf puisse être créé : dans la forêt de Chantilly ou dans celle de Rambouillet.

Tels sont quelques arguments en faveur de la désignation de Paris comme siège des institutions nouvelles. Il serait bon que des critiques soient présentées et que d'autres analyses soient faites, car ce n'est qu'après une discussion publique à laquelle les peuples auront pu s'intéresser qu'un choix véritablement objectif pourra être fait.

(Suite de la page 5.)

ment les hausses autorisées insuffisantes bien qu'elles aient été calculées pour compenser les nouveaux chefs de hausse. Il faudra faire face également à la pression de ceux qui estiment insuffisante l'opération 20 % — et pourtant l'amélioration de la balance commerciale montre que cette opération a été efficace.

« Sauf catastrophe... »

Ceux qui souhaitent rétablir davantage de subventions n'auront pas satisfaction : les impératifs budgétaires sont rigoureux, l'équilibre obtenu ne peut être mis en cause. M. Pflimlin est hostile à de nouvelles augmentations des traitements des fonctionnaires ; il a d'autre part donné des instructions aux contrôleurs financiers de la Défense nationale pour que les limites fixées en matière de dépenses militaires soient scrupuleusement respectées. Un contrôle mensuel sera effectué.

Reste enfin la question de la hausse des salaires. La règle générale qui a été adoptée est que les hausses de salaires ne peuvent être incorporées dans les prix.

En conclusion, si aucune catastrophe, telle que la hausse (improbable) des cours mondiaux, dont la tendance est plutôt au fléchissement, une très grave crise sociale ou des calamités agricoles étendues, ne vient à se produire, M. Pflimlin prévoit une stabilité des prix.

Une année de stabilisation

● LE COMMERCE EXTÉRIEUR. L'opération 20 % a été bénéfique pour le Trésor, à cause de la suppression de l'aide à l'exportation, mais beaucoup moins pour le commerce extérieur lui-même. Dans le service des finances, on évalue de 3 % à 5 % l'augmentation des exportations en 1958 (3 % : douanes ; 2 % : tourisme, entretien des forces américaines, etc). Même si un statut privilégié est établi pour les exportateurs, ses effets ne seront pas très nets en 1958. *« Il faudrait que les Français se privent un peu ».*

Au total, une amélioration de 15 % de notre balance des comptes est prévue en 1958.

Les prévisions de ressources en devises pour 1958 sont calculées en fonction d'un prêt extérieur escompté de 400 millions de dollars. Ce prêt doit permettre sans à-coups ni mesures trop sévères d'établir un équilibre sans aide américaine dans les dix-huit mois à venir.

Le volume des investissements publics sera supérieur en 1958 (905 milliards) à ce qu'il était en 1957 (757 milliards). Aucune récession n'est donc à craindre de ce côté.

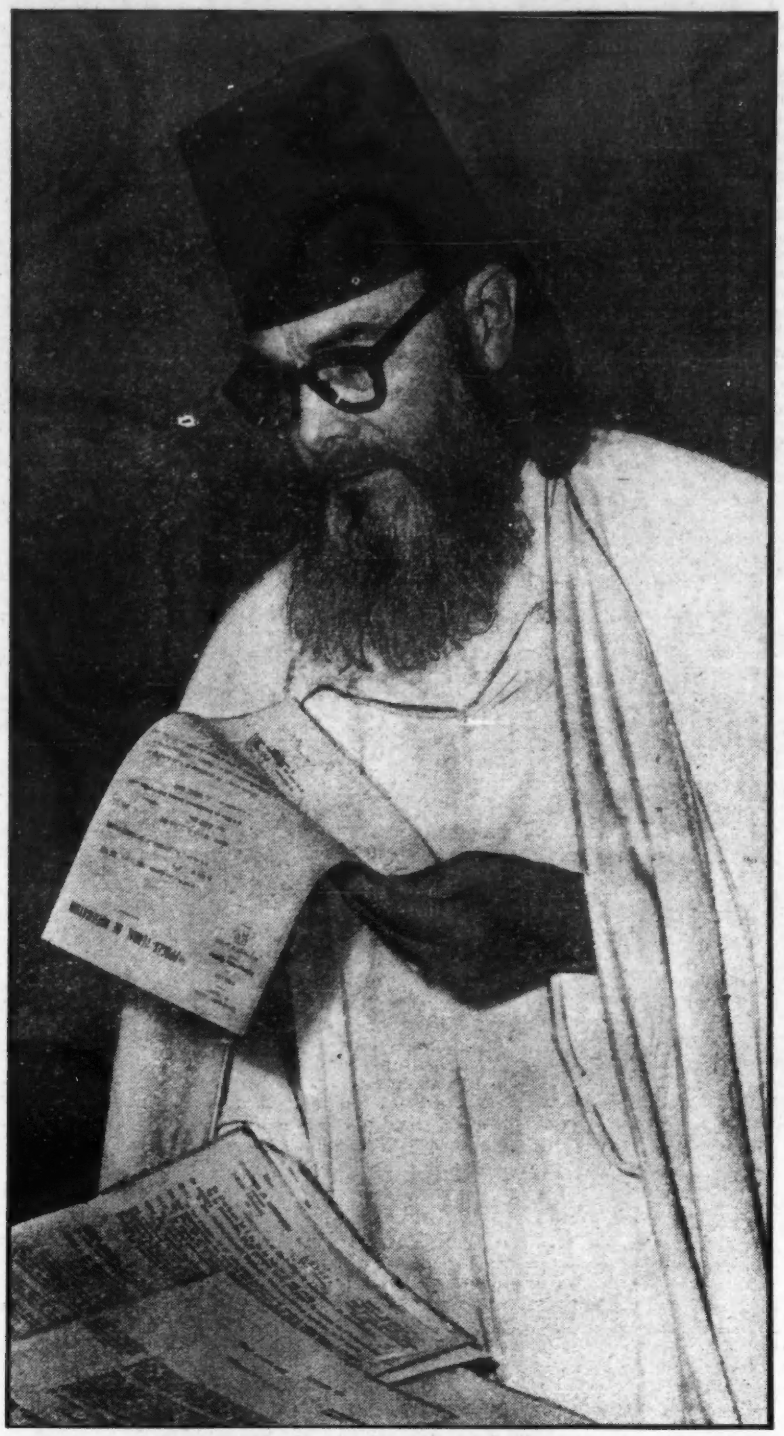
A la question : « L'année 1958 sera-t-elle une année d'expansion, de stabilisation ou de récession ? », le ministre des Finances résume d'un mot son espoir et ses intentions en répondant : « De stabilisation ».

« Nous sommes en 1952 »

Quelle conclusion générale peut-on tirer de ces opinions contradictoires qu'émettent les chefs d'entreprise, les syndicats et la plupart des experts d'une part, le ministre des Finances d'autre part ?

Le facteur psychologique jouera beaucoup : plus les Français croiront à la stabilisation, plus elle aura de chance de se produire. C'est surtout de leurs réactions — plus que de l'action gouvernementale sur les prix — devant un freinage de l'expansion (qui ne devrait pas atteindre les proportions d'une réduction de leur niveau de vie) que dépendra le risque d'une crise sociale aiguë, d'une poussée des salaires. Accepteront-ils de marquer le pas ? Considéreront-ils cet arrêt comme un recul ?

« *Nous sommes au début de 1952,* affirme un des meilleurs économistes français. *La stabilisation des prix est maintenant possible. Mais attention à la récession qui peut survenir avant l'été : il est à craindre qu'à ce moment des remèdes mal dosés, appliqués en hâte et dans le désordre, ne provoquent la vraie crise que beaucoup prévoient déjà, alors qu'elle est encore évitable et nullement fatale.* »



(Paris-Match.)

MESSALI HADJ, LEADER DU M. N. A.
L'objet de propositions officieuses.

ALGÉRIE

Le secret de M. Pineau

● *Il faut faire « quelque chose » en Algérie. M. Pineau a son idée, des alliés et trois atouts. Mais, au fait, que s'est-il passé là-bas cette semaine ?*

« *IL n'est de vraie diplomatie que secrète. C'est un vieil adage, sans doute. Mais il n'a jamais été plus valable. Regardez les Russes : ils réussissent parce qu'ils ne disent rien de ce qu'ils veulent faire. Pour les Anglais, c'est à peu près la même chose. Tandis que, chaque fois que les Américains disent tout — ce qui est le cas, hélas ! de plus en plus souvent — ils échouent. La France n'a pas à révéler ce qu'elle veut faire en Algérie. Jamais situation n'a exigé plus de prudence et de discrétion. Le tout, c'est que vous sachiez que nous sommes quelques-uns au gouvernement à vouloir faire quelque chose, très prochainement, et que nous le ferons.* »

Voilà ce que M. Christian Pineau disait, la semaine dernière, à trois interlocuteurs, dont deux sont de hautes personnalités nord-africaines. Mais si le ministre des Affaires étrangères continue de laisser planer sur la politique algérienne du gouvernement français une sorte d'optimisme mystérieux, ce n'est pas l'optimisme de M. André Morice qui, lui, proclame à Alger, devant 2.000 auditeurs exaltés, qu'il n'y aura *« de cessez-le-feu que lorsque le F.L.N. sera effiloché ».* Ce n'est pas non plus celui de M. Soustelle pour qui *« il n'y a de cessez-le feu que lorsque le feu cesse »*, c'est-à-dire lorsque les insurgés demanderont « l'aman » et remettront leurs armes.

Le F.L.N. « intéressé »

M. Pineau prétend clairement à l'optimisme *politique.* Et c'est ainsi qu'il rassure ceux des membres du gouvernement auxquels il fait allusion (« Les quelques-uns qui veulent faire quelque chose prochainement et qui le feront ») : il s'agit, très précisément, de ministres M.R.P., M. Lecourt, ministre de la Justice, et M. Pflimlin, ministre des Finances.

Sur quoi se fonde l'optimisme de M. Pineau ?

En premier lieu, sur le séjour du ministre des Affaires étrangères aux Nations Unies et les leçons qu'il croit pouvoir en tirer pour interpréter les réactions du F.L.N. On n'a pas fini d'être surpris par la diplomatie, en effet très secrète, de M. Pineau à Washington. Il semble établi que le ministre français, malgré tous les démentis et toutes les mises au point, a été à deux doigts de faire adopter un projet d'élections générales en Algérie, qui aurait reçu l'accord de la Tunisie, du Maroc et du F.L.N. Ces élections générales auraient eu pour but de désigner une Assemblée algérienne qui eût négocié avec la France l'adoption soit de la loi-cadre, soit d'une autre forme d'autonomie interne, soit de ce qu'on appelle pudiquement « tout autre chose ». L'échec serait venu d'un refus du F.L.N., inquiet d'une initiative qui paraissait en contradiction formelle avec les propos prononcés à Paris à la même époque par M. Félix Gaillard. Mais le F. L. N. avait été « intéressé » et M. Christian Pineau s'en est souvenu.

Messali Hadj

En second lieu, M. Pineau attend beaucoup de « l'expérience Lacoste », qui consiste à former avec des insurgés dissidents de véritables armées.

Cette tentative ne va pas sans mal : on l'a vu avec l'expérience Bellounis, que M. Lacoste s'efforce d'étendre en mettant tous les « harkis », et même des Algériens raflés dans la métropole, à la disposition du « général » rallié.

On a même voulu aller plus loin. Ces dernières semaines, un émissaire officieux du gouvernement a proposé à Messali Hadj un accord incluant l'indépendance « à terme » de l'Algérie. Après un temps de réflexion et diverses consultations, le leader du M. N. A. a refusé ces avances. Mais on ne désespère pas de le faire revenir sur sa décision.

Les journaux « nationaux » d'Alger ont reçu une note du Gouvernement général qui les invite à ne plus utiliser le terme « rebelle » lorsqu'il

CROISIÈRE DE PAQUES
Du 29 mars au 13 avril 1958
DALMATIE - GRÈCE - TURQUIE
VENISE - OLYMPIE - CANDIE - RHODES - IZMIR - ISTAMBUL - BROUSSE
DELOS - MYCONOS - ATHENES - DELPHES - KOTOR - DUBROVNIK
Prix à partir de 95.000 francs
Programme détaillé sur demande
LE TOURISME FRANÇAIS
96, rue de la Victoire - PARIS - TRInité 15-43

SOLDES ANNUELS
PRIX EXCEPTIONNELS

Pour Hommes	
Manteau d'hiver	23.750
Veston sport	12.500
Pantalon serge	5.750
Costume ville tout fait	18.500
Pour Dames	
Imperméable ville	19.750
Manteau demi-saison	19.750
Costume tailleur	19.250
Robe	9.750

LE BURBERRY
Hommes 12.950 Dames
Catalogue n° 27 franco sur demande
BURBERRYS
8-10, boulevard Malesherbes, PARIS
Ouverts le LUNDI toute la journée

s'agira de qualifier les membres du M. N. A.

Il demeure aujourd'hui que l'opération Bellounis suscite des oppositions dans l'armée, y compris celle, dit-on, du général Salan lui-même, qui a des souvenirs indochinois trop cuisants pour approuver une nouvelle « guerre des sectes ». D'ailleurs le général Salan penserait que l'année 1958 verra la défaite du F.L.N. parce que, recevant de plus en plus un armement demi-lourd, le Front va être tenté de renoncer à la guerilla où il excelle, pour engager des batailles rangées où il sera pulvérisé par notre aviation. Dans ces conditions, confiant dans l'influence des « bons rebelles » de M. Lacoste, M. Pineau pense qu'on pourrait bientôt envisager des élections, et il a son idée sur ce genre d'élections.

Un statut économique

Le troisième atout du ministre des Affaires étrangères, c'est une idée « tuniso-marocaine ». Les deux anciens protectorats, plus ou moins résignés à la durée du conflit algérien, et contraints de faire face à des réalités parfois tragiques, sont intéressés par deux choses : le « mythe saharien », et la réalité économique. Cette dernière est envisagée sous son aspect le plus immédiat et le plus pratique : la résorption du chômage.

Les travailleurs tunisiens et marocains doivent pouvoir venir de plus en plus nombreux en France. Avec le pool nord-africain sur le Sahara et les accords sur une importante émigration sociale, une interdépendance de fait devrait pouvoir déboucher sur des projets englobant un nouveau statut, non juridique, mais économique, de l'Afrique du Nord.

Avec ces trois atouts — que le F. L. N. connaît bien — M. Pineau pense que les chefs insurgés vont enfin devenir « raisonnables ». Qu'ils vont comprendre que ce qu'on leur demande, c'est, somme toute, de faire la preuve de leur représentativité et surtout d'accepter un calendrier qui permettrait à l'opinion française d'évoluer et aux Algériens de s'organiser pendant le temps où se consolideront les accords économiques franco-nord-africains.

Que se passe-t-il ?

On comprend facilement que, dans l'impasse actuelle, certains soient attirés par un tel langage. Les ministres M.R.P. ont été, paraît-il, extrêmement frappés par des reportages comme celui que publie actuellement le quotidien catholique « La Croix ».

Du côté socialiste, on a remarqué que M. Commin, secrétaire général adjoint de la S.F.I.O., avait réclamé, dimanche dernier, après M. Guy Mollet, que le gouvernement encourageât « officiellement » les accords locaux de cessez-le-feu conformes aux projets de M. Lacoste. Au même moment, pour appuyer ces projets, on fait état d'une débâcle dans l'état-major du F.L.N. (les leaders s'excluraient les uns les autres).

Cet ensemble d'intentions généreuses, de manœuvres réalistes et d'idées fausses pourrait, à la rigueur, représenter le premier effort dans la recherche d'une solution politique du conflit algérien, si l'on pouvait le séparer de son contexte.

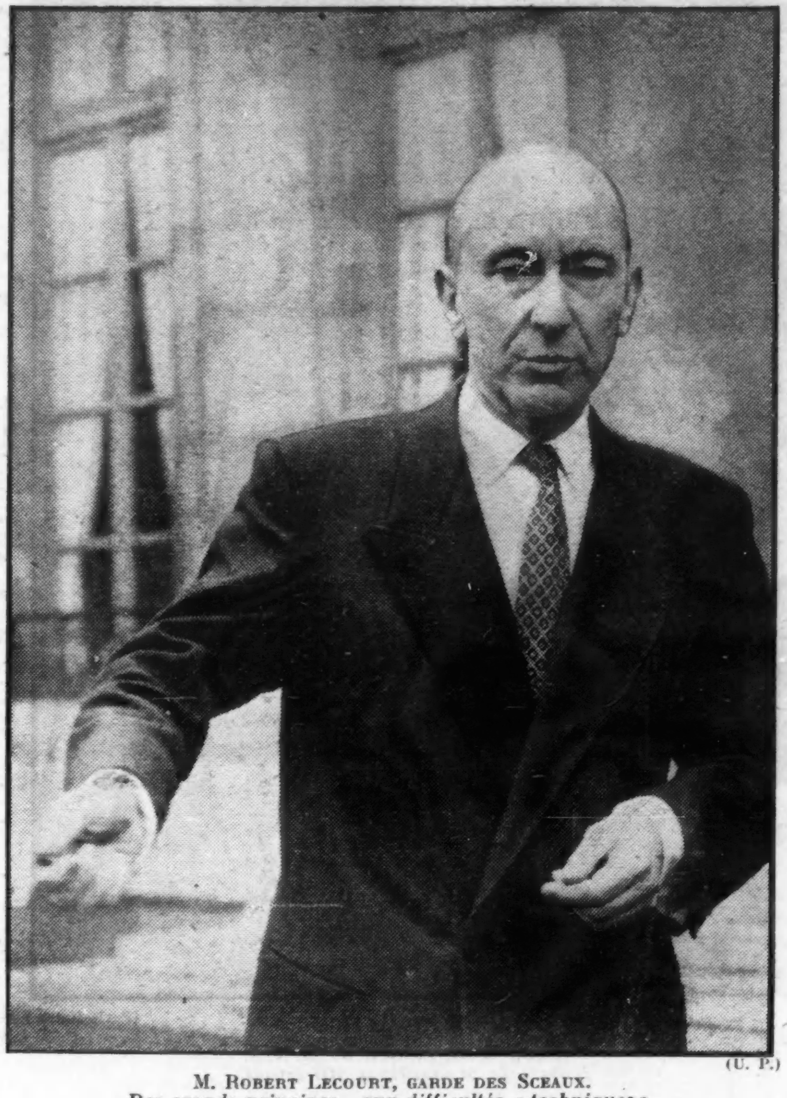
Mais que s'est-il passé cette semaine en Algérie ?

D'abord une reprise nette du terrorisme et des engagements militaires importants. Ensuite une manifestation, à Alger, avec comme orateurs, MM. André Morice et Henri Borgeaud. Enfin la publication à l'usage des 400.000 soldats qui servent en Algérie de proclamations jurant que « *l'Algérie resterait toujours française* ». Jamais, autant que cette année, un gouvernement n'a tant fait par les engagements solennels qu'il prend en toutes occasions, pour exaspérer le chauvinisme sectaire et la crispation cocardière des Français d'Algérie et de l'armée française.

Deux conclusions sont possibles. Ou bien M. Pineau est sincère. Et, dans ce cas, comment peut-il croire qu'il sera possible de négocier en Algérie pendant que le général Salan, se référant aux propos de M. Gaillard, parle de l'Algérie française ? Comment ne craint-il pas les réactions de l'armée, des Français d'Algérie et d'une partie de l'opinion française, telle que les gouvernements dont M. Pineau a fait partie depuis deux ans l'ont créée ?

Ou bien M. Pineau n'est pas sincère. En ce cas, ce n'est pas sa diplomatie qui est secrète, c'est son secret qui n'est guère diplomatique...

JEAN DANIEL.



(U. P.)

M. ROBERT LECOURT, GARDE DES SCEAUX.
Des grands principes... aux difficultés « techniques ».

PARLEMENT

On révise la Constitution ?

● *Rien n'est plus urgent que de réviser la Constitution, de réformer la loi électorale. Tous les députés le disent. Mais...*

COMMENT obliger les députés, qui se laissent souvent entraîner à alourdir les charges de l'Etat, qui ne répugnent pas à renverser les gouvernements et qui n'ont aucune hâte à retourner devant leurs électeurs, à renoncer à l'initiative des dépenses, à assurer la stabilité ministérielle et à rendre plus facile la dissolution ?

Tel est le problème que, depuis plusieurs semaines, M. Félix Gaillard et son ministre, M. Robert Lecourt, chargé de la réforme, s'efforcent de résoudre.

Pour y parvenir, le Garde des Sceaux a réuni à plusieurs reprises les représentants des groupes de la majorité. Ces délibérations ont abouti à la rédaction d'un projet, dont les socialistes, immédiatement, demandèrent qu'il fût modifié selon leurs désirs. Ces modifications apportées, les modérés à leur tour soulevèrent des objections. M. Gaillard, prenant le relais de M. Lecourt, suggéra un premier compromis.

Le président du Conseil s'aperçut alors que, s'il poursuivait les pourparlers avec les huit groupes de sa majorité, il n'en sortirait jamais. Chacun aurait toujours quelque chose à changer ; les semaines passeraient sans que la moindre révision constitutionnelle voie le jour.

En effet, peu de parlementaires souhaitent vraiment une réforme de cette Constitution que pourtant, depuis plus de onze ans, chacun rend responsable des vices du « système ». Il est facile, devant l'opinion, de se poser en champion de la révision, ce qui évite de parler d'une réforme des mœurs politiques. Mais il est aussi facile, grâce à la complexe machinerie parlementaire, d'empêcher la révision d'aboutir.

Si aucune des dispositions prévues par le gouvernement dans son projet ne sourit aux députés, l'une d'entre elles surtout suscite leur inquiétude : il s'agit de la simplification de la procédure de dissolution.

Le « préalable » électoral

D'autre part, les difficultés d'ordre « technique » se multiplient : si le M. R.P., tenu par M. Lecourt, a donné son « *nihil obstat* » au projet ; si les socialistes ont finalement dû approuver un texte qui a tenu compte de leurs objections, en revanche les modérés et les groupes du centre accumulent les critiques. Celles-ci, bien entendu, ne concernent ni l'initiative des dépenses ni la dissolution, mauvais terrains aux yeux de l'opinion, mais la nouvelle procédure prévue pour la question de confiance.

MM. Gaillard et Lecourt, décidés à aller de l'avant, vont déposer eux-mêmes le projet au nom du gouvernement. Mais déjà ils semblent renoncer à demander pour la révision la « discussion d'urgence », ce qui laissera aux parlementaires le temps de préparer leurs armes.

Parmi celles-ci figure la réforme électorale.

Lorsque le président du Conseil, il y a quelques semaines, manifesta son intention de pousser à la révision, plusieurs groupes (socialistes, radicaux dissidents, modérés) affirmèrent qu'il n'était pas admissible d'examiner cette question sans discuter en même temps de la réforme du mode de scrutin. « *Nous ne voulons pas,* disaient-ils, *être exposés, comme le 2 janvier 1956, à une dissolution avec l'actuelle loi électorale.* ».

Pas de majorité

M. Félix Gaillard accepta une étude simultanée des deux problèmes. Tandis que les sénateurs — après les députés — délibéreront sur la révision (et, n'étant pas directement intéressés par le projet, alors qu'ils le sont beaucoup par la réforme électorale, ils ne se presseront guère), l'Assemblée ouvrira un débat sur les systèmes électoraux.

Or, sur ce point essentiel, une majorité paraît bien difficile à dégager en faveur de tel ou tel mode de scrutin pour deux raisons :

1. La volonté secrète mais presque générale des députés d'empêcher la réforme d'aboutir pour l'instant.

En France, le choix d'un système de scrutin dépend souvent de la conjoncture politique. Ainsi, dans tous les partis de la majorité, bien des députés pensent — en secret certes — que les apparentements seraient commodes si la coalition gouvernementale actuelle se maintenait jusqu'aux élections.

Le partage des voix

2. Les divergences entre les partis sur la future loi électorale.

Moins que jamais actuellement, les groupes paraissent décidés à chercher un accord.

Les communistes, le M.R.P., les républicains sociaux et les poujadistes (ceux-ci moins nettement) défendent la représentation proportionnelle : 270 voix environ.

Les socialistes, les radicaux des deux tendances, l'U.D.S.R.-R.D.A. et le R.G.R. sont partisans du scrutin d'arrondissement à deux tours : 200 voix environ.

Les modérés se divisent en supporters de l'arrondissement à un tour, de l'arrondissement à deux tours, du scrutin de liste départemental avec « fusion » des listes au second tour et du scrutin uninominal dans le cadre du département.

Une réforme-alibi

A cela, il faut ajouter que bien des « proportionnalistes » préfèrent sans l'avouer un système qui, grâce à des alliances, leur permettrait d'obtenir une surreprésentation. De même, beaucoup « d'arrondissementiers » souhaitent que le mode de scrutin qu'ils défendent publiquement ne soit jamais voté : d'autres qu'eux-mêmes, notabilités locales, les remplaceraient.

Pourtant, certains pensent qu'au début de février une majorité pourrait se dégager en faveur de l'arrondissement, la plupart des modérés et des républicains-sociaux apportant leurs voix à un système que leurs électeurs réclament. Ils savent en effet que se poserait immédiatement la question du « découpage » des circonscriptions, travail complexe, qui met en cause la réélection de chacun des députés, et qu'on pourrait faire durer aussi longtemps qu'il serait nécessaire.

Il faut convenir, dans ces conditions, que la réforme électorale n'est pas près d'aboutir. Peut-être, par voie de conséquence, la révision de la Constitution n'est-elle pas non plus pour demain.

JEAN FERNIOT.

le 1er créé
subsiste le plus masculin :
le slip
KANGOUROU

Instituteurs, professeurs, si vous donnez des leçons particulières, faites une Petite Annonce dans « l'Express ». Elle aura 300.000 lecteurs

LA RÉVOLTE DE L'UNIVERSITÉ

par LAURENT SCHWARTZ

Professeur de mathématiques à la Sorbonne

LAURENT SCHWARTZ.

Dimanche dernier 12 janvier, cent cinquante professeurs de l'enseignement supérieur français se sont réunis à Paris, sous la présidence du doyen Albert Chatelet. Ils appartiennent aux Facultés de lettres, de sciences et de droit de Paris et de province. Ils ont résolu de lutter ensemble contre les tentations de « la force » et pour que « la France retrouve sa véritable mission, resserre ses liens avec les trois pays du Maghreb et rétablisse son rôle traditionnel en Orient ». Cet événement important faisait suite à la manifestation silencieuse de la Sorbonne, au mois de décembre, autour de la soutenance de thèse in absentia du jeune mathématicien Maurice Audin, arrêté en Algérie par les parachutistes et porté disparu.

Ainsi, l'Université française se mobilise progressivement pour tenter de sauvegarder les valeurs morales et nationales dont elle est, par tradition, la gardienne.

L'un des chefs de file de ce mouvement — d'une ampleur sans précédent — est M. Laurent Schwartz, titulaire de la chaire de calcul différentiel à la Sorbonne et l'un des deux mathématiciens français à avoir reçu la consécration internationale de la Médaille Fields, Prix Nobel des mathématiques.

M. Laurent Schwartz estime que le moment est venu d'exprimer publiquement les raisons et les buts de la « révolte de l'Université » dans un article qu'il a remis à **L'Express** ***et que nous sommes honorés de pouvoir publier.***

A la suite de la plainte en homicide déposée par Mme Audin le 6 juillet, le juge d'instruction a déposé en novembre ses conclusions au parquet d'Alger et un non-lieu paraissait certain. A la place du non-lieu attendu, le parquet d'Alger vient de rejeter les conclusions du juge d'instruction et a demandé un complément d'informations et une reprise complète de l'enquête.

En même temps, le rapport général de la commission de sauvegarde a été publié par « Le Monde », grâce à une indiscrétion. Ce rapport mentionne des faits qui contredisent la version officielle de fuite. Il va maintenant être possible d'écouter de nouveau les témoins, tous les témoins (y compris le chauffeur inconnu de la jeep, y compris Alleg et le docteur Hadjadj, qui ont vu Audin torturé, y compris les parachutistes qui ont arrêté et détenu Audin) ; il faudra bien qu'on sache où Audin a été détenu jusqu'à sa « fuite » et dans quelles conditions ; on pourra faire une reconstitution judiciaire de cette fuite sur laquelle il y a maintenant deux rapports contradictoires. On pourra... si l'opinion publique ne s'endort pas ; car ceux qui sont compromis ont, hélas ! des moyens d'action.

Dreyfus était une victime isolée. Ce n'est malheureusement pas le cas d'Audin. Il y a des centaines, des milliers de victimes, d'hommes et de femmes qui ont été torturés, qui ont disparu, qui ont été internés sans raison dans des camps de concentration, qui ont été condamnés à mort après des simulacres de jugement ; des Français et des musulmans.

Il est sûrement très dur pour la plupart des Français de se dire qu'il peut exister une comparaison entre certains excès commis en Algérie et ceux des nazis ; il faut cependant reconnaître qu'il en est bien ainsi ; je le dis sans aucun plaisir, mais je ne crois pas me tromper. Et comme on l'a suffisamment expliqué, les crimes commis du côté nationaliste algérien ou au-delà du rideau de fer ne permettent pas de changer cette conclusion.

Ceux qui ont protesté pour Audin n'ont pas entendu dissocier son cas des autres, faire de lui un martyr privilégié. Ils ont voulu en faire un symbole, comme d'autres déjà, dont les noms sont sur toutes les lèvres, sont devenus des symboles. Dreyfus aussi a été un symbole ; dans tous les cas, c'est au nom de la même raison d'Etat qu'on cherche à éviter la lumière.

Il faut que la vérité soit connue et rendue publique, que justice soit faite, que les coupables, si haut placés qu'ils soient, reçoivent une punition exemplaire ; et surtout que pareils faits ne se renouvellent pas, et que la démocratie puisse être sauvée.

Prendre ses responsabilités

DANS son discours à la séance de rentrée solennelle de l'Université, le recteur Sarrailh a expliqué que l'Université avait le devoir, non seulement de former des techniciens, mais aussi de former des consciences, et qu'elle était elle-même une conscience.

La « révolte » des universitaires à propos d'Audin est l'expression de cette conscience. Que d'autres aussi prennent leurs responsabilités. Qu'à la suite des positions catégoriques prises par le général Billotte à propos des tortures et, avant lui, par le général de Bollardière, l'armée prenne les siennes et demande le châtiment de tout officier qui serait coupable ou complice de tortures. Nous voudrions aussi que les hautes autorités qui nous gouvernent ne jouent pas indéfiniment les Ponce Pilate.

Avec tout le respect que je dois à M. le Recteur Daure, ancien résistant, qui aurait pu être mon professeur, je lui dirai que je ne comprends pas son attitude. Ou ses fonctions au sein de la commission de sauvegarde lui ont permis d'avoir des informations sérieuses sur l'affaire Audin ; alors pourquoi ne pas exiger que ces informations soient données à l'opinion publique, ou au moins aux avocats, à Mme Audin, au juge d'instruction ? Ou la commission n'avait pas de pouvoirs suffisants, et il n'a rien pu savoir ; alors il se doit de le dire, et de démissionner de cette commission, comme l'ont fait MM. Delavignette et Maurice Garçon. Tout silence aujourd'hui est complice.

Et nos ministres ?

LE ministre de l'Education nationale est, lui aussi, troublé. Il a montré à plusieurs reprises sa bonne volonté. Mais ce sont aujourd'hui de grandes responsabilités qu'il faut prendre. Notre ministre a su prendre beaucoup d'initiatives sur le plan de la réforme de l'enseignement ; mais, qu'il le veuille ou non, il est ministre de l'Education nationale sous l'affaire Audin.

Les conseils des facultés des Sciences et des Lettres de Paris et de plusieurs villes de province, les syndicats de l'enseignement lui ont demandé de prendre publiquement et officiellement l'affaire en charge jusqu'à ce que toute la lumière soit faite. Rien n'a été fait en ce sens, aucune réponse n'a été donnée à ces vœux.

Les ministres font, officiellement, comme si l'affaire Audin n'avait jamais existé. Il semble régner entre eux une atmosphère étouffante, invraisemblable... Audin, les tortures, l'Algérie, tout ce qui touche à M. Robert Lacoste, j'imagine que tous ces sujets sont aussi scabreux dans une réunion ministérielle que les sujets sexuels dans une réunion mondaine. Les ministres ont le droit de chercher ensemble une politique financière équilibrée, mais sans avoir le droit de parler de l'Algérie ni de ce qu'elle coûte. M. Lacoste gouverne la France. Et qui gouverne M. Lacoste ?

Et les rapports de la commission de sauvegarde ? Ces rapports ont été déposés il y a plusieurs mois, un rapport général et des rapports particuliers. Ces rapports ont été enterrés, le gouvernement juge que cela ne regarde personne, qu'il n'y a aucune suite à leur donner, et il a l'intention de ne jamais les publier ; si étrange que cela paraisse, il semble vrai que plusieurs ministres n'aient jamais eu connaissance des rapports particuliers, plus exactement qu'ils n'aient jamais osé demander à les voir.

Le rapport général a été publié grâce à une indiscrétion, en dépit du gouvernement. Devrons-nous organiser un « commando » de professeurs de faculté pour voler les rapports particuliers et les rendre publics ? Cela pourrait soulager beaucoup de gens, puisque ainsi ce serait fait sans qu'ils aient à en prendre la responsabilité.

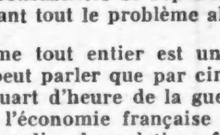
Éviter le pourrissement

L'AFFAIRE Audin en elle-même doit être séparée des solutions du problème algérien. Ceux qui ont protesté contre l'arbitraire, dans cette affaire ou dans d'autres, avaient les opinions les plus variées sur ce problème ; ils ont agi pour des raisons de conscience. Mais il est évident que l'inconscience de nos gouvernants en face des tortures, l'abandon des responsabilités se reproduisent identiquement devant tout le problème algérien.

Ce problème tout entier est un sujet tabou, dont on ne peut parler que par circonlocutions. Le dernier quart d'heure de la guerre d'Algérie se prolonge, l'économie française s'use, la jeunesse se démoralise, les relations franco-africaines se détériorent, la démocratie est chaque jour un peu rognée. C'est un lent pourrissement sur place de toute la société française ; et comme ce pourrissement est, dans une certaine mesure, confortable, on s'y installe, et il mène à la décadence. Si ridicule que cela soit, il y a là en partie une question de prestige, qui agit par « réaction en chaîne » : parce qu'à un certain moment MM. Mollet et Lacoste ont pris la responsabilité de la politique des ultras, le parti socialiste s'y est engagé et enferré de plus en plus, avec toutes les conséquences que cela comporte.

Pourtant, si un jour ces ultras établissaient un fascisme en France, les dirigeants socialistes ne trouveraient sans doute pas grâce à leurs yeux ; et ils le savent. Mais tout se passe comme s'ils craignaient moins de mourir plus tard en glorieux martyrs que de se déjuger aujourd'hui. C'est peut-être, en effet, plus facile.

Il est temps d'arrêter ce processus de décadence. L'affaire Audin aura été un moment de la prise de conscience de l'opinion publique devant les dangers d'une disparition de la démocratie en France. Un comité Audin vient d'être constitué ; il se propose d'obtenir la justice et la vérité dans l'affaire Audin ; espérons qu'il trouvera un large soutien. Nous ne pouvons, hélas ! sans doute plus sauver Audin ; dans un certain sens, nous pouvons être sauvés par lui.



P.-S. — *Comité Maurice Audin :* M. Crouzet, 12, rue du Pré-aux-Clercs, Paris (7e) ; M. Montagnier, 19, rue Auguste-Lançon, Paris (13e).

La semaine internationale en dessins

M. DULLES VU PAR LES ALLEMANDS

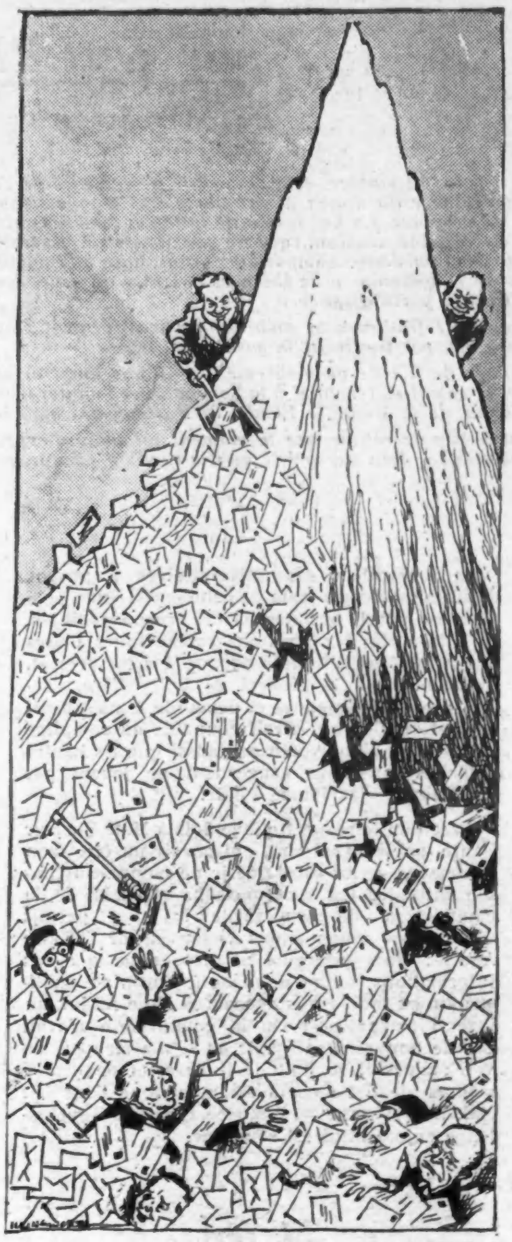
(« Die Welt ».)

HILLARY-FUCHS AU POLE

(« News Chronicle ».)

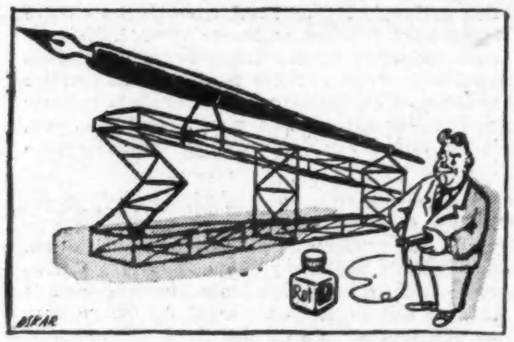
— Mes chers collègues, il est urgent que nous fassions connaître publiquement notre stricte neutralité dans cette guerre froide.

LA NOUVELLE DIPLOMATIE RUSSE



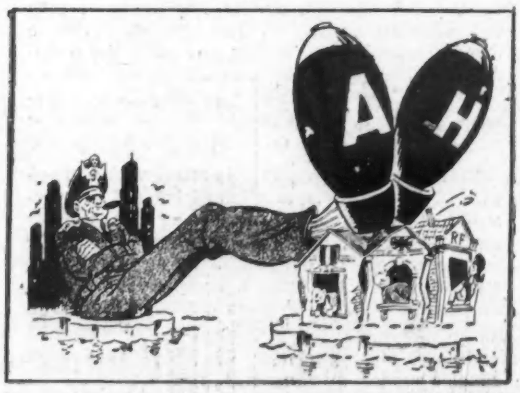
(« Daily Mail ».)

LE DERNIER ENGIN DE M. BOULGANINE



(« Berliner Morgenblatt ».)

L'O. T. A. N. VUE DE MOSCOU



(« Pravda ».)

— Voilà l'Américain bien installé !...

LA POLITIQUE OCCIDENTALE

(« Daily Mirror ».)

L'HEURE DU COURRIER

(Dessin de BELLUS.)

(« France-soir ».)

— Un message du maréchal Boulganine !

AU GOLF DE BRIGHTON

(« Punch ».)

— Nom d'un chien !... Qu'ils en fassent une rampe de lancement et qu'on n'en parle plus !...

ANGLETERRE

Lettre de Londres

● *Notre correspondant particulier Paul Johnson nous écrit :*

DIRE que la démission de M. Thorneycroft a causé à Londres une certaine surprise serait un euphémisme. Il y avait longtemps que Fleet Street n'avait été pareillement secoué. Le fait de réunir le Cabinet un dimanche — pour la première fois depuis la crise de Suez — avait sans doute attiré l'attention, mais on pensait généralement qu'il ne s'agissait que de régler un désaccord sur Chypre. En réalité, M. Thorneycroft donna sa démission dès le dimanche soir, bien que le secret ait été gardé 24 heures afin d'éviter des spéculations contre la livre dans les Bourses étrangères.

Dans son numéro du lundi matin, le « Times », généralement le premier informé des secrets gouvernementaux, publiait un long éditorial dans lequel il louait M. Macmillan pour l'habileté avec laquelle il « *menait son équipe* » et pour « *le soutien qu'il accordait à son courageux Chancelier* ». Le lendemain, le journal était contraint à une volte-face humiliante et reprochait amèrement au premier ministre d'avoir « *abandonné le Chancelier* ».

Des débats orageux

La démission de M. Thorneycroft est en effet un événement d'importance : c'est la première fois, depuis la démission de lord Randolph Churchill — le père de Winston — en 1887, qu'un Chancelier de l'Echiquier quitte le gouvernement pour un désaccord sur la politique fiscale. Pour la première fois depuis de nombreuses années, un conseil de Cabinet britannique a donné lieu à des débats orageux dont on a retrouvé les échos dans la lettre glaciale de M. Thorneycroft et dans la réponse acerbe de Macmillan.

Le gouvernement lui-même semble avoir été pris de court par les événements. Sur l'aéroport de Londres, avant de s'envoler pour sa tournée du Commonwealth, M. Macmillan a qualifié la crise « d'incident mineur ». Lord Hailsham, au contraire, le nouveau chef de la « machine » conservatrice, l'a décrit comme un «*événement très grave*» et s'est montré visiblement embarrassé lorsqu'on lui a demandé, à la télévision, d'expliquer ce désaccord avec le premier ministre.

Tout ce drame pour 50 milliards de francs ? C'est là, incontestablement, que gît le mystère. Si la version du gouvernement est correcte (M. Thorneycroft aurait refusé d'approuver un budget supérieur de 1 % à celui de l'année dernière et demandé une réduction des dépenses sociales) la démission du Chancelier semble ridicule. Mais peu de gens se contentent de cette explication. Le fait que M. Thorneycroft soit soutenu non seulement par ses deux ministres adjoints mais par l'opinion unanime de la Trésorerie et de la City montre bien que des problèmes beaucoup plus graves sont en jeu. On sait maintenant, par exemple, que M. Thorneycroft n'a pas été le seul à présenter un ultimatum. M. Butler — le « second » de M. Macmillan — et M. Macleod, ministre du Travail, ont eux aussi menacé de démissionner si les amputations budgétaires demandées par M. Thorneycroft étaient acceptées. M. Macmillan savait qu'il allait perdre des ministres de toute façon ; il pouvait seulement choisir lesquels il préférait sacrifier.

Un objectif très précis

En fait, le conflit semble avoir opposé les « jeunes » Tories aux « anciens ». M. Butler et ses amis représentent cette fraction du parti conservateur qui a accepté sentimentalement le « welfare state » et tout ce qu'il implique : impôts élevés, augmentation constante des dépenses gouvernementales et une certaine inflation. Ils estiment qu'avec l'électorat actuel, habitué depuis la guerre au plein emploi et à toutes sortes de services sociaux, aucune autre politique n'est possible pour leur parti.

M. Thorneycroft et ses partisans soutiennent au contraire que la position de la livre — malgré le relèvement du taux de l'escompte à 7 % — reste précaire et qu'il est plus important d'enrayer l'inflation que de remporter les élections. Ils veulent pratiquer une politique « d'argent sain », même si cela doit porter le nombre de chômeurs à 800.000 et provoquer un conflit ouvert avec les syndicats.

Obligé de choisir entre ces deux thèses, M. Macmillan s'est rallié sans hésiter à celle de M. Butler. S'il n'a pas de principes politiques, en effet, il a cependant un objectif personnel très précis : demeurer au 10 Downing Street.

La plupart des observateurs impartiaux semblent approuver la décision de M. Macmillan. Bien sûr, disent-ils, M. Thorneycroft trouvera un certain appui dans les organisations locales du parti conservateur et chez les députés Tories les plus rétrogrades. Mais M. Butler, pendant les cinq années où il a dirigé la machine conservatrice, a réussi à placer suffisamment de Tories « modernes » à la Chambre des Communes pour que le gouvernement ne coure aucun risque d'être renversé.

La situation eût été différente, admettent-ils, si M. Thorneycroft lui-même avait eu une autorité politique plus grande. M. Nigel Birch, par exemple, l'un de ses ministres adjoints et démissionnaire comme lui, jouit d'un réel prestige auprès des Conservateurs pour avoir réussi ce qui est à leurs yeux une prouesse de classe : gagner son premier milliard avant trente ans. M. Thorneycroft, lui, n'a jamais été un adversaire redouté et compte peu d'amis. Enfin, il y a son passé militaire : entré dans l'armée au début de la dernière guerre avec le grade de capitaine, il en est sorti six ans plus tard, avec celui de... capitaine. C'est le genre de choses que pardonne difficilement le Conservateur moyen.

Peu de gens pensent donc que la vague de démissions mette le gouvernement réellement en danger. Elle aura cependant détruit le mythe de « l'harmonie » du Cabinet et sérieusement affaibli celui-ci pour les batailles qu'il devra livrer au printemps. L'une de ces batailles va se déclencher dès la rentrée parlementaire, la semaine prochaine. M. Butler vient en effet de recevoir une bombe à retardement sous la forme d'un volumineux rapport : celui de la Commission Parker, chargée d'enquêter sur les « fuites » dénoncées par les syndicats dans l'affaire du relèvement du taux de l'escompte. La publication de ce rapport, qui ne saurait être longtemps différée, provoquera une explosion qui risque fort de faire écrouler le Cabinet tout entier.

Deux autres bombes à retardement ont ébranlé la semaine dernière la haute société londonienne. La première a été l'annonce du mariage du marquis de Milford, cousin de la reine, avec l'actrice d'origine hongroise Eva Bartok, dont il va « adopter » l'enfant. Depuis sa naissance, il y a trois mois, ce bébé intriguait Londres. Maintenant, le problème de ses origines est considéré comme résolu.

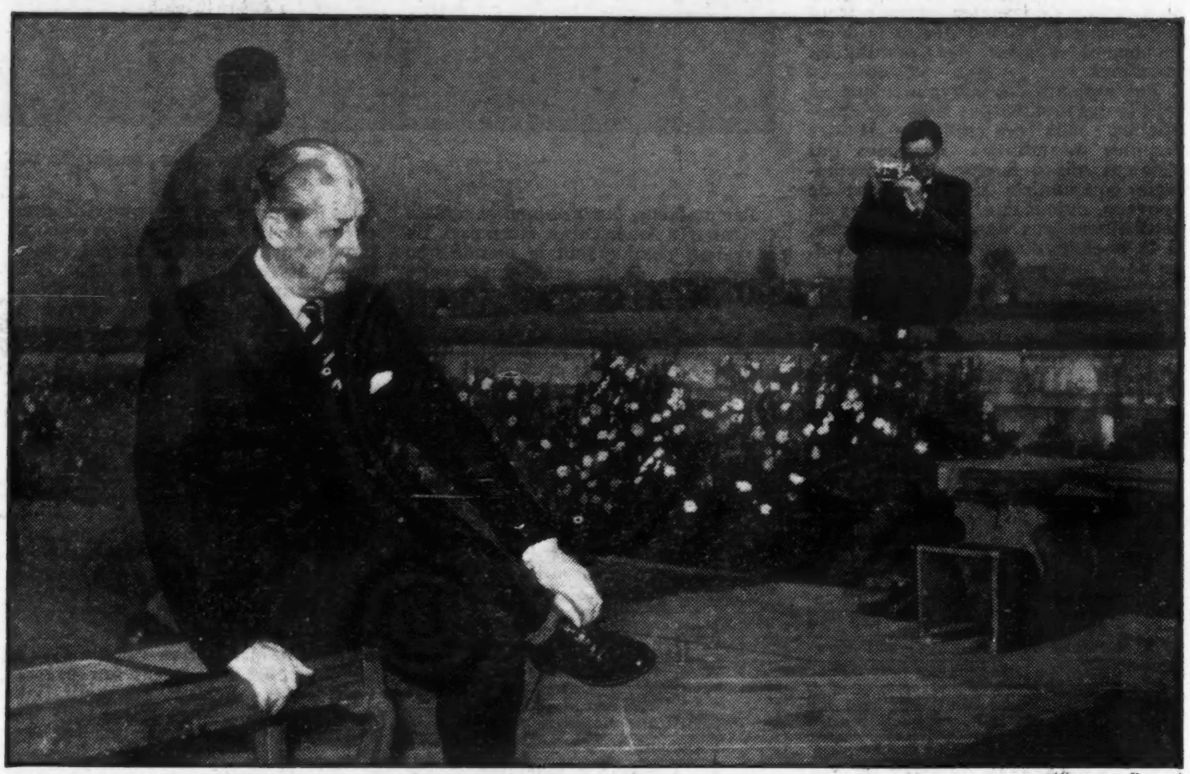
Un auteur trop vieux

La seconde affaire a été la rafle effectuée par la police dans l'un des salons de jeu les plus prospères de Londres, établi dans un luxueux appartement de Mayfair. Presque tous les noms des personnes arrêtées figurent dans le « Debrett » — équivalent anglais du « Gotha » — et l'on y trouve ceux de fils ou de filles de très éminents personnages. Le procès, prévu pour février, fournira vraisemblablement beaucoup de copie aux journaux populaires.

Une dernière bombe à retardement, enfin, vient d'exploser sous le long nez de cet auguste personnage qu'est le lord chambellan. Par une anomalie historique, ce fonctionnaire de la Cour conserve le droit de censure sur toutes les pièces présentées au public anglais. Parmi les œuvres qu'il a récemment interdites, figure *La Chatte sur le Toit brûlant*, de Tennessee Williams, qui ne peut être montée que par des clubs privés. La semaine dernière, pourtant le *Royal Court Theatre* a présenté *Lysistrata*, d'Aristophane, en en faisant — de l'avis général — le spectacle le plus osé et le plus paillard de toute l'histoire du théâtre anglais. La pièce, qui raconte comment les épouses grecques empêchèrent leurs maris de poursuivre la guerre en se refusant à eux, a été montée dans le style même que l'auteur avait voulu lui donner : celui d'une farce pornographique exceptionnellement salée.

Comment ce spectacle a-t-il échappé aux foudres du lord chambellan ? Tout simplement parce que celui-ci n'avait pas le pouvoir de l'interdire. Le directeur du *Royal Court Theatre* a en effet découvert que, par une autre anomalie historique, les pouvoirs de censure du lord chambellan ne s'étendaient pas aux pièces écrites avant 1736. Aristophane, heureusement pour le public londonien, a écrit *Lysistrata* en 400 avant J.-C.

PAUL JOHNSON.



(Camera Press.)

M. MACMILLAN EN INDE.
Pour oublier « un incident mineur ».

ÉTATS-UNIS

Des hommes d'affaires ou des hommes d'Etat ?

● *Pour la première fois, le grand sociologue D.W. Brogan critique la structure même du système politique américain, dénonce les bases sur lesquelles il repose, et propose une direction.*

Dans son message sur l'état de l'Union, qui a été vigoureusement applaudi par le Congrès américain, le président Eisenhower a défini les objectifs que se propose son gouvernement pour 1958 : réorganisation administrative et suppression des rivalités inter-services, accélération du programme de fusées, réforme de l'enseignement et développement de la recherche scientifique, extension de l'aide à l'étranger et accord international sur le désarmement. Il a également proposé un budget record de 74 milliards de dollars (37.000 milliards de francs, soit le budget français de neuf années) dont 40 milliards de dollars pour les dépenses militaires.

Pour D. W. Brogan, professeur de science politique à l'université anglaise de Cambridge et spécialiste des questions américaines, cela ne suffit pas à assurer le redressement nécessaire. Selon lui ce redressement ne pourra être opéré que si les Etats-Unis se débarrassent d'un certains nombre d'illusions qui sont à l'origine de leur actuelle « perte de vitesse ». L'Express donne ici l'essentiel des thèses développées par le professeur Brogan dans The Yale Review.

APRES avoir étudié trente années durant le mode de vie américain, je doute pour la première fois que

→

Tout le nettoyage
pour tous locaux
commerciaux et privés
Travaux de Peintures
Dépoussiérage
Mise en état - Entretien
Vitres - Tapis - Parquets
RABOTAGE - ENCAUSTIQUAGE
Vernissage parquets
MAR. 47-60 et 61
"L'IMPECCABLE"
101, RUE DES MOINES - PARIS 17

chez votre Tailleur
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

l'Amérique possède les atouts nécessaires pour l'emporter dans la lutte pour l'esprit des peuples. Et j'ai la certitude que l'Amérique sera battue si elle n'abandonne pas certaines illusions rassurantes et certaines croyances qui, hier encore, étaient entièrement vraies et justifiées.

La première de ces illusions, et la moins grave, concerne la supériorité du système économique américain, capable de créer l'abondance matérielle, de donner aux hommes ce dont ils ont besoin et de leur ouvrir la voie vers la Terre promise.

Il peut paraître paradoxal, à première vue, que le système et l'abondance matérielle de l'Amérique puissent perdre leur prestige à la suite d'une entreprise aussi improductive que le lancement d'un satellite. Et pourtant, si cet exploit soviétique impressionne les masses européennes, et pas seulement les masses, c'est qu'il prouve, aux dires de la propagande russe, cette affirmation des marxistes : les plus grandes conquêtes de l'esprit humain ne deviennent possibles que lorsque sont brisées les entraves qu'imposent à la science la recherche du profit et les rapports de propriété du système capitaliste décadent. Ces entraves brisées, l'Adam communiste peut pénétrer dans un nouvel Eden et, libéré des aliénations qui furent la malédiction du premier Adam, retrouver la liberté, l'abondance et le développement illimité des possibilités humaines.

J'ai toujours été convaincu que ce sont là des mythes, pas même des prophéties. Mais des millions et des dizaines de millions d'hommes qui s'étaient mis à douter de la mythologie communiste se demandent de nouveau, aujourd'hui, si ces rêves ne contiennent pas une part de vérité, si le chemin du paradis, après tout, ne passe pas par la révolution.

Deux postulats dangereux

Si l'Amérique n'avait subi qu'un revers psychologique, je ne serais pas autrement alarmé. Mais justement, ce n'est pas seulement le prestige des Etats-Unis qui a été affaibli. Ce qui est mis en cause, ce que le peuple américain doit réexaminer, ce sont deux de ses postulats fondamentaux.

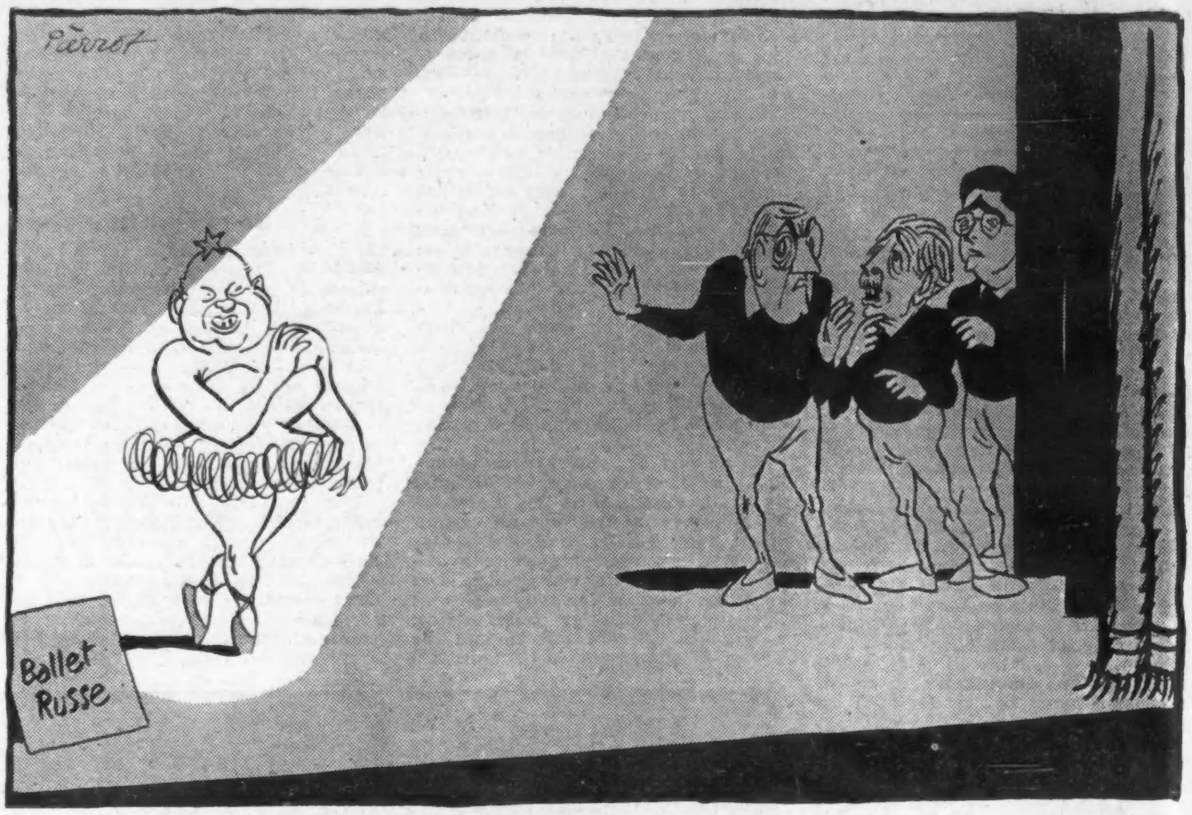
Le premier affirme notamment que l'ingéniosité et la maîtrise technique des Yankees suffisent à leur assurer la suprématie dans la compétition mondiale.

Le second postulat, intimement lié au premier, fait du *businessman* l'homme qui organise les immenses ressources humaines et matérielles des Etats-Unis afin de produire *« l'American way of life »*.

Si je prends peur aujourd'hui, c'est que ces deux postulats (qui contiennent autant d'illusion que de vérité), si on ne les réexamine pas, risquent d'empêcher le peuple et le gouvernement américains de s'adapter à un monde nouveau et hideux, dont le spoutnik n'est peut-être pas le symptôme le plus important.

Aveuglé par une éducation par trop nationaliste et par une propagande commerciale complaisante, le peuple américain a été incapable jusqu'ici d'expliquer une infériorité des Etats-Unis (ou une supériorité d'un pays rival ou même allié) par autre chose que la trahison. Quand il n'expliquait pas les triomphes russes par la trahison des espions, le peuple américain se refusait à croire à leur réalité. Quand enfin il se résignait à admettre la désagréable vérité, c'était pour se tourner vers ses sauveurs traditionnels, les *businessmen* et les soldats professionnels.

LES NÉGOCIATIONS EST-OUEST VUES PAR PIERROT



« Le rendez-vous manqué ».

Par malheur, *businessmen* et soldats étaient très Américains, eux aussi. Ils croyaient comme tout le monde que l'Amérique avait une supériorité innée. Ils étaient habitués à un monde dans lequel ils ne manqueraient pas de l'emporter pourvu qu'ils unissent leurs forces. Ces rassurantes traditions américaines deviennent proprement dangereuses et le mieux que puisse faire un ami étranger est d'insuffler une saine terreur au peuple américain.

Encore faut-il, après cela, que l'Amérique ne cherche pas le salut dans la mauvaise direction. Des programmes d'urgence, le simple vote de milliards de crédits, des campagnes alarmistes pour réveiller l'opinion, même le franc aveu des erreurs passées, tout cela ne suffit pas. Deux attitudes fondamentalement américaines devront être reconsidérées : le pragmatisme en matière d'éducation et la croyance aux compétences universelles du *businessman*.

Soixante « gadgets »...

La crise de l'éducation (et pas seulement de l'éducation technique) est la cause profonde de toute la crise américaine actuelle. L'éducation américaine est trop exclusivement consacrée à vanter les réalisations américaines au détriment du reste du monde. S'ils savaient combien limités sont les exploits, non seulement théoriques, mais encore pratiques de la science américaine, les Américains posséderaient un antidote utile contre les exagérations, naturelles mais dangereuses, de la propagande commerciale.

Ainsi, durant la « semaine spoutnik », j'ai remarqué une publicité (nettement favorable à la « libre entreprise ») qui prônait les réalisations de l'industrie électrique américaine. La ménagère américaine, affirmait cette publicité, était redevable à l'industrie de soixante « gadgets ». Dans ma maison de Cambridge, en Angleterre, je ne dispose que de dix de ces soixante gadgets. Mais Cambridge a donné davantage de découvertes fondamentales à la science que l'ensemble des Etats-Unis. Tant que le chauvinisme scientifique des Américains ne se sera pas modéré, ils ne comprendront pas ce qui leur arrive.

Il leur arrive deux choses. Pas assez d'argent n'a été consacré à l'éducation. Il faut davantage d'écoles et de professeurs. Mais surtout, il faut de meilleurs professeurs à l'Amérique.

Il serait dangereux que le peuple américain, pris de panique, recherche la quantité plutôt que la qualité. Sans doute, il faut davantage d'ingénieurs, mais il faut surtout davantage de chercheurs, des hommes à l'esprit original, inquisiteur, non conformiste. L'éducation universitaire américaine, dans son égalitarisme, néglige les élèves brillants et, en leur proposant comme but le bonheur et « l'adaptation », elle ne leur permet pas de donner le meilleur d'eux-mêmes. L'élève brillant en souffre plus que ne le pensent beaucoup de professeurs.

Le businessman n'est plus compétent

La seconde et la plus dangereuse illusion américaine, c'est la croyance à la compétence universelle des *businessmen*. Lorsqu'un Américain déclare qu'il admire le millionnaire non pas pour son argent, mais pour les réalisations dont l'argent n'est que la preuve, il dit généralement vrai et établit une distinction valable avec le simple culte de l'argent qui prévaut en Europe. Toutefois, les réalisations qu'il admire risquent d'être sans rapport avec les problèmes qu'affrontent aujourd'hui les Etats-Unis.

Le *businessman* est compétent lorsqu'il s'agit de gérer son entreprise et de produire ce que les consommateurs demandent. Mais il cesse d'être compétent lorsqu'il s'agit de savoir ce qui est bon pour les Etats-Unis. Aussi vaut-il mieux ne pas le lui demander. Il est naïf de croire que les qualités et les compétences qui lui ont permis de réussir à la tête de son entreprise le qualifient pour la fonction d'homme d'Etat.

En effet, les Etats-Unis ont besoin de nombreux produits (sous-marins atomiques, fusées, satellites artificiels, recherche fondamentale) pour lesquels il n'existe pas normalement de demande ni de marché. Le bien-être et la sécurité du pays ne sont pas assurés par la satisfaction de la demande privée, fût-elle la demande privée des grandes sociétés. L'intérêt national diffère, par son échelle comme par sa nature, de l'intérêt de l'homme d'affaires ; il est même parfois contraire aux principes d'une saine gestion. Et la pratique des affaires rend souvent l'esprit étroit, le prive de souplesse devant le neuf, l'inconnu, le non-économique : c'est de cette souplesse justement que les Etats-Unis ont maintenant besoin.

Le fromage et les fusées

Les *businessmen* ne sont d'ailleurs pas les seuls à blâmer pour le danger dans lequel se trouvent aujourd'hui les Etats-Unis. S'il est vrai qu'ils ont lésiné sur la recherche scientifique, il est vrai aussi que le Congrès a dépensé pour subventionner le prix du fromage presque autant que pour les fusées balistiques. Néanmoins, l'illusion la plus néfaste fut la croyance que gouverner était simplement une manière différente — supérieure ou inférieure, selon les goûts — de faire des affaires.

Il serait désastreux de trop vouloir rassurer le public. Tout ce que la publicité, la photographie en couleurs, la T.V. et les flots oratoires déversés par la radio peuvent faire pour sauver l'Amérique, tout cela a été fait. Mais cela ne suffit pas. Il s'agit de prendre conscience des réalités et des nécessités d'une guerre (froide ou chaude).

Poursuivre le train-train habituel, engager la lutte sous le signe du dollar, mènera au désastre. Ce dont les Etats-Unis ont besoin aujourd'hui, bien plus que d'hommes d'affaires, c'est d'hommes d'Etat conscients de cette vérité amère : la survie des Etats-Unis est compromise, et ils n'ont plus, dans le duel présent, le choix des armes.

D. W. BROGAN.

(Copyright Yale University Press.)

Dans le numéro 23 de
SOCIALISME OU BARBARIE
Comment lutter ?
Echos des grèves (Banques, Renault, Province), par R. BERTHIER, D. MOTHE.
Sur le contenu du socialisme, par Pierre CHAULIEU.
La méthode des intellectuels dits « progressistes » : échantillons, par Claude LEFORT.
Devant le satellite artificiel russe, par Ph. GUILLAUME.
En vente kiosques et libr. 208 p. : 300 F
Les broch. « Comment lutter ? » : 50 F
et « L'Insurrection hongroise » : 100 F
sont disponibles ainsi que des spécimens gratuits de la revue sur demande
42, rue René-Boulanger, PARIS
C.C.P. 11.987 19

BONS DU TRÉSOR
vous qui avez des disponibilités
et désirez effectuer un placement commode et avantageux
VOUS AVEZ LE CHOIX :
BONS A 1 ET 2 ANS
UN RENDEMENT IMPORTANT
BONS A INTERET PROGRESSIF
UNE PARFAITE LIQUIDITE

L'HOMME CENSURÉ DE LA T.V. VOUS PARLE

Max-Pol Fouchet, 44 ans, essayiste, (Signification de l'art contemporain, Les Peuples nus, Terres indiennes, L'Art amoureux des Indes, etc.), *ancien secrétaire général des Jeunesses socialistes à Alger, ancien membre du Comité directeur du C.N.E., ancien critique littéraire des* Lettres Françaises *— il fut l'un des premiers non-communistes à abandonner cet hebdomadaire après la Libération — fondateur de la revue* Fontaine, *est aussi, depuis quelques jours, l'ancien responsable de l'émission* Le Fil de la vie *à la Télévision française.*

Ancien parce que son dernier Fil de la vie *a tant inquiété le gouvernement que MM. d'Arcy et Delaunay ont été contraints de lui demander d'abandonner sa liberté de parole qui soulevait des passions et qui était aussi sa qualité essentielle.*

Au cours de sa dernière émission (qu'on trouvera ci-contre), Max-Pol Fouchet faisait le point de l'année 57 et évoquait les sujets qu'il aurait aimé librement aborder au cours de 1958 : les taudis, les mensonges officiels, les problèmes de l'Afrique noire, etc. En conséquence, il a été prié de soumettre, à l'avenir, le texte de son émission à l'approbation des officiels. Plutôt que de perdre sa liberté, il a préféré perdre sa tribune.

Ce n'est pas la première fois que l'émission hebdomadaire de Max-Pol Fouchet suscite des mouvements divers en haut lieu. Son émission sur la peine de mort, avant les dernières vacances, lui avait déjà valu de sérieux coups de semonce. L'émotion calmée, il avait repris avec la même rigueur son poste devant les caméras.

Cette fois, pour le gouvernement il a été trop loin : les lettres de protestation qu'il a reçues ont été prises en considération.

On a voulu oublier que, pour cette même émission, les lettres d'encouragement et d'approbation représentaient au moins 80 % du courrier.

M. Fouchet a le droit de s'exprimer. C'est pourquoi L'Express *lui a offert de faire le point de ses rapports avec la télévision et de préciser librement, au cours d'un entretien, ce qu'il entendait dire aux téléspectateurs au cours de sa prochaine émission, qui a été interdite.*

Ce que Max-Pol Fouchet aurait dit...

MA prochaine émission ? Elle aurait été consacrée au problème des partis en France.

J'aurais étudié rapidement cette hostilité à l'égard des partis, qui est maintenant une « constante » du caractère des Français.

Les partis sont tenus pour des lieux d'impureté. Mais la plupart des Français qui considèrent ainsi les partis comme des organismes de trahison sont pourtant des partisans. Il y a donc là un paradoxe qui conduit naturellement à se demander si les Français ne peuvent transformer, par leur action, les partis contre lesquels ils protestent, mais auxquels ils donnent leurs voix.

Quelles sont les raisons qui expliquent la méfiance et le mépris des Français à l'égard des formations partisanes ?

Comme le faisait remarquer Georges Lavau dans un récent numéro d'*Esprit*, on peut considérer le parti politique de différents points de vue : syndicaliste, marxiste, chrétien, etc.

● Beaucoup de Français syndicalistes, sans nul doute, regrettent la politisation du syndicalisme qui, il ne faut pas l'oublier, était apolitique à son origine et dans ses aspirations.

On a assisté à la collusion du syndicalisme et des partis. Aussi le syndicaliste, qui se veut seulement syndicaliste, peut-il éprouver un sentiment de suspicion à l'égard de son syndicat lié à un parti, dont il se méfie. Et pas toujours à tort, puisque, nous l'avons vu, l'action des partis peut aller à l'encontre de celle des syndicats.

● Le marxiste, lui aussi, en fin de compte, est opposé au jeu politique. L'analyse de Georges Lavau est ici à reprendre.

● Quant au chrétien, comment peut-il considérer le jeu politique, sinon d'un point de vue moral qui lui impose une défiance certaine.

Ainsi le Français est-il un animal politique qui ne prend plus la politique au sérieux.

C'est là un phénomène français qui est grave. Car il faut se poser la question : « *Comment peut agir le citoyen, sinon par l'intermédiaire du parti* ? » Le problème est fondamental. Le mépris des partis conduit le Français à un abandon de son pouvoir sur la chose publique.

Le Fil de la vie aurait sans doute cherché des solutions. Il ne faut pas oublier que cette émission était une réflexion à haute voix sur certains problèmes. Les téléspectateurs m'auraient posé des questions dans leurs lettres. Il m'aurait fallu leur répondre devant les caméras.

Autre fait grave : la progressive confusion de l'Etat et du parti, alors que le parti devrait être un organisme de contrôle du pouvoir.

Lorsqu'un parti prend en charge les affaires de l'Etat, il lui faut, dans le système actuel, composer. Ainsi, le parti socialiste a dû composer avec les radicaux, composer avec le M.R.P., composer avec les indépendants, etc.

En dépit d'une telle servitude imposée par le pouvoir, le parti existe derrière les hommes de gouvernement, avec ses militants, ses fédérations, ses sections, etc. Il existe là dans sa pureté. Mais peut-il vraiment exercer son contrôle ? Peut-il agir sur ses députés, ses ministres et peser sur leurs actions ?

Les partis sont devenus des ensembles passifs, des sociétés paresseuses ou résignées, ou seulement « intéressées ».

Si l'on veut que la France retrouve une vie politique saine, il faudra que les militants puissent de nouveau exercer un contrôle sur leurs hommes politiques, un contrôle qui pourrait se traduire par un désaveu de l'action de ceux-ci. Lorsque le Français ne doutera plus de son parti, il ne méprisera plus ce qu'il appelle avec dégoût « la politique ».

(Charpentier)

MAX-POL FOUCHET
Non !

Voilà en gros ce que je me proposais de dire — sans m'attacher à des personnalités, ni citer d'exemples, ce qui eût été contraire à mon dessein — dans la prochaine émission du *Fil de la vie*. Je voulais demander à mes compatriotes partisans de s'occuper plus sérieusement de leurs partis. Leur dire simplement : si vous n'agissez pas dans vos partis, vous n'avez pas le droit de mépriser vos politiciens — car vos politiciens, dans ce cas, c'est vous.

Il s'agissait, on le constate, du rappel élémentaire d'un devoir civique.

L'Express. — Mais ce que vous vous apprêtiez à dire, et le ton que vous comptiez adopter, ne l'aviez-vous pas laissé pressentir au cours de votre dernière émission qui a provoqué la colère officielle ?

MAX-POL FOUCHET. — J'ai exposé sincèrement quelques-uns des thèmes que je me proposais de traiter. Je crois qu'il y a eu, de la part du gouvernement, une réaction de crainte. On s'est dit : « Où veut-il en arriver ? » Après avoir abordé, au début du *Fil de la vie*, des sujets plus proches de la vie quotidienne, j'étais décidé à en venir à un certain nombre de conclusions générales concernant le Français dans ses rapports avec la France. Ce qui a provoqué la mesure de « censure préalable » de mes propos ? Tout ! Il y eut un effet cumulatif.

Ma décision est simple : ou bien la liberté d'expression comme par le passé, ou bien le silence.

Je ne puis agir autrement. J'ai été amené à défendre un certain nombre de valeurs que je ne puis trahir pour un confort personnel.

Les téléspectateurs qui croient ce que je dis m'ont investi d'une responsabilité que je n'ai pas cherchée, mais qu'il serait vain de nier. S'ils pensent que j'ai cédé sur un point, ils ne croiront plus à ce que je traduis, tout ce que j'ai transmis jusqu'à présent sera compromis, toutes les valeurs que j'ai défendues seront mises en question, deviendront suspectes. Je ne puis, je le répète, et je n'ai pas l'intention de céder.

L'Express. — N'avez-vous pas dans le passé déjà subi des pressions officielles ?

MAX-POL FOUCHET. — Il était convenu, lorsque cette émission me fut demandée en 1954, que j'aurais toute liberté d'expression. Sinon, je ne serais jamais allé m'exhiber « en pleine lune » sur un écran ! Ma justification est ma sincérité. *Le Fil de la vie* était un exercice de sincérité, un exercice de conscience.

L'Express. — Mais ne vous a-t-on pas demandé seulement de soumettre le texte de votre émission avant de la diffuser aux services officiels ?

MAX-POL FOUCHET. — Cela me paraît peu compatible avec la technique de l'émission. J'écris un synopsis détaillé, tout en me réservant le droit, en cours d'émission, de laisser une large place à l'improvisation. Aussi, lorsqu'on me dit : « Il y a une règle qui veut que l'on dépose 24 heures à l'avance le texte des émissions » — règle qui n'est guère respectée en général ! — il s'agit d'une plaisanterie. *Le Fil de la vie* est une émission « en direct », « à chaud », à cœur ouvert, et non une récitation.

Il me serait impossible de respecter le texte, et si je ne le respectais pas, on m'accuserait le lendemain de malhonnêteté.

Le bois dont j'allais me chauffer

L'Express. — Ces problèmes ne se sont-ils pas posés au moment où vous avez commencé cette émission ?

MAX-POL FOUCHET. — Non. Lorsque M. d'Arcy m'a demandé de m'adresser chaque semaine aux téléspectateurs, ma première émission se plaça sous le signe de Chamfort. Elle s'appelait *Les Sorcières et Chamfort*. C'était au temps du maccarthysme. On savait donc dès le début de quel bois j'allais me chauffer ! Et j'ai fait aussi une émission intitulée *Algérie, notre conscience*, qui se terminait par ces mots : « Ne pas respecter, c'est encourir le risque de n'être pas respecté à son tour... En Algérie, nous sommes responsables de ce que signifie le mot France. L'Algérie doit se confondre avec ce que nous appelons notre conscience. » Nous étions alors en mars 1956 !

Certains des sujets que j'ai traités (par exemple *La liberté de la conception*) ont provoqué des controverses. On a dit de tels sujets qu'ils devraient être traités « en table ronde ». Cela me semble une erreur. Une « table ronde » suscite moins de discussions chez les téléspectateurs qu'une parole solitaire. *Le Fil de la vie* avait cette vertu de provoquer les passions. Les gens qui m'écoutaient pouvaient m'approuver ou me désapprouver, mais ils étaient d'autant plus passionnés que c'était un homme seul qui parlait. Et ce qui importait, c'est que je ne fusse ni le porte-parole d'un parti, ni d'une confession, ni celui du gouvernement.

La R.T.F., dans sa situation actuelle, est celle des gouvernements. Elle reflète le plus souvent une pensée que je ne dirai pas officielle (cela laisserait entendre qu'il y a une « pensée » officielle !), mais officieuse. (On n'ignore pas les ennuis de mes amis du journal télévisé...). *Le Fil de la vie*, lui, était une parole non officieuse. Les gens ne s'y trompaient pas.

Nous savons qu'il faut un statut qui assure à la R.T.F. son indépendance à l'égard des pouvoirs établis. Comparez notre radio à celle des démocraties étrangères ! Il nous faut une radio et une télévision où toutes les opinions seront représentées. Prenez en France le cas des communistes (n'étant pas communiste, je peux d'autant mieux les citer). Ils représentent environ 25 % de l'opinion publique — et pourtant ont-ils droit à la parole dans nos studios ? Certaines formations dites de droite — comme le R.P.F. — ont également souffert d'informations tendancieuses, voire de boycottage. La démocratie se trouve ainsi faussée par une radio dont l'information est, malgré le courage de certains, constamment tendancieuse.

Si la R.T.F. avait un statut, si elle était « indépendante », une émission comme le *Fil de la vie* ne serait pas nécessaire.

L'affaire du *Fil de la vie* dépasse donc et le cas d'une émission et celui d'un homme. C'est en quoi elle mérite à mes yeux quelque intérêt.

BOMBE A

Le mystère de Bruyère-le-Châtel

FABRIQUE-T-ON *clandestinement la bombe A près d'Arpajon ?*

C'est la question que posait le journal « La Vie française », qui ajoutait :

« Une société dénommée Radio-Mana, qui semble avoir des liens très étroits avec le commissaire à l'Energie atomique, vient de construire sans aucune autorisation 20.000 mètres carrés d'ateliers, employant 700 personnes, à Bruyère-le-Châtel. »

En fait les bâtiments construits pour le compte de la Société Radio-Mana ne sont pas terminés, bien qu'ils aient été commencés il y a plus de deux ans par la « Construction Moderne Française », entreprise dont le siège est à Bordeaux et qui emploie une main-d'œuvre en majorité italienne. En septembre et en octobre, des équipes se succédaient sans arrêt et travaillaient de nuit à la lueur des projecteurs.

Le chantier s'étend sur plus de 15 hectares dans le domaine du Grand-Rué, qui appartenait au vicomte d'Argent, à cheval sur les deux communes de Bruyère-le-Châtel et d'Olainville et est soumis à une surveillance rigoureuse. Les mesures de sécurité les plus draconiennes empêchent les curieux de s'approcher ou de s'informer. Toutes les automobiles qui entrent dans un périmètre excédant largement la surface même de l'usine et de ses dépendances sont immédiatement fichées, leur numéro relevé.

Fraiseurs et tourneurs

Les bâtiments ont bien été construits sans permis, malgré les protestations des municipalités de ces deux communes. 250 personnes environ y travaillent actuellement, dont la plupart sont amenées par cars de Paris, tous les matins. Le samedi est entièrement chômé afin de permettre aux ouvriers qui le désirent de suivre des cours de perfectionnement technique dans une école parisienne.

Les ouvriers spécialisés engagés par Radio-Mana sont presque tous des fraiseurs ou des tourneurs.

Tous les employés, sans exception, signent au moment où leur candidature est acceptée — après une très longue et très complète visite médicale ainsi qu'une très sévère enquête de police — un contrat les soumettant au secret absolu et leur interdisant toute révélation sur leurs activités.

Une double clôture en béton et fil de fer de plusieurs épaisseurs, ainsi qu'un chemin de ronde ceinturent le domaine, dont la surveillance a été confiée à une vingtaine de gardiens formés par les pompiers de Paris. Ces gardiens — tous armés — effectuent un stage à Saclay avant de rejoindre Bruyère-le-Châtel. Des logements ultra-modernes ont été construits pour eux, de même style que la cantine, bâtiment panoramique et cylindrique monté sur pilotis, où 350 repas sont servis quotidiennement.

La surveillance extrêmement stricte s'exerce sans relâche. Toute personne circulant à l'intérieur de la double enceinte (éclairée la nuit) doit porter à la boutonnière un étui de mica comportant nom et affectation. (Un électricien chargé de remplacer une ampoule grillée, se rend sur le lieu de son travail encadré de deux hommes armés qui ne le quittent pas d'une semelle, l'attendent et le ramènent à son lieu de départ.)

Le numéro de téléphone des bureaux est gardé secret. Les P.T.T. ne le communiquent pas et ne passent même pas les communications.

Enfin, le bâtiment principal est un hall d'environ 130 mètres de long, à demi enterré, sans fenêtres (une seule porte), dont les murs sont faits de sept épaisseurs de béton armé.

Premier stade ?

Les thèses en présence :

● *Selon le Commissariat à l'Energie atomique*, la Société Radio-Mana, chargée de recherches sur l'application de l'énergie atomique, utiliserait notamment ses nouvelles installations pour des études sur la conservation des aliments.

● *L'hypothèse plausible :*

Le hall de 130 mètres de long et à demi enterré serait le bâtiment principal d'une petite usine-pilote de séparation isotopique. C'est là que l'on procéderait, à partir de l'uranium 238, à l'extraction de l'uranium 235 qui s'y trouve dans la proportion de 0,7 %.

Les sept épaisseurs de béton sont nécessaires pour éviter la propagation des gaz provenant de l'uranium naturel et des déchets des produits de fission hautement radio-actifs qui doivent y être utilisés.

L'uranium 235 ainsi obtenu est le combustible utilisé pour la fabrication de la bombe A. Il pourrait être utilisé au nouveau centre atomique de Valduc (entre Châtillon et Dijon, près de l'abbaye de Valduc) actuellement en construction, et dépendant du ministère de la Défense nationale.

A Valduc, dont on veut faire l'Aldermaston (centre anglais de projectiles atomiques) français et qui est prévu pour l'expérimentation des réacteurs à haute température pour avions atomiques, il pourrait être procédé au montage de la bombe A, avec le détonateur et le combustible (U 235) obtenu par Radio-Mana à Bruyère-le-Châtel.

CLAUDE BARRET.

LES PARTS DE PRODUCTION E.D.F. 1958

L'E.D.F. nous communique les conditions de son emprunt 1958 dont la souscription s'est ouverte le 6 janvier.

Il s'agit d'un emprunt indexé en capital et en intérêt, c'est dire quelle garantie il offre aux souscripteurs, puisqu'il est basé sur le prix moyen de vente du kwH. Ce prix moyen est obtenu en divisant le montant total des recettes d'électricité par le nombre de kwH vendus (il est publié chaque année au « Journal officiel »).

Rappelons que le dernier prix moyen relatif à l'exercice 1956 était de 7,61. Compte tenu des hausses récemment admises, ce prix moyen va sensiblement augmenter. Cette considération a amené l'E. D. F. à garantir aux souscripteurs un prix minimum de remboursement égal à 25.000 francs ou à la valeur de 2.500 kwH, c'est-à-dire sur la base d'un prix moyen de 10 francs et un intérêt annuel égal à 1.000 francs ou à la valeur de 100 kwH.

Le minimum de rendement garanti au capital souscrit est donc légèrement supérieur à 6,60 %.

Si l'on veut une preuve du dynamisme d'Electricité de France, il n'est qu'à reprendre le discours de M. Marcel Flouret, président du conseil d'administration, relatif à l'ouverture de la souscription des parts 1958. « Dans le domaine de l'hydraulique, l'équipement du Rhin s'est poursuivi en 1957 dans des conditions satisfaisantes. Le 8 juillet a été inaugurée la centrale de FESSENHEIM... le productible annuel de cette usine étant ainsi porté à 800 millions de kwH. L'installation de Markolsheim dépasse le stade des travaux préparatoires... Sur la Haute Durance, l'exécution de la gigantesque digue de Serre Ponçon et son usine souterraine sont activement conduits, tandis que les usines de Jonques et de Saint-Estève Janson s'édifient rapidement.

M. Marcel Flouret a donné des précisions sur les autres travaux exécutés à Roselend, sur le Drac et en Tinée, à Porcheville, à Comines (Nord), à Beautor (Aisne).

M. Flouret a aussi précisé que deux centrales allaient utiliser le gaz de Lacq et que le programme nucléaire n'a pas subi de retard.

M. Raymond Villadier, président du Comité financier, a déclaré de son côté : « Sait-on ce que représentent ces économies de salaires et de combustibles : le remplacement d'une usine vétuste, c'est-à-dire ayant atteint ou dépassé 30 ans d'âge, par une centrale de palier technique actuel ?

1° Une économie de charges fixes annuelles de 3.500 francs par kwH, dont 2.500 de salaire...

2° Une économie annuelle de charbon importé de 4.500 francs par kwH, grâce à une réduction de la consommation spécifique. Au total, l'économie annuelle s'élève à 8.000 francs par kw, c'est-à-dire pour un groupe de 100.000 kw, à 800 millions de francs, dont 400 millions en dollars, en regard d'un investissement de 7 milliards de francs environ ».

Si l'on veut que les compressions budgétaires ne viennent pas freiner le programme des investissements d'Electricité de France il est nécessaire que l'épargne vienne relancer cet organisme public. Souscrire aux parts 1958 concilie à la fois ce devoir avec la certitude de réaliser une opération de placement intéressante.

(Agip)

L'HOMME LE PLUS GROS DE HOLLANDE
Que d'eau, que d'eau...

MÉDECINE

L'eau contre les obèses

APRES les expériences d'un groupe d'auteurs américains, le contrôle des boissons dans le traitement de l'obésité se comprend mieux.

Les animaux privés d'eau mangent moins que les autres, et se « débrouillent » pour que le pourcentage d'eau dans leur estomac et leur intestin soit le même que s'ils avaient bu.

Pour cela, ils puisent leur eau où ils peuvent dans l'organisme, et avec une préférence très nette pour la peau et les tissus graisseux sous-cutanés. Il y a donc un rapport constant entre les solides et le liquide dans l'intestin, quelle que soit la quantité d'eau ingérée.

La réduction des boissons a un double avantage : une diminution de l'assimilation des aliments solides, une soustraction d'eau au niveau des graisses. Or ici aussi il y a un rapport qui tend à demeurer constant. Pour une certaine quantité de graisse, il y a une certaine quantité d'eau.

En buvant peu on a moins faim, la graisse se déshydrate et, de ce fait, devient plus facilement mobilisable.

AFFAIRES

La Dauphine, reine

— LA Dauphine a battu la Volkswagen sur onze fronts différents aux U.S.A. en **1957.** *Elle a arraché le match nul dans quatre Etats, elle se prépare à vaincre partout où, en Amérique, Volkswagen était synonyme de petite voiture européenne.*

Quelques chiffres justifient la confiance qu'expriment les dirigeants de la Régie nationale des Usines Renault: 30.731 voitures ont été vendues ces dix-neuf derniers mois aux U.S.A., soit un accroissement de « 885 pour cent » par rapport à 1956.

Six Liberty Ships assurent exclusivement les livraisons des voitures de la Régie aux Etats-Unis.

— *L'exportation ne s'improvise pas*, explique-t-on chez Renault. *Il a fallu quatre ans à la société de New York (personnel de deux cents personnes) dirigée par M. Valode, pour concurrencer la firme Volkswagen. Tous les espoirs sont maintenant permis, les Américains préfèrent les lignes de la Dauphine à celles des autres « petites » voitures du Vieux Continent.*

Le succès en Amérique ne doit pas faire oublier la réussite en France. Dans son bilan provisoire de 1957, la Régie indique qu'elle a fabriqué 336.312 véhicules, soit 22,7 % de plus qu'en 1956. Chiffre d'affaires : 215 milliards, dont dix ont été réinvestis de plusieurs façons : équipement, recherches, etc.; 900.000 « 4 CV » sont sorties des usines Renault. La cadence de fabrication de la « Dauphine », qui était passée de 600 par jour à 900, vient encore d'être augmentée. Elle est passée à 1.000. Et les délais de livraison de la 4 CV. se sont, simultanément, allongés.

— *La vente des Dauphine* (production de 900 par jour) *n'a pas du tout gêné la vente des 4 CV.*, précise la Régie. *Explication : compte tenu des hausses de prix autorisées, la 4 CV est toujours la voiture française la moins chère pour sa qualité.*

La Régie, qui a présenté au Salon de 1957 la Frégate Transfluide et la Dauphine-Gordini, lancera probablement au Salon prochain une décapotable. La mise au point de ce modèle, dont l'étude a été très poussée, se fait actuellement. Mais il ne suffit pas de concevoir un modèle nouveau de voiture pour pouvoir le lancer sur le marché, il faut aussi concevoir les machines qui en permettent la fabrication. Dans le cas du modèle décapotable de Renault, c'est le problème le plus difficile à résoudre.

Sir John Bagot Glubb

Une exclusivité de « L'Express »

Les Mémoires de Glubb Pacha

Le général Sir John Bagot Glubb est aujourd'hui un paisible citoyen britannique, menant dans sa propriété de Mayfield, au sud de l'Angleterre, la vie sans histoire des militaires retraités. Mais, il y a quelques mois, il était encore le légendaire Glubb Pacha, le conseiller des rois, l'homme qui avait fait de la petite et célèbre Légion arabe la seule formation militaire moderne du Moyen-Orient. Tant qu'il fut le chef de la Légion arabe, c'est-à-dire de l'armée jordanienne, Glubb Pacha, fidèle à son serment, servit scrupuleusement et silencieusement les trois rois qui se succédèrent sur le trône de Jordanie. Aujourd'hui, il parle. Et ce qu'il révèle dans ses Mémoires, dont « L'Express » publie en exclusivité d'importants extraits, fait mieux comprendre la situation actuelle au Moyen-Orient.

La montée du nationalisme arabe, la guerre anarchique et passionnée contre Israël, les complots, les interventions étrangères, tout ce qui commande l'évolution d'aujourd'hui est éclairé par le récit de Glubb Pacha qui en a vécu, plus qu'aucun autre Occidental, les péripéties.

II. - L'ASSASSINAT DU ROI ABDULLAH

Le plan de partage de la Palestine établi par les Nations Unies avait été annoncé le 29 novembre 1947. Bien que le Gouvernement jordanien ne fût pas admis, à l'époque, aux conseils des gouvernements égyptien et syrien, nous comprimes très vite que les dirigeants arabes étaient décidés à recourir à la force pour empêcher le partage.

Les Arabes, emportés par leur enthousiasme, s'étaient en général fait des illusions. Raffolant de l'étude et de la diffusion de l'histoire des conquêtes arabes vieilles de treize siècles, ils se croyaient un grand peuple militaire et considéraient les Juifs comme un peuple de boutiquiers. Les Egyptiens, les Syriens et les Irakiens, peu au courant de la situation en Palestine et trop inexpérimentés pour se rendre compte de la nécessité de connaître les faits, croyaient qu'ils n'auraient aucune difficulté à battre les Juifs. Les Arabes de Palestine, familiarisés avec les Juifs mais sachant peu de chose des gouvernements arabes, avaient confiance dans la force des Egyptiens, des Syriens et des Irakiens.

Les gouvernements arabes firent un tort immense à la cause des Arabes de Palestine parce qu'ils encouragèrent leurs provocations et, lorsque la violence prit le dessus, se dérobèrent.

Seuls le roi Abdullah et la Jordanie étaient capables d'un point de vue objectif. Ils étaient assez proches de la Palestine pour connaître l'étendue et la perfection des préparatifs juifs. Ils étaient en contact assez intime avec les Arabes pour connaître leur incapacité. L'une des principales causes de la défaillance arabe de 1948 a été la répugnance des dirigeants à regarder les choses en face. Non seulement ils négligèrent d'étudier le potentiel militaire comparatif des forces des deux parties mais ils accusèrent de trahison tout homme ayant le courage de proclamer de dures vérités. Le roi Abdullah n'hésita jamais à dire ce qu'il pensait. Il repoussait toute idée de recours à la force et fut immédiatement accusé de trahison dans les termes les plus injurieux.

Les Egyptiens et les Syriens ne croyaient pas, tout d'abord, qu'il fût nécessaire d'utiliser leurs forces régulières pour battre Israël. Ils étaient persuadés que des forces irrégulières seraient suffisantes. En décembre 1947, le recrutement d'irréguliers commença en Syrie et une force disparate fut groupée sous le nom « d'Armée arabe de Libération ».

L'argent n'existe pas... Débrouillez-vous...

Au début de janvier 1948, les premiers détachements de cette force commencèrent à s'infiltrer en Palestine, venant de Syrie.

Le 15 février, ils tentaient de s'emparer d'une colonie juive dans la vallée du Jourdain. Les Arabes, presque sans entraînement, déclenchèrent une attaque frontale qui se termina par un échec.

Leur commandant, un soldat de fortune libanais, Fawzi al Kaukji, resta inactif jusqu'au 4 avril, date à laquelle il attaqua la colonie juive de Mishmar Haémek, à l'est de Haïfa. Cette opération fut de nouveau un fiasco. Comme son moral et son enthousiasme avaient disparu, l'Armée de Libération s'intéressa désormais davantage au pillage, souvent au détriment des Arabes de Palestine.

Dès qu'il fut avéré que la lutte était inévitable,

→

Le roi Abdullah de Jordanie
« Ce qui est écrit doit arriver ».

je rendis visite à Taufik Pacha, premier ministre du gouvernement d'Amman, pour lui demander quelles dispositions il comptait prendre pour financer la guerre. La presse avait déjà annoncé que le Parlement égyptien avait voté un supplément de crédits de 45 millions de livres pour financer les opérations. A ma surprise, le premier ministre me répondit qu'aucun crédit additionnel ne serait disponible.

« *Vous avez votre budget pour la Légion Arabe,* dit-il. *Utilisez-le au maximum.* »

— Mais, répondis-je, il n'est pas possible de faire la guerre sans prévoir ce qu'elle coûtera. Les crédits attribués à une armée en temps de paix ne peuvent suffire en temps de guerre.

— *Le peuple qui insiste pour cette guerre n'a qu'à payer pour elle,* dit amèrement Taufik Pacha. Il ne précisa pas à quel peuple il faisait allusion et mes protestations furent inutiles.

« *Ne croyez pas que j'aie l'argent et que je refuse de vous le donner,* ajouta-t-il. *L'argent n'existe pas. Le gouvernement transjordanien n'a pas de fonds de réserve.* »

Deux jours avant la fin du mandat, des représentants de la Ligue Arabe arrivaient à Amman avec le secrétaire général, Abdul Rahman Pacha Azzam. Ils tinrent diverses réunions auxquelles je n'assistai pas. Je fus toutefois convié à deux entretiens avec Azzam Pacha. Il me demanda de combien d'hommes disposait la Légion Arabe, et exprima sa déception lorsque je lui dis que nous ne pouvions envoyer en Palestine qu'environ 4 500 hommes. Il pensait que nous en avions beaucoup plus. Il me demanda alors combien d'hommes avaient, à mon avis, les Juifs. Je répondis que les rapports des services de renseignements mentionnaient 65 000 hommes entraînés, mais que je pensais que leur valeur militaire était très inégale. Azzam Pacha manifesta de nouveau une grande surprise. Il dit qu'il ne se doutait pas qu'ils fussent si nombreux.

« *Je pense néanmoins,* ajouta-t-il, *que tout ira bien. J'ai pris des dispositions pour recevoir 700 hommes de Libye.*

— 700 hommes, c'est peu, fis-je. Comment sont-ils armés ?

— *J'ai envoyé quelqu'un acheter 700 fusils en Italie.* »

La lamentable incompétence des gouvernements arabes

La conversation porta alors sur l'armée syrienne. Je hasardai la remarque que son entraînement ne passait pas pour être très poussé. Le pacha écarta ma réflexion comme étant sans gravité.

« *Peut-être pas,* dit-il, *mais ce qui est plus important, c'est qu'elle est très enthousiaste.* »

Je fus encore plus surpris lorsque Azzam Pacha observa en passant qu'il serait disposé à m'accepter comme commandant en chef des armées arabes. Je ne pus m'empêcher de rire.

« Non, merci, répondis-je. Je me sens à peine apte à commander la Légion Arabe, et encore moins plusieurs armées différentes. »

Je ne pouvais comprendre cette stupéfiante proposition.

Plus tard, l'Egypte offrit au roi Abdullah le titre de commandant en chef. Mais lorsque Sa Majesté demanda à connaître le plan de bataille de l'armée égyptienne, sa demande ne reçut pas de réponse, pas plus d'ailleurs qu'il ne reçut jamais aucune lettre officielle l'accréditant comme commandant en chef.

Malgré cela, les Egyptiens, après la débâcle, attribuèrent à différentes occasions l'échec des opérations à l'incapacité du royal commandant en chef.

C'est seulement après plus d'un an qu'il me vint à l'esprit que l'offre extraordinaire que m'avait faite Azzam Pacha l'avait peut-être été dans la même intention. On ne se fût pas soucié d'avoir un commandant en chef étranger si les opérations avaient bien marché, mais il eût été un utile bouc émissaire en cas d'échec.

En mai 1948, les forces israéliennes avaient probablement des effectifs quatorze fois plus considérables que ceux de la Légion Arabe. Les Juifs avaient au début très peu d'artillerie légère, mais, en revanche, un grand nombre de mortiers. Comme beaucoup de ces mortiers étaient fabriqués en Israël, ils avaient des munitions en grande quantité. La Légion Arabe ne possédait que sept mortiers de trois pouces avec peu de munitions.

Le gouvernement jordanien, au courant de la réalité, insistait pour une solution politique. Mais ailleurs, les politiciens, les démagogues, la presse et la populace avaient voix au chapitre, et non les soldats. Il serait erroné de dire que personne ne prévoyait le résultat. Un officier supérieur britannique d'Egypte, venu en Jordanie à cette époque, et bien au courant des faits, donnait aux Arabes 5 % de chances d'une victoire.

L'état-major de la Légion Arabe n'avait pas de renseignements sur ce qu'avaient l'intention de faire les différentes armées ni sur les forces dont elles disposaient. L'armée irakienne ne se composait, en mai 1948, que d'un régiment blindé et d'un bataillon d'infanterie. Les Syriens étaient censés mettre en ligne une brigade, les Libanais un peu plus d'un bataillon. L'Arabie Séoudite aurait fourni 200 ou 300 hommes qui s'étaient joints aux Egyptiens.

De tous les Pays Arabes, l'Egypte semblait avoir l'armée la plus importante, mais la Légion Arabe ne put jamais avoir de renseignements sur sa force réelle ni sur ses intentions. Cette force a été estimée ainsi : une unité blindée, six bataillons et un régiment de canons de 25, soit peut-être 10 000 hommes.

En 1948, le nombre des Israéliens armés en campagne a toujours été plus considérable que l'ensemble des Armées arabes qu'ils attaquaient. Mais cela ne justifie pas la lamentable incompétence des gouvernements arabes. Du moment que la tâche était si difficile, ils auraient dû le savoir et employer d'autres méthodes. Et les faits étaient connus de ceux des soldats qui avaient pris la peine de se renseigner. Mais les gouvernements arabes étaient entre les mains de politiciens qui n'avaient aucune expérience de la guerre, et, dans le cas de la Syrie et du Liban, ne jouissaient de leur indépendance que depuis deux ans.

Lorsque fut formé le premier gouvernement syrien indépendant, son président engagea un officier de l'Armée Britannique pour le renseigner sur les questions militaires. Il lui demanda d'évaluer ce que coûterait un régiment de chars. A sa surprise, l'officier britannique inclut une estimation pour les ateliers de réparation. Le président la biffa.

« *Mais,* lui fit remarquer l'officier britannique, *vos chars ne resteront pas longtemps en campagne si vous n'avez pas la possibilité de les entretenir ou de les réparer.*

— En campagne, répliqua le président, je n'en veux pas en campagne. Je veux qu'ils défilent sur le boulevard le jour de l'indépendance. »

(Le 11 juin 1948, après un mois de campagne au cours duquel les Armées Arabes n'avaient pu remporter aucun succès, une trêve était décidée grâce à l'intervention des Nations Unies et de leur médiateur en Palestine, le comte Bernadotte.)

La trêve, qui était de quatre semaines, expirait le 11 juillet. Dès le 1[er] juillet, le comte Bernadotte s'attacha personnellement à son renouvellement. Bien que la position des Arabes, à la fin de ce premier mois de lutte, soit restée favorable, nous savions qu'ils avaient en réalité tiré leurs dernières cartouches.

Bernadotte s'était rendu compte de la situation. Dans son livre *A Jérusalem*, on trouve le paragraphe suivant qui se réfère au mois de juillet, avant l'expiration de la trêve :

« *Des renseignements nous parvenant à cette époque de différentes sources confirmaient mon impression que les Arabes, au point de vue militaire, étaient en posture difficile, s'ils continuaient la lutte sans recevoir une aide matérielle d'Angleterre ou d'ailleurs, ils n'avaient probablement aucune chance de gagner.* ».

Comme le moment approchait où la trêve allait prendre fin, le Comité Politique de la Ligue Arabe fut convoqué au Caire. Nous ne reçûmes aucune nouvelle sur ses délibérations, mais seulement un télégramme indiquant le jour et l'heure du retour de notre premier ministre Taufik Pacha. J'allai accueillir la délégation à l'aéroport d'Amman. Tandis que les membres du cabinet saluaient Taufik Pacha, je pris à part le major général Abdhul Kadir qui l'avait accompagné au Caire.

« Alors, dis-je, quels résultats ?

— *Ils ont décidé de ne pas accepter le renouvellement de la trêve, et de reprendre les hostilités.*

Mon cœur s'arrêta de battre.

— Quoi ! m'exclamai-je. Quelle folie ! De quelles ressources disposent-ils ? Qu'espèrent-ils donc faire ? »

Ne tirez que si les Juifs tirent les premiers...

Le soir même, je fus convoqué au palais où je trouvai le roi et Taufik Pacha en conférence. J'étais angoissé, cette décision me semblait fatale du point de vue militaire et du point de vue diplomatique. Les Juifs avaient accepté la prolongation de la trêve, les Arabes la refusaient : par cette action, ceux-ci s'aliénaient les Nations Unies et les grandes puissances. Je ne le cachai pas. Je rappelai aussi à Taufik Pacha que nous n'avions plus de munitions. Il se montra plutôt contrarié de ce qu'il prit pour une critique implicite à son égard.

« *J'étais en minorité,* dit-il, *j'étais seul. Tous les autres voulaient la reprise des hostilités. Si j'avais voté contre, tout ce que nous aurions obtenu, c'est d'être dénoncés comme traîtres à la cause arabe, et la trêve n'aurait quand même pas été renouvelée. La Jordanie ne peut pas refuser de se battre quand les autres Etats arabes insistent pour le faire, notre peuple ne l'accepterait pas.*

— Mais comment pouvons-nous nous battre sans munitions ? demandai-je.

— *Ne tirez que si les Juifs tirent les premiers* », dit-il.

Voilà en quoi consistaient mes instructions au début de cette deuxième période des hostilités.

Selon des renseignements qui nous parvinrent à Amman, tous les chefs d'état-major des Armées arabes étaient favorables à une prolongation de la trêve. Tous déclarèrent qu'ils avaient atteint les limites de leur possibilité d'avance, qu'ils étaient dépourvus de munitions et d'équipement et qu'ils n'étaient pas en mesure de conti[…] lutte. Mais les politiciens insistaient.

Telle est du moins la version qui fut ré[…] à Amman. En fin de compte, une décision […] tique prévalut : la reprise des hostilités da[…] poir que, par ce moyen, la popularité de[…] ticiens serait restaurée. Eu égard toutefo[…] conditions défavorables dans lesquelles s[…] vaient les Armées arabes, celles-ci ne deva[…] livrer à aucune attaque ; elles recevaient […] d'adopter une attitude de défense passive[…]

Cette décision rendait vain l'espoir de […] quoi que ce soit à la reprise des hostilités. […] avantage à en retirer était que les mi[…] égyptiens en place retrouvent pour quelque[…] leur popularité. Je ne connais aucun pré[…] historique d'une action aussi inqualifiable[…] part de gens au pouvoir.

. . . .

Réquisitoire contre Israël

MOINS d'une[…] plus tard, mes sombres prophéties se réali[…] L'Egypte et le Liban avaient signé un arm[…] l'Irak était désireux de retirer ses troupes[…] Syrie était hors de combat par suite d'un[…] interne. 11.000 hommes de la Légion Arabe […] laissés seuls en face de dix à douze foi[…] d'Israéliens.

C'est dans cette situation, en janvier 1949, […] lieu à la Chambre des Communes un dé[…] préfigurait le désastreux manque de jugeme[…] politiciens quant à l'appréciation des réa[…] des intérêts britanniques. Son résultat devai[…] des conséquences tragiques au cours des […] suivantes.

Le gouvernement travailliste avait acce[…] débat solennel sur la Palestine. M. Ernest[…] l'ouvrit en prononçant un discours pour j[…] et défendre sa politique. Si les intérêts br[…] ques devaient être la base de la politique b[…] nique au Moyen-Orient, les idées de M. […] étaient incontestablement justes. La seule c[…] qu'on pouvait lui adresser était que la G[…] Bretagne n'aurait pas dû évacuer la Palesti[…] mai 1948 et laisser le pays courir à sa ru[…] le partage était la solution, elle aurait dû […] et le faire aboutir. Elle n'aurait pas dû ab[…] ner le pays avant que ne soient constitu[…] gouvernements juif et arabe et que n'aient […] les échanges de population indispensables.

Mais la tempête de critiques qui s'éleva […] M. Bevin n'était pas basée sur ces faits. E[…] l'était que sur des considérations passionne[…] confuses. Ce soir-là, cet extraordinaire pr[…] divisait les Anglais et faisait d'eux des parti[…] pro-arabes contre pro-juifs. Le Common[…] britannique était oublié.

La Grande-Bretagne avait au Moyen-Orie[…] intérêts considérables qu'elle conserva […] après qu'elle en eut acquis d'autres aux […] voici deux siècles. Elles les protégeait […] plus de 150 ans en entretenant d'amicales[…] tions avec le gouvernement de ces région[…] était alors le gouvernement turc.

En soutenant Israël, la Grande-Bretagne […] du presque toutes les amitiés dont elle jo[…] jadis sur cette vaste surface du monde. Mi[…] part toutes les considérations morales et pe[…] nelles, il ne peut y avoir de doute que l'[…] donné à Israël par la Grande-Bretagne a d[…] son prestige et profondément nui à ses in[…] Il y a évidemment des questions morales q[…] le pas sur toutes les questions d'intérêts. […] membres du Parlement avaient attaqué M. […] en se fondant sur le fait qu'il eût été plus […] de soutenir Israël quel qu'en eût été le prix[…] thèse eût alors été défendable. Mais M. Bevi[…] critiqué pour avoir misé sur le mauvais c[…] En d'autres termes, l'argument avancé par[…] était qu'une alliance avec Israël eût été plus[…] fitable aux intérêts britanniques qu'une all[…] avec les Arabes. Un tel point de vue prouve[…] incompréhension totale des réalités du Mo[…] Orient.

Le fait que les Juifs aient battu les Arabes[…] rien à voir avec les facteurs affectant les int[…] britanniques. Le fait essentiel est qu'Isra[…] possède rien de ce qu'exigent les intérêts bri[…] niques : une large bande de territoire s'éten[…] de la Méditerranée à l'océan Indien, des cha[…] pétrolifères, ou le pouvoir d'influencer d'a[…] nations asiatiques et africaines.

Au cours du débat de janvier 1949, le gou[…] nement travailliste obtint une large majorité[…] gagna la partie. Mais dans la pratique, il était […] tu. Les victoires israéliennes sur les Egypt[…] avaient fortement impressionné le monde[…] gouvernement britannique renversa sa politiq[…] tous les intérêts britanniques étant condition[…] par la géographie, le maintien de l'amitié a[…] était essentiel. Il décida donc de continuer à[…] tretenir des relations amicales avec les Ar[…] tout en aidant aussi bien les Juifs en raison[…] l'appui politique que ceux-ci pouvaient appa[…] ment lui donner.

Cette politique a été, même après 1949, c[…] des gouvernements britanniques successifs, […] vaillistes et conservateurs. La conséquence […] que nous avons été accusés par les Juifs co[…] par les Arabes d'hypocrisie.

. . . .

Glubb Pacha passant en revue un détachement de la Légion arabe
Commandant en chef ou bouc émissaire ?

LA publication du ...te de l'accord d'armistice jordano-israélien si...é à Rhodes fut accueillie par une tempête de vi...pérations en Egypte, en Syrie et en Palestine. ...ne paraissait venir à l'esprit de personne que ... Légion Arabe avait été forcée de signer cet ...mistice parce que les autres armées arabes ...aient soit déjà conclu elles-mêmes des armis...ces, soit évacué les champs de bataille, nous ...ssant seuls en face des forces israéliennes.

Lorsque la délégation jordanienne qui avait ...né l'armistice revint à Amman, elle fut accueil... sur l'aérodrome par un messager qui recom...anda à chacun de ses membres de se rendre ...ez lui séparément sans attirer l'attention. Le ...essager leur expliqua que plusieurs personnes avaient l'intention de les tuer, et que s'ils rentraient en ville ensemble, ils pouvaient être reconnus et provoquer une échauffourée.

Bientôt des bagarres se produisirent à Naplouse, capitale du district de Samarie, où la foule se livra à des démonstrations de rue en criant : « *Abdullah canaille, il a vendu notre pays pour de l'argent.* »

La Légion Arabe s'était acquis une reconnaissance mondiale pour sa lutte opiniâtre, toujours menée contre une supériorité numérique considérable. Ses ennemis eux-mêmes lui avaient rendu hommage. En Transjordanie, elle était chérie de la population.

Et voici que maintenant, par une ironie tragique, c'était contre la Légion Arabe, accusée de trahison délibérée, que se dirigeait la première colère des Arabes de Palestine. Au cours des années qui suivirent, une habile propagande déforma complètement les faits et retourna la question. Pour l'ensemble du monde arabe, les soldats égyptiens et syriens devinrent les héros ; les soldats de la Légion Arabe, les traîtres du drame.

En juillet 1948 déjà, après la fin de la trêve, mon opposition à la reprise des hostilités m'avait valu la méfiance de mon propre gouvernement. A cette époque, j'avais envoyé au premier ministre Taufik Pacha une lettre manuscrite dans laquelle je lui disais que la Légion Arabe n'était pas dans une situation critique, mais que je craignais que les armées arabes n'aillent au-devant d'un désastre si la lutte devait se prolonger.

Deux heures après avoir envoyé cette lettre, je fus convoqué au Palais par téléphone. Lorsque j'arrivai, je trouvai tout le Cabinet réuni. Taufik Pacha, ma lettre à la main, était assis près du

→

roi. Sur un geste, je m'assis dans un silence impressionnant. Puis Taufik Pacha demanda à Sa Majesté la permission de lire ma lettre. Il commença d'une voix que la rage contenue faisait trembler.

Le roi était sombre. Je le servais depuis de longues années et, pour la première fois, je compris qu'il doutait lui aussi de moi. Lorsque Taufik Pacha eut fini sa lecture, Sa Majesté se tourna vers moi en me regardant d'un air sévère :

— *Si vous ne voulez pas me servir loyalement*, dit-il, *vous n'avez pas besoin de rester.*

Puis les ministres attaquèrent :

— *Il est curieux que nous n'ayons jamais entendu parler d'une pénurie de munitions avant que M. Bevin n'ait préconisé le cessez-le-feu.*

— *On dit que les magasins sont remplis de munitions*, ajouta un autre.

Je ne me défendis pas. A quoi bon discuter. Le premier ministre était au courant, bien entendu, de la pénurie de munitions depuis des semaines, et il n'ignorait pas que les Egyptiens avaient saisi un bateau de munitions qui nous était destiné.

Je n'étais pas indigné, je ressentais seulement une grande lassitude. Tout me semblait vain. Le roi et le Cabinet me considéraient comme un traître, insinuant que je cachais les munitions et que je tolérais que mes soldats fussent tués pour quelques vagues motifs politiques. Au même moment, à Londres, un membre du Parlement avait demandé à la Chambre des Communes comment on permettait à un général britannique brutal de commettre des crimes contre les Juifs.

Un homme à abattre pour les deux camps

Au cours des huit dernières années de mon séjour en Jordanie, j'ai reçu fréquemment des lettres de menaces, et j'ai été à plusieurs reprises l'objet de tentatives d'assassinat.

Le bruit fait autour de ces attentats manqués eut pour conséquence que, chaque fois que je venais en Angleterre, j'étais doté d'une garde de policiers sous prétexte que les Juifs cherchaient à me tuer. Je ne pouvais m'empêcher de penser que c'était vraiment une distinction unique que de figurer comme homme à abattre sur les listes des deux camps.

Déjà en automne 1948, lorsqu'un congé d'un mois m'avait été accordé à la suite d'une discussion orageuse avec Taufik Pacha, les journalistes égyptiens m'avaient accueilli au Caire — où j'étais allé prendre l'avion de Londres — avec des questions de ce genre :

« *Pourquoi avez-vous trahi la cause arabe ?* »

« *Avez-vous été limogé ?* »

« *Est-il vrai que vous soyez seul responsable des défaites arabes ?* »

A Paris, des centaines de photographes et de journalistes m'attendaient également :

« *Avez-vous l'intention de retourner là-bas ?* »

« *Le roi Abdullah est-il mécontent de la manière dont vous avez conduit les opérations ?* »

« *Etes-vous d'avis que tout ce qu'a fait Lawrence chez les Arabes l'a été en vain ?* »

A mon arrivée à Londres, le lendemain, un détective me prit à part pour me conseiller de me rendre dans un hôtel et de me faire inscrire sous le nom de M. Smith.

— *Nous sommes informés*, me dit-il, *que des terroristes juifs vous recherchent. Nos informateurs pensent que vous seul avez sauvé les Arabes d'un désastre complet.*

— Pourriez-vous leur dire d'appeler Le Caire, répondis-je, et de confronter leurs renseignements avec l'opinion de leurs confrères ? Il faut bien que d'un côté ou de l'autre on se soit trompé.

Je revins en Jordanie le 17 septembre 1949.

. . . .

Le roi Abdullah était le type même du véritable aristocrate, si sûr de son prestige qu'il ne craignait pas de se mêler à tous et de parler librement avec n'importe lequel de ses sujets. Il n'était jamais hautain et ne faisait aucun effort pour marquer son rang ou sa dignité. Sans doute son esprit n'avait-il jamais été effleuré par l'idée que quelqu'un pût les mettre en question.

Averti comme nous l'étions de l'intense jalousie et de l'hostilité de certains gouvernements à son égard, l'aversion qu'il avait à être gardé était pour nous une cause permanente d'anxiété.

Un jour de juillet 1951, j'étais allé inspecter les unités de la rive occidentale du Jourdain. J'arrivai juste avant le coucher du soleil à l'aéroport de Jérusalem où j'attendis l'avion qui devait me ramener à Amman. Le pilote m'aborda, visiblement ému :

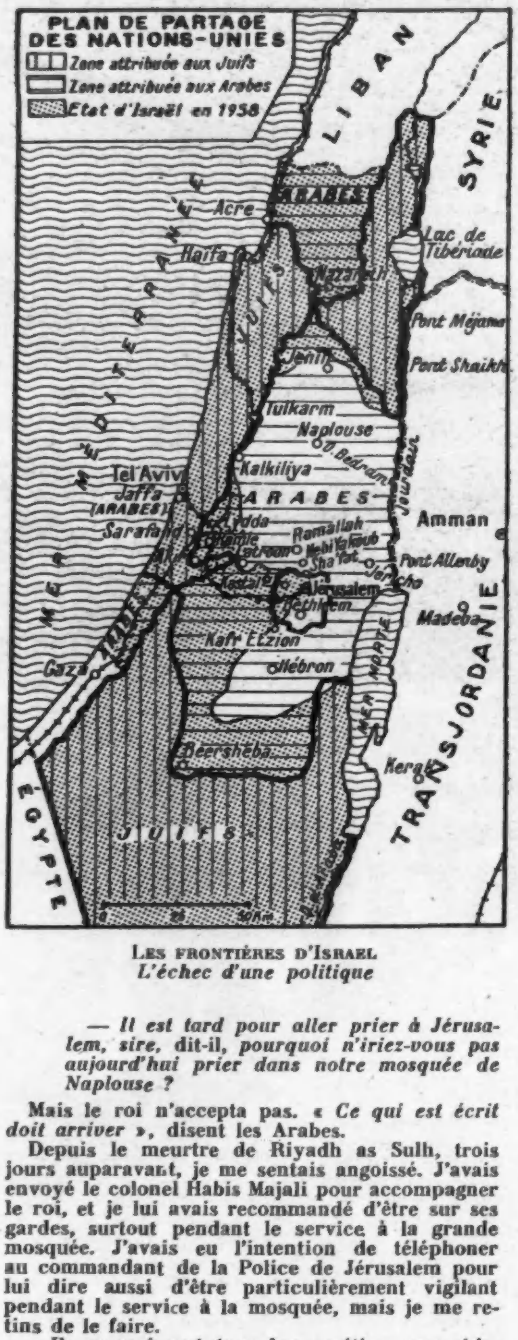
— *Riyadh as Sulh*, me dit-il, *l'ancien premier ministre du Liban, était venu ce matin à Amman pour voir le roi. En retournant vers l'aéroport, il a été assassiné, il n'y a pas deux heures de cela.*

A Amman ! C'était la première fois qu'un assassinat politique important était commis en Jordanie, et lorsque l'avion décolla, je fus saisi d'un sombre pressentiment.

Deux jours plus tard, le jeudi 19 juillet, le roi devait passer en revue l'aviation de la Légion Arabe. Ce matin-là, il reçut une lettre anonyme lui annonçant que lui et moi allions être assassinés. Il me la montra lorsque je me présentai au Palais pour l'accompagner jusqu'au terrain d'aviation.

La revue, bien que peu importante, fut très réussie. Le roi était gai. Nous déjeunâmes dans un hangar, puis nous partîmes pour Jérusalem où il devait passer la nuit. Le roi Abdullah était attaché à Jérusalem, et il aimait de plus en plus aller y prier le vendredi dans la mosquée.

Le vendredi matin, il se rendit à Naplouse pour passer le temps, car le service à la Grande Mosquée ne commençait qu'à 9 heures. Il prit le café avec le maire de Naplouse, Suleiman Beg Togan, et bavarda avec lui pendant une heure. Suleiman Beg regarda sa montre.



LES FRONTIÈRES D'ISRAEL
L'échec d'une politique

— *Il est tard pour aller prier à Jérusalem, sire*, dit-il, *pourquoi n'iriez-vous pas aujourd'hui prier dans notre mosquée de Naplouse ?*

Mais le roi n'accepta pas. « *Ce qui est écrit doit arriver* », disent les Arabes.

Depuis le meurtre de Riyadh as Sulh, trois jours auparavant, je me sentais angoissé. J'avais envoyé le colonel Habis Majali pour accompagner le roi, et je lui avais recommandé d'être sur ses gardes, surtout pendant le service à la grande mosquée. J'avais eu l'intention de téléphoner au commandant de la Police de Jérusalem pour lui dire aussi d'être particulièrement vigilant pendant le service à la mosquée, mais je me retins de le faire.

« Ils connaissent tous leur métier, pensai-je. Ne soyons pas si tatillon. »

Le roi pénétra dans la vaste cour de la grande mosquée de Jérusalem. Des milliers de personnes s'y pressaient, comme toujours, pour la prière du vendredi. Les gens s'écartèrent légèrement pour laisser passer le roi, une foule dense formant la haie sur son chemin. Il aimait converser avec ses sujets et s'arrêta à plusieurs reprises pour adresser la parole à ceux qu'il reconnaissait. Le colonel Habis et l'escorte l'entouraient, essayant de faire reculer la foule, mais le roi se tourna vers lui presque de mauvaise humeur :

« *La tahabasni, ya Habis* » (ne m'emprisonne pas, ô Habis !).

Tandis que le roi approchait de la porte de la grande mosquée, Habis et l'escorte essayèrent de nouveau d'entourer le roi qui répéta sa prière avec véhémence.

Le roi franchit le seuil le premier, toute l'escorte derrière lui. Le vieux cheik de la mosquée, un vénérable ecclésiastique à longue barbe blanche, s'avança pour lui baiser la main. A cet instant, un homme surgit de derrière la porte massive. Il se trouvait à un mètre seulement du roi. Il sortit un pistolet et tira presque à bout portant sur le roi Abdullah qu'il atteignit à la tête.

La balle pénétra derrière l'oreille et sortit par l'orbite. Le roi tomba en avant, mort, et son turban blanc roula sur le dallage de marbre.

Le meurtrier fit sauvagement feu à droite et à gauche, mais l'escorte s'élança et l'abattit à son tour.

Comme c'était vendredi, j'étais en grand uniforme et j'étais allé avec ma femme acheter des jouets à nos enfants. Ceux-ci contemplaient la vitrine lorsqu'un policier arriva à bout de souffle :

« *Pacha*, dit-il, *Mohamed Beg vous cherche.* »

Je vis alors Mohamed Beg, le visage balafré, courant sur le trottoir.

— *Un attentat a été commis sur notre souverain*, dit-il d'une voix éteinte, *le premier ministre désire vous voir chez lui.*

— Qu'est-il arrivé ? lui demandai-je.

— *J'écoutais à la radio les prières de la mosquée*, dit-il, *et le lecteur lisait le Coran lorsque j'entendis tout à coup une succession de coups de feu. Quelqu'un criait :* « Notre roi ! » *mais je pense qu'il ne lui est peut-être rien arrivé car le lecteur du Coran a continué sa lecture.*

Notre souverain est mort... Où sont les troupes ?...

Lorsque j'arrivai chez le premier ministre, je trouvai le hall empli d'hommes essuyant les larmes qui coulaient sur leurs joues.

— *Notre souverain est mort*, m'annonça le premier ministre en sanglotant. *Faites intervenir l'armée et faites faire des patrouilles dans la ville, il peut y avoir une révolution.*

J'étais trop abasourdi pour pleurer.

Je sautai dans ma voiture et retournai chez moi d'où j'appelai l'état-major de la brigade à Zarka, à 50 kilomètres d'Amman.

« Le roi vient d'être assassiné, dis-je, il peut y avoir des désordres et du pillage. Envoyez immédiatement un bataillon en ville, et un second dans deux heures. »

Le téléphone sonna. C'était le premier ministre :

— *Où sont les troupes ?* demandait-il anxieusement. *Elles ne sont pas encore arrivées ? La population va piller la ville.*

— Elles ne tarderont pas, dis-je. J'ai donné des ordres à Zarka.

Vingt minutes plus tard, l'armée occupait la ville et le gouvernement proclamait le couvre-feu. Il n'y eut pas de troubles.

A Jérusalem, où j'avais également alerté les troupes, quelques boutiques seulement furent pillées avant leur arrivée.

La disparition du roi Abdullah causa en Jordanie une consternation et une confusion extrêmes. Sa main ferme avait tenu le gouvernail depuis la naissance de la Transjordanie, en 1921. Il avait pris courageusement la responsabilité de chaque décision. En Jordanie, les politiciens n'étaient que des pantins bons tout au plus à dire « *amen* » à tout. Aucun chef politique, aucun homme d'Etat ne s'était révélé. Le roi avait été tout, en toutes circonstances.

Son fils aîné, l'émir Tellal, était l'héritier du trône. De son vivant, le roi Abdullah avait été en mauvais termes avec lui, et ne l'avait jamais autorisé à exercer une fonction publique. Quelques semaines avant son assassinat, il m'avait dit : « *J'ai fait de mon mieux. Ma conscience ne me reproche rien. Ma seule faute a été de n'avoir pas réussi l'éducation de mon fils.* »

Plusieurs années déjà avant la mort du roi, l'émir Tellal avait souffert occasionnellement de troubles mentaux. Ceux-ci devinrent de plus en plus fréquents, et lorsque son père fut tué, l'émir se trouvait en Suisse dans un établissement psychiatrique. Ce fut cependant avec un immense enthousiasme que la population jordanienne apprit qu'il allait revenir de Suisse le 6 septembre 1951 pour monter sur le trône. La ville était gaiement pavoisée, et les troupes faisaient la haie. Les gens, privés de roi depuis sept semaines, avaient mis leurs plus beaux habits. Le nouveau roi traversa la ville avec une escorte de la Légion Arabe. Vingt et un coups de canon furent tirés de la citadelle. Amman n'était rempli que de visages souriants, même si des larmes brillaient dans beaucoup d'yeux au passage du roi.

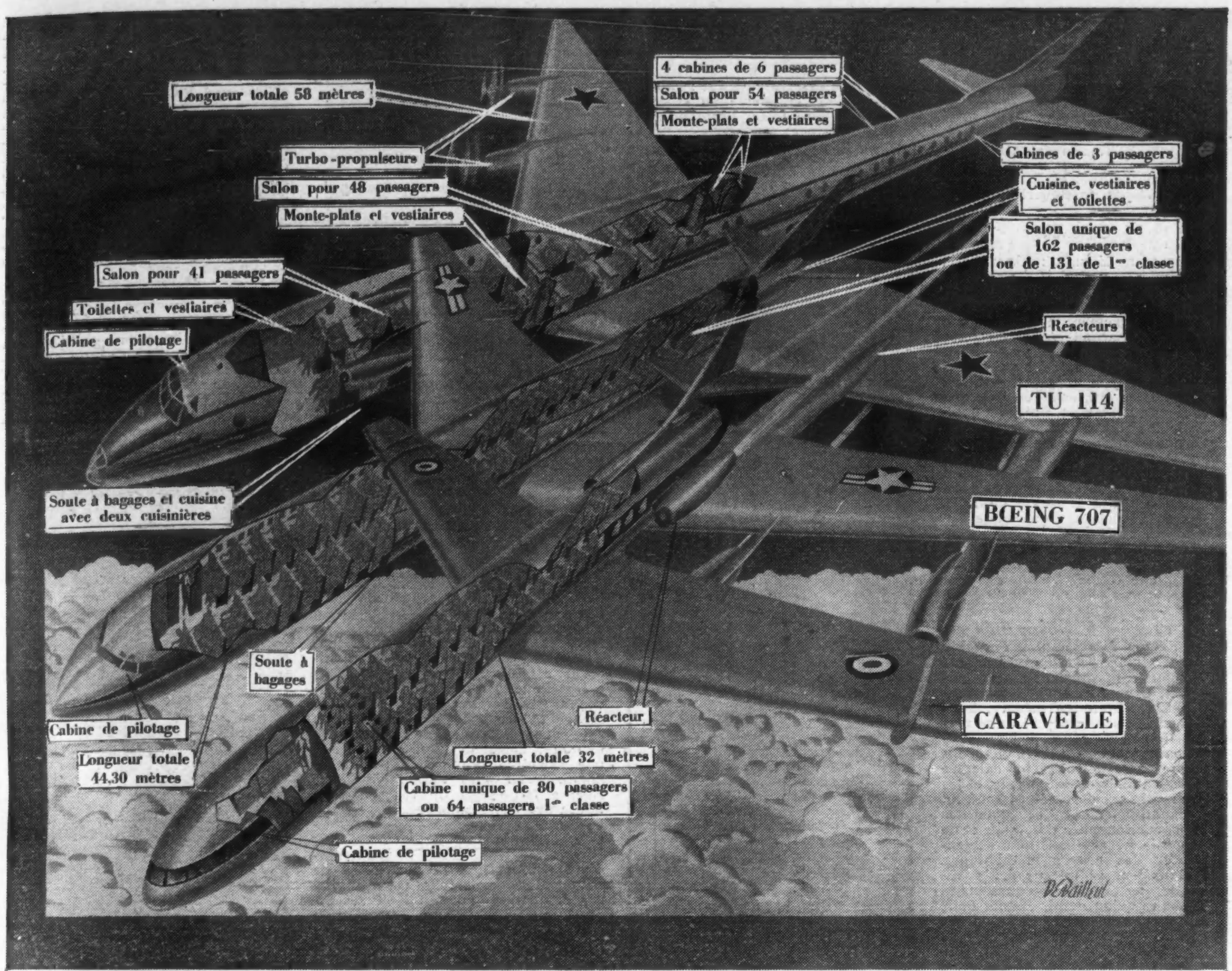
Pendant un certain temps, nous pûmes espérer que tout irait pour le mieux, et qu'allaient revenir les jours heureux du passé.

Prochaine publication :

LE RÈGNE DU ROI FOU

(Copyright Sir John Bagot Pacha, Editions Plon et Agence Marguerite Scialtiel. Toute reproduction, même partielle, strictement interdite, sauf accord.)

Les Mémoires de Glubb Pacha seront publiés prochainement par les Editions Plon sous le titre : Soldat avec les Arabes.



(Service cartographique de « L'Express »)

LE TUPOLEV 114, LE BOEING 707 ET LE CARAVELLE (DE HAUT EN BAS).
A la conquête de nouveaux marchés

POLICE

Le prix d'un mort

ÇA n'a pas été sans mal. L'affaire dite « des policiers de Bordeaux » paraît terminée. Un arrêt de la première chambre de la Cour d'appel de Paris, présidée par M. Marcel Rousselet, vient de retenir contre eux une « faute certaine » dont le résultat fut la mort d'un témoin qu'ils avaient à entendre, « *résultat*, dit l'arrêt, *d'un interrogatoire mené avec trop de vivacité* ».

Les trois policiers, MM. Nardon, Cazenaves et Beuquet, sont donc condamnés à payer, au titre de dommages-intérêts, un million à la veuve du brocanteur.

Ils gardaient pourtant bon espoir, non sans raison, puisqu'il a fallu douze années de procédure pour venir à bout de leur résistance. Voici le calendrier de l'affaire :

● FIN 1945 : un nommé Bolloch, tenancier d'une maison de tolérance à Bordeaux, est cambriolé.

● 18 FÉVRIER 1946 : on appréhende le brocanteur Roger Grangé qui a eu entre ses mains une montre provenant du cambriolage. Il l'a revendue, mais promet de la retrouver. On lui donne deux jours.

● 20 FÉVRIER 1946 : Grangé revient à la police bredouille. Il entre apparemment en bonne santé. Il ressort le soir sur une civière, couvert d'ecchymoses, comateux et succombe à une hémorragie interne. La police dit : « *Crise alcoolique ou épileptique. Il s'est cogné aux meubles* ». Mme Grangé porte plainte contre X... et se constitue partie civile.

● 13 NOVEMBRE 1946 : l'information ouverte par le Parquet est close par un non-lieu.

● 30 JANVIER 1947 : la chambre des mises en accusation annule le non-lieu

● 5 MARS 1947 : le premier président ordonne une nouvelle information sous son contrôle.

● 23 AVRIL 1947 : nouvel appel de Mme Grangé. Le procureur général s'y oppose.

● 23 MAI 1947 : la chambre d'accusation rejette les conclusions du procureur. Pourvoi des policiers.

● 7 MAI 1948 : le pourvoi est rejeté et les trois policiers renvoyés devant la Cour d'assises.

Alors intervient l'exécutif.

● 16 NOVEMBRE 1948 : le préfet de la Gironde soulève le conflit en déclinant la compétence de la Cour d'assises pour l'action civile. Il lui semble que les «fonctionnaires de police » en interrogeant Grangé n'ont fait que se livrer à l'exercice normal de leurs fonctions

● 4 DÉCEMBRE 1948 : la Cour d'assises rejette ce déclinatoire.

● 24 DÉCEMBRE 1948 : le préfet répond par un arrêté de conflit.

● 20 JANVIER 1948 : la cause est portée devant le Tribunal des conflits. Elle y dort quatre ans !

● 9 JUILLET 1953 : le Tribunal des conflits annule l'arrêté du préfet de la Gironde.

La Cour d'assises va pouvoir juger? Non, car :

● FIN 1953 : le procureur général de la Cour de Bordeaux découvre que la Cour d'assises de la Gironde est mal indiquée. Il en préférerait une autre pour cause de sûreté publique.

● 18 FÉVRIER 1954 : la Cour de Cassation répond vertement en dénonçant « *l'attitude incompréhensible du parquet général de Bordeaux et du préfet de la Gironde* ». Les policiers seront jugés à Bordeaux.

● 30 AVRIL 1954 : ils le sont en effet et acquittés.

● 17 MARS 1955 : la Cour de Cassation accepte le pourvoi et annule l'arrêt civil de Bordeaux.

● 29 NOVEMBRE 1956 : le tribunal civil de la Seine retient le « fait dommageable » et la faute des policiers bordelais dans la mort de Roger Grangé. Il les condamne à payer le million réclamé par la veuve.

Tenaces, ils font appel.

La Cour d'appel leur a, quand même, répondu.

J.-M. THEOLLEYRE.

RADIO

Promotion ou « démission »

M. DELAUNAY, directeur de la R.T.F. depuis un an seulement (il a pris ses fonctions le 23 janvier 1957) a démenti, dans une interview donnée au « Monde », les bruits de démission qui circulent dans Paris. On continue, cependant, à parler de son remplacement par M. Pierre Descaves, administrateur du Théâtre-Français, ou par M. Tardas, ancien chef des services financiers de la R.T.F.

Ces bruits sont fondés sur une confusion : M. Delaunay est un fonctionnaire du corps préfectoral, il n'a jamais été question qu'il « démissionne » de ses fonctions. Il poursuivra normalement sa carrière dont la direction générale de la R.T.F. n'est qu'une étape.

Il y a plus de trois mois, M. Delaunay avait déjà été pressenti pour occuper le poste de super-préfet de la région de Bordeaux. Mais, à cette époque, M. Bourgès-Maunoury, nouveau ministre de l'Intérieur, cherchait à éloigner de Paris M. Mairey, secrétaire général de son ministère. Ce fut donc M. Mairey qui prit à Bordeaux la place pour laquelle M. Delaunay avait été pressenti.

L'actuel directeur général de la R.T.F. demeurera provisoirement à la R.T.F. en attendant la vacance d'un poste digne de lui.

AVIATION

Les trois vedettes du ciel

CINQUANTE - QUATRE « Caravelle » ont été commandées à Sud-Aviation par des compagnies aériennes suédoise, française et brésilienne. Il n'est pas impossible que, dans quelques jours, ce chiffre soit dépassé

Actuellement, trois avions commerciaux seulement sont assez révolutionnaires et ont assez d'avenir pour retenir l'attention des directeurs de toutes les lignes aériennes du monde

● LE TUPOLEV 114 est le plus grand des long-courriers. Il a une autonomie de 8.000 km et une vitesse proche de 1.000 km-heure. Il a été conçu en trois versions : la version « normale » (notre dessin) prévue pour 170 passagers, la version « sécurité » (ligne intercontinentale) pour 120 passagers et la version destinée aux parcours réduits pour cette fois 220 passagers. Un défaut : il est extraordinairement bruyant.

● LE BOEING 707 américain, qui sera mis en service l'an prochain sur les lignes aériennes mondiales, est un quadriréacteur qui peut transporter 162 passagers à 960 km-heure. Déjà 141 exemplaires de ce long-courrier ont été commandés par des lignes américaines et étrangères, qui ont apprécié ses bonnes qualités de confort.

● LE S.E. 210 CARAVELLE ne transporte que 80 passagers à 825 km à l'heure. Mais ce moyen-courrier possède une qualité exceptionnelle : il est très peu bruyant, son slogan est : « Un avion dans lequel on peut entendre sans en perdre la moindre note LA PETITE MUSIQUE DE NUIT de Mozart. **» En outre, c'est l'appareil dont l'exploitation commerciale est la plus « rentable ».**

L'EMBARRAS DU CHOIX

● ***Les nouveaux spectacles.***

THEATRE

CORVARA, PHÈDRE et BAJAZET (*voir la critique de* Robert Kanters).

CINEMA

LA BELLE DE MOSCOU : mince, fière, frémissante, Cyd Charisse est, dans cette comédie musicale de Rouben Mamoulian, le plus efficace instrument de propagande que Hollywood puisse imaginer pour les Soviets. Nul cependant ne trahit l'Occident pour ses longues jambes ; c'est elle au contraire qui, envoyée très spéciale du Kremlin, finit par choisir la liberté, après avoir succombé aux charmes conjugués de l'Arc de Triomphe, des bas de soie naturelle et du sourire écartelé de Fred Astaire. C'est *Ninotchka* à la mode de 1958, sans le certain sourire que Lubitsch avait su donner à sa comédie, et plus inepte encore dans son prosélytisme antisoviétique (*Studio Publicis*).

VARIETES

LES FRÈRES JACQUES (*à la Fontaine des Quatre-Saisons*) présentent depuis dix ans un numéro parfait. Cette fois encore, leurs index se lèvent en mesure, leurs jambes s'avancent avec une précision rigoureuse, leurs chapeaux ajoutent à leurs chansons une dose exactement calculée de fantaisie e. de charme, et les chansons elles-mêmes mêlent scientifiquement les quantités proportionnelles d'humour et de poésie nécessaires pour déclencher des bravos méthodiques. Dans leur séduisante arithmétique, les Frères Jacques n'ont oublié qu'un détail. Ils ont omis les erreurs qui rendent encore plus savoureuses les réussites. Ils sont la vertu, la perfection. Toujours aimables, parfois lassants.

Leurs nouvelles chansons sont bonnes. Notamment celle du chat de pharmacie qui rêve d'être chat de charcuterie, ou *La demoiselle de bas étage* qui ne peut même pas se tuer en se jetant par la fenêtre de son rez-de-chaussée, ou *Dolly 25*, un nostalgique charleston à la recherche du temps perdu.

Inimitables, les Frères Jacques se doivent d'être plus que de délicieuses marionnettes.

● ***Si vous ne les avez pas encore vus.***

THEATRE

LA VIE ET LA MORT DU ROI JEAN : un western historique de Shakespeare (*Théâtre de Ménilmontant*).

MADAME SANS-GÊNE : avec Madeleine Renaud, grande comédienne dans un grand rôle (*Sarah-Bernhardt*).

CRÉANCIERS : Strindberg règle des comptes de ménage (*Nouveau Théâtre de Poche*).

LA PETITE FEMME DE LOTH : Tristan Bernard mis en musique par Claude Terrasse (*La Bruyère*).

INQUISITION : un drame théologique de Diego Fabbri (*Œuvre*).

OURAGAN SUR LE CAINE : les militaires ont aussi des débats de conscience (*Th. en Rond*).

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE : Audiberti d'après Shakespeare (*Athénée*).

LE JOURNAL D'ANNE FRANK : le document poignant laissé par une petite fille (*Montparnasse*).

PATATE : le meilleur théâtre de boulevard par le meilleur Achard (*St-Georges*).

CINEMA

L'ULTIME RAZZIA : du « rififi » sur un champ de courses (*George V*).

LA VÉRITÉ (PRESQUE) NUE : « Confidential » victime de l'humour anglais (*Marbeuf*).

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI : l'absurdité de la guerre dans un chef-d'œuvre (*Rex, Normandie, Moulin-Rouge*).

L'INVAINCU : l'Inde moderne (*Ursulines*).

LE TRIPORTEUR : le meilleur film de Darry Cowl (*Balzac, Helder, Scala, Vivienne*).

CYD CHARISSE
Perdue pour Moscou.

NATHALIE : une comédie policière, avec Martine Carol (*Colisée, Marivaux*).

LA NUIT DES FORAINS : une œuvre insolite d'Ingmar Bergman (*Panthéon*).

ILS ÉTAIENT NEUF CÉLIBATAIRES : un classique de Sacha Guitry (*Pagode*).

LE TOUR DU MONDE EN 80 JOURS : pour petits et grands enfants (*Richelieu*).

DON QUICHOTTE : le classique de Pabst (*Studio 28*).

IL BIDONE : les « Pieds Nickelés » de Federico Fellini (*Studio Bertrand*).

LA MAISON DE L'ANGE : une adolescente s'éveille à l'amour (*Studio Raspail*).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? : l'humour macabre de Hitchcock (*Champollion*).

DISQUES

Quand les noirs chantent le Seigneur

SISTER ROSETTA THARPE, chanteuse noire, passe à l'Alhambra à partir de cette semaine. C'est la première fois qu'elle chante sur une scène française. Elle est tenue pour l'une des meilleures spécialistes des « Gospel songs », qu'elle interprète en s'accompagnant à la guitare électrique.

Les « Gospel songs » sont des chants religieux racontant aux fidèles un passage des Saintes Ecritures, tandis que les « Spirituals » sont des cantiques. On les confond souvent en France, *The Battle of Jericho*, par exemple, est un gospel, et non un spiritual. Tous deux sont une musique vocale, d'un style typiquement noir.

Le jazz est en partie né à l'église. La première forme d'expression musicale que les esclaves noirs d'Afrique rencontrèrent en Amérique fut celle des cantiques et des chorals luthériens que les pasteurs du Sud, en mal d'évangélisation, s'empressèrent de leur enseigner. Mais l'oreille noire, habituée à la gamme pentatonique (1), et le sens rythmique africain assimilèrent à leur façon ces chants d'inspiration occidentale.

Tandis que le jazz instrumental évoluait jusqu'aux plus savantes de ses formes contemporaines, la tradition de ces chants religieux s'est perpétuée, intacte, parmi les noirs des Etats-Unis. Elle y est encore aujourd'hui extrêmement vivace.

Des impératifs commerciaux intervenant parfois pour édulcorer la véhémence de ces prières chantées et en rapprocher le style des canons occidentaux, l'amateur doit se livrer à une sélection minutieuse parmi les nombreux disques « spirituels » que Noël a fait surgir ou resurgir à la devanture des disquaires.

● SISTER ROSETTA THARPE. — Son extraordinaire réputation de chanteuse de gospel n'est pas surfaite. On s'en rendra compte en écoutant les faces exceptionnelles qu'elle a enregistrées jadis avec Marie Knight et le trio de Sammy Price. Elles viennent d'être rééditées en France (*Brunswick*, 10125, 45 EP). En revanche, un autre disque récent (*Mercury*, 7150, 30, 33), malgré son « Prix du Hot-Club de France », nous la montre sous un fort mauvais jour, et très mal accompagnée.

● MARIE KNIGHT. — Ancienne partenaire de Sister Rosetta Tharpe, elle chante seule, ou avec une autre chanteuse, et bien soutenue, dans un récent « Hi-Fi » (*Mercury*, 7146, 30, 33) qui pèche seulement par un peu de monotonie.

● MAHALIA JACKSON. — C'est la Reine du Gospel, comme Bessie Smith était l'Impératrice du Blues. Malgré son tempérament typiquement jazz, elle ne chante jamais de chansons profanes. Mais elle swingue le gospel avec une puissance et des inflexions de chanteuse de blues.

Elle a trop souvent accepté d'enregistrer des thèmes sans valeur, avec soutien d'orchestre ou de chœurs à la guimauve. Actuellement, deux LP seulement nous restituent sa manière authentique (*Philips*, B 07077, 30, 33, et *Columbia*, FXP 120, 30, 33). Dans les autres disques d'elle (*Philips*, B 07135, 30, 33, et *Philips* P 07798, 25, 33), quatre ou cinq titres en tout renvoient à la pure tradition du chant religieux noir. C'est peu, et c'est indigne surtout du grand talent de Mahalia.

● RÉVÉREND KESLEY. — Mi-prêcheur, mi-chanteur, et soutenu par les battements de mains de sa congrégation, un trombone, un piano et un tambourin, il anime un disque pris sur le vif dans une église noire (*Brunswick*, 10110, 45 EP), qui donne une image exacte de l'ambiance surchauffée des prières collectives.

SISTER ROSETTA THARPE
Les Saintes Ecritures à la guitare

● NEGRO-SPIRITUALS. — Diverses chorales, chantant en liberté, comme au temple (*Vogue*, 4 volumes, mais surtout le volume 3, le plus égal : 7283, 45 EP).

● GOLDEN GATE QUARTET. — Cet ensemble vocal très fameux compense par sa mu-

(1) Gamme à cinq tons.

LES TARRIERS
1er disque en France
• PRETTY BOY
• CHAUCOUN
• SHADRACK
• ROCK ISLAND LINE
Super 45T PRC. 55
A L'OLYMPIA
du 16 Janvier au 4 Février
1.600.000 EXEMPLAIRES
vendus aux U.S.A.
en exclusivité sur disques
PRESIDENT Records
HIGH FIDELITY RECORDING
CHEZ TOUS LES DISQUAIRES
30, RUE PIERRE SEMARD - PARIS-9e - TÉL. : LAM. 49-20 +

sicalité et la perfection de sa mise en place son manque de vie et de nervosité. C'est une sorte d'académisme agréable, qu'il peut être intéressant de comparer à la sincérité et à la fougue des chorales précédentes (*La Guilde du Jazz*, MM 2090, 30, 33, et *Columbia*, FXP 138, 30, 33).

FRANÇOIS MALLET.

LA SEMAINE

Sans générale

POUR la première fois, une pièce de théâtre, *Auguste*, de Raymond Castans, a démarré sans répétition générale, et son succès met en question l'importance de la critique. Habituellement, après un premier essai devant le public (Première) et une représentation pour les amis, les fournisseurs et les agences (Couturières), toutes les pièces montées à Paris sont soumises au jugement des critiques lors d'une soirée de gala (Générale).

Il a été prouvé que de mauvais comptes rendus dans un journal à gros tirage pouvaient démolir un spectacle, mais jamais encore des directeurs de théâtre n'avaient osé ne pas inviter la critique.

Auguste, qui devait être présenté en générale le 6 janvier, a débuté le 19 décembre. Le directeur, B.-L. Deutsch, voulait ainsi roder son spectacle et bénéficier de l'affluence provoquée par les fêtes. Devant l'adhésion immédiate du public (le Théâtre des Nouveautés, dont les recettes maximum sont établies à 520.000 fr., fit sa plus mauvaise soirée le soir de Noël avec 440.000 fr.) B.-L. Deutsch a préféré se passer de critiques plutôt que de risquer une mauvaise générale.

(Bruneril.)

ARTHUR ADAMOV ET ROGER PLANCHON
L'opération « Paris ».

THÉATRE

Chaillot-sur-Rhône

● *« On ne te mangera pas. »*

(De notre envoyée spéciale)

POUR Roger Planchon, le jeune et fougueux animateur du théâtre de la Comédie de Lyon, la semaine qui s'ouvre sera capitale. D'abord le public parisien va être appelé à juger son dernier spectacle, la pièce d'Arthur Adamov, *Paolo Paoli*, qu'accueille le théâtre du Vieux-Colombier.

Mais, verdict encore plus important — et qui concerne toute l'œuvre de Planchon — c'est dans quelques jours que la municipalité de Villeurbanne dira si elle lui renouvelle, pour cinq ans, son mandat de directeur du Théâtre populaire de la Cité, tandis que, parallèlement, l'Etat donnera enfin à ce même Théâtre de la Cité un statut officiel.

Il y a trois mois que Planchon, émigrant de Lyon au-delà du Rhône, à Villeurbanne, a commencé son travail de décentralisation théâtrale dans une des régions les plus industrielles

Cinq cents fourchettes maniées ensemble faisaient dans la cantine de Rhodiaceta un vacarme de quincaillier fou. Il entra soudain, monta sur une chaise et cria quelque chose. Sa voix se perdit dans le tumulte, puis émergea dans un silence si impressionnant que l'orateur s'arrêta net, la sueur au front. Alors, du fond de la salle, une voix s'éleva : *« Vas-y papa, t'en fais pas, on te mangera pas ».* Un énorme éclat de rire souleva la foule et Roger Planchon termina en souriant le monologue le plus périlleux de sa carrière de comédien : son premier discours de directeur de théâtre.

Presque chaque jour, depuis, il prêche ainsi Brecht et Shakespeare dans les usines, invite les ouvriers à son spectacle puis répond à leurs questions.

— *Savez-vous*, dit-il, *quelle est la première chose qu'ils me demandent ? Comment il faut s'habiller pour aller au théâtre !...*

Planchon a voulu d'abord « démocratiser le cérémonial théâtral », pre-

→

AU THÉATRE

L'ART DE LA TRAGÉDIE

par ROBERT KANTERS

CORVARA
Trois actes de Marie Susini aux mardis de l'Œuvre.
BAJAZET
de Racine à la Comédie-Française.
PHÈDRE
de Racine au T.N.P.

CHESTERTON parlait volontiers des vérités chrétiennes devenues folles. Avec Corvara, Mme Marie Susini semble avoir voulu écrire la tragédie des vérités chrétiennes qui deviennent laïques.

Dans la grande salle commune d'une ferme de montagne sarde ou corse, une famille veille au coin du feu en parlant et en lisant l'Evangile à haute voix : le père, la mère, la petite fille, la bonne. Entre une femme vêtue de noir qui pousse devant elle un petit garçon aveugle. Elle se fait connaître : elle a épousé Francesco, le frère du fermier. Et aujourd'hui, Francesco est parti et s'est perdu dans la montagne et dans la neige. Les hommes (le fermier et un voisin) partent à sa recherche. Et les femmes attendent.

La pièce est faite de cette attente et des conversations de la jeune femme, Corvara, avec sa belle-sœur, sa petite nièce, la bonne, une voisine.

Nous sentons bien qu'il y a une réprobation qui plane sur Corvara et sur son mari, le frère que l'on n'a pas revu depuis des années et que Dieu semble avoir puni en lui envoyant un enfant aveugle. Et peu à peu le secret sort de la pénombre verbale entretenue par l'auteur : Francesco était séminariste, il portait la soutane, la tonsure, guère plus puisque, ensuite, il a pu se marier à l'Eglise. Mais son abandon a déçu et scandalisé les siens et la population.

C'est contre cette réprobation que Corvara lutte désespérément, qu'il a lutté lui-même, malheureux, inquiet, désemparé au point qu'il a suffi d'une parole imprudente, d'une boutade, de Corvara pour le faire partir au hasard au-devant de son destin. Car, bien entendu, c'est son cadavre que les hommes ramènent à la dernière scène.

Culpabilité sans faute

La pièce de Mme Marie Susini est d'une constante noblesse de ton et d'inspiration, d'une grande fermeté d'écriture et de construction. En un lieu, en un jour, elle veut enfermer la tragédie moderne de la culpabilité, et même de la culpabilité sans faute. Mais le sujet ne paraît pas très bien cerné.

Il n'y a pas faute du point de vue religieux puisque le jeune séminariste rentré dans le siècle est en paix avec l'Eglise. L'hostilité que Corvara et lui sentent autour d'eux est simplement le fait de l'opinion publique arriérée, mal informée. C'est la tragédie du « qu'en dira-t-on ? » bien plus que celle de l'homme par qui le scandale arrive ; et le « qu'en dira-t-on ? » est-il un vrai sujet de tragédie ?

Le personnage tragique, n'est-ce pas l'invisible Francesco parce que chez lui le poids du conformisme social, du regard des autres, l'a obligé à gratter la vraie plaie, à rouvrir la crise de sa foi ? Mais de même que dans le décor réaliste, il manque un crucifix au mur de cette salle commune, de même Mme Susini a voulu évacuer l'aspect proprement religieux de sa pièce.

Et sa punition, c'est qu'il n'y a presque pas de pièce. Le conflit est entre Francesco et les autres : Corvara n'est rien qu'une confidente révoltée, un témoin. Elle n'a pas joué un rôle déterminant dans le drame de Francesco, elle ne fait rien que parler : et d'ailleurs il ne se passe rien.

Mme Nicole Kessel, qui a monté la pièce avec beaucoup d'énergie et de confiance, n'a pas évité ce côté statique du personnage, au contraire, elle l'a grossi par une certaine monotonie du ton. Elle a des dons physiques, de la sincérité, de l'émotion, de l'intelligence. On reconnaît une élève de Mme Tania Balachova : on le reconnaît même trop en ce sens que sa personnalité ne s'est pas encore dégagée de l'influence de ses maîtres. Et comme on pourrait dire de Mme Susini que son art dramatique ne s'est pas encore assez dégagé de l'esthétique du roman, c'est un rendez-vous qu'il faut finalement donner de grand cœur à l'auteur et à l'interprète à leur prochaine expérience.

Une Phèdre flamenco

Il n'y a pas lieu de s'étendre longuement sur les deux autres tragédies présentées cette semaine, bien qu'elles soient de Racine. Nous avions parlé de la Phèdre du T.N.P. lors de la première à Strasbourg en juin dernier. La mise en scène de M. Vilar a acquis de l'aisance, sinon de la chaleur. Mme Lucienne Lemarchand est une pathétique Oenone et M. Roger Mollien remplace avantageusement M. Piccoli en Hippolyte. Mme Maria Casarès a heureusement simplifié ses gestes.

Elle a quelques beaux cris et quelques belles attitudes, surtout dans la scène d'égarement de Phèdre jalouse au quatrième acte. Mais elle a feutré sa diction au point qu'on suit le texte avec peine. Elle murmure, elle sanglote, elle hulule. C'est une Phèdre flamenco, comme on dit une Carmen noire. Mais y a-t-il intérêt à chanter flamenco la musique de Racine ?

M. Vilar a monté Racine avec son intelligence plus qu'avec son cœur, Mme Casarès joue le rôle avec tout son tempérament, qui est un tempérament nerveux plus que sanguin. La tragédie reste exsangue entre leurs mains.

Mais après tout, une grande erreur comme celle-là est encore préférable aux menues erreurs qui font du Bajazet du Français une soirée assez ennuyeuse.

A mi-chemin de la tragédie et du drame, l'œuvre est belle, chargée de parfums, de violence, de sang, de volupté. Mais tout se passe comme si on n'avait pas lu la belle étude que M. Julien Gracq a consacrée à la pièce et dont un extrait figure pourtant dans le programme.

M. Jean Marchat est un grand vizir pépère, M. René Arrieu joue Bajazet comme une plante verte, en empoté, Mme Thérèse Marney en Roxane intéresse par l'intelligence de la composition, la justesse des indications, l'épanouissement du talent, elle ne bouleverse pas, et Mme Annie Ducaux est une intelligente Atalide, mais avec une intelligence et une voix qui ne conviennent plus tout à fait au rôle.

« LES DIX COMMANDEMENTS » EN 1923
Le Superman des Hébreux...

mier obstacle à la constitution d'un public populaire. Mais une fois ce public amené dans la salle, sur quels décors lever le rideau ?

— *Je ne connais pas la formule du théâtre populaire,* dit Planchon. *Personne ne la connaît. Il faut chercher, essayer de constituer un répertoire.*

Ils préfèrent « Don Juan »

A peine le maire de Villeurbanne lui avait-il remis les clés de son théâtre, en août dernier, Planchon lançait dans la ville une enquête, qui prit l'allure d'une étude de marché. 100.000 questionnaires furent distribués dans les usines. Ils portaient non seulement sur les auteurs et les genres préférés du public, mais comportaient encore des questions comme celles-ci : *« Si vous alliez au Théâtre de la Cité, prendriez-vous l'autobus ? Comment retiendriez-vous vos places ? Pourquoi n'allez-vous pas aussi souvent au théâtre qu'au cinéma ? »*

75 % des gens ayant répondu à cette dernière question : *« Le théâtre est trop cher »*, Planchon fixa à 200 fr. le prix de la moitié des places.

Quant au fond du spectacle, le public villeurbannais a choisi (sur une liste de treize œuvres) : *Don Juan* et *Roméo et Juliette,* puis *Un Chapeau de paille d'Italie, La Bonne Ame de Se Tchouan* et *Les Trois Mousquetaires,* confirmant ainsi son classement par genres, où la comédie vient en tête.

Pour inaugurer son règne, Roger Planchon a monté en définitive *Henri IV*, de Shakespeare, *« un western historique »*, dit-il, dans une mise en scène telle que Vilar ou Piscator aurait pu le concevoir. Depuis octobre, le nombre des spectateurs double régulièrement chaque semaine. Plus de 50 % sont des ouvriers. Beaucoup n'avaient jamais mis les pieds au théâtre : ce sont les supporters les plus enthousiastes de Roger Planchon.

Un exemple : les débats qui clôturent la représentation sont suivis avec une assiduité que les plus courus de nos ciné-clubs pourraient envier. Un quart à peine des spectateurs quittent leur fauteuil ; quant aux autres, ils ne se contentent pas de poser des questions sur le spectacle, mais s'inquiètent des difficultés matérielles de Planchon, de l'avenir de son théâtre. 90 % d'entre eux s'offrent à distribuer des tracts ou poser des affiches.

Roger Planchon ressemble à Jacques Duby, en mieux nourri. Il a vingt-six ans, la figure ronde sous une frange inégale et le regard profond des myopes. C'est un taciturne, un calme, un faux doux. Imperturbablement, il fait avec un scrupule digne de Bresson des mises en scène irréprochables dans le bruit et la fureur d'un théâtre qui naît.

Les cinquante comédiens et collaborateurs de Planchon, qui appartiennent presque tous à la Nouvelle Vague, combattent depuis trois mois dans le théâtre, sur le pied de guerre. Chacune de leurs sorties ressemble à un assaut, chaque mesure prise déclenche une véritable opération militaire.

Il y a eu l'opération « cantine » ; il y a l'opération « rue », qui consiste à inviter gratuitement au spectacle une artère de la ville chaque soir (500 personnes), l'opération « billets », l'installation de bureaux de location, non pas dans les librairies de la ville, comme cela se pratique d'habitude, mais dans les bureaux de tabac, les boulangeries, les boucheries. Il y a bien entendu l'opération « parking », on lancera bientôt l'opération « taxi » (transport des spectateurs du théâtre chez eux), voire l'opération « biberon » (garderie d'enfants pendant les matinées).

« Comme la piscine »...

— *Ce théâtre,* répète Planchon aux habitants de Villeurbanne, *est un service public. Comme la piscine qui est dessous et la mairie en face.*

Les trois syndicats de la ville lui ont juré fidélité.

Villeurbanne — 100.000 habitants, dont 90 % d'ouvriers — n'avait jamais eu avant 1957 de spectacle fixe, ni même régulier ; son théâtre était voué depuis si longtemps à l'opérette que l'arrivée de Planchon a été une véritable révolution.

Il y a cependant six ans que, à quelques kilomètres de là, le rideau se lève tous les soirs sur un spectacle Planchon. Les Elisabéthains, Ionesco, Adamov, Brecht ont été joués au petit Théâtre de la Comédie, que la jeune troupe a aménagé en 1950, dans une cave de Lyon. Pour payer les travaux, tous les comédiens s'étaient embauchés comme manœuvres chez l'entrepreneur.

Un soir, un jeune Grenoblois y vit une représentation de *La Bonne Ame de Se Tchouan.* Deux ans après, il envoyait à Planchon le manuscrit de sa première pièce. Il s'appelait Vinaver, Sa pièce : *Les Coréens.* Le succès qu'elle obtint en 1956 consacra Planchon et, à la voix de la critique parisienne, Lyon commença à croire en son prophète.

On tremble à la pensée qu'après trois mois d'une expérience de décentralisation unique, on pourrait voir *Phi-Phi* remplacer définitivement Shakespeare sur la première scène de la province française. La personnalité de Roger Planchon et les résultats déjà incontestables de son entreprise font espérer qu'il n'en sera rien.

CINÉMA

Cecil B. 2.000

● *« Donnez-moi cinquante pages de la Bible. »*

CETTE semaine se dérouleront, sur les écrans parisiens, *Les Tables de la loi,* scénariste Moïse. Quatre heures de projection, le passage de la mer Rouge, le Superman des Hébreux contre le Kid Ramsès II : un match en 6.000 mètres de pellicule, présenté par Cecil B. 2.000 qui a investi 8 milliards pour réaliser, à 76 ans, le soixante-dixième film de sa carrière.

Les Dix Commandements, réalisé d'après les Saintes Ecritures, constitue le sujet préféré de l'hercule du Cinéma, son treizième travail. En 1923, Cecil Blount de Mille étonnait déjà Hollywood en consacrant l'équivalent de 44 millions de francs à la première version. Cette fois, il a dépensé 16 millions de dollars. Il a fait venir par avion des U.S.A. les barbes postiches nécessaires pour déguiser les figurants égyptiens en Hébreux, et comme les Egyptiens protestaient un peu, il a donné sa propre fille en mariage au colonel de la garde égyptienne qui fournissait les figurants. Il a construit un temple en stuc à côté des Pyramides, presque désolé de ne pas pouvoir reconstruire aussi ces vieilles pyramides, et douze heures par jour dans le désert du Sinaï, tel Dieu le père (du haut d'un hélicoptère), il a dirigé au micro des milliers de personnages bibliques et quatre caméras de vistavision.

Tout cela n'était rien. Le plus laborieux a été d'imaginer la vie du législateur des Hébreux pendant vingt-six ans, car, pour une fois, Cecil B. de Mille a été déçu par la Bible. Il y avait un trou. Au premier verset, la fille du Pharaon trouve Moïse bébé dans les roseaux du Nil, au verset suivant, Moïse a 26 ans.

Mais Cecil B. de Mille a contourné de plus importantes difficultés depuis qu'en 1912, avec un marchand de gants (Samuel Goldwyn) et un saxophoniste (Jesse Laski) il fonda la « Jesse Laski Feature Play Company » et découvrit près de Los Angeles des terrains vagues où, en tournant dans une grange, il fit naître Hollywood.

Janvier au
TNP
HENRI IV
(19, 23 et 29 janvier)
MACBETH
(25 janvier)
PHEDRE
(18, 24 et 30 janvier)
CE FOU DE PLATONOV
(17, 26 et 31 janvier)

VENEZ TOUS VIVRE
UN ETE EXTRAORDINAIRE
Un film soviétique en couleurs
Pour la première fois en France
actuellement au
STUDIO 43
43, Faubourg-Montmartre - PRO. 63-40

P. I. CHAQUE DIMANCHE **14 h.**
JACQUES DOUAI
Disques B.A.M.

A partir du 16 janvier
après « LA FILLE EN NOIR » le
CINÉMA D'ESSAI - CAUMARTIN
17, rue Caumartin - OPE. 81-50
présente le chef-d'œuvre de
Michael CACOYANNIS
STELLA (v.o.)
avec
Melina MERCOURI
George FOUNDAS
FILM ACCLAME AU FESTIVAL DE CANNES
UNIVERSAL

NOUVEAUTES
AUGUSTE ET LA CRITIQUE

« Fernand Raynaud m'a fait bien rire. Il est à voir. »
Jean-Jacques GAUTIER (Le Figaro)

« Un conte de fées moderne, raconté avec verve et drôlerie et joué avec esprit. Une pièce dont la carrière sera assurée par le public lui-même heureux d'avoir ri. »
Paul GORDEAUX (France-Soir)

« Raymond Castans a été bien inspiré en faisant d'un public-relations le personnage central de sa comédie. Il y fut d'autant plus enclin qu'il disposait d'un interprète dont l'action sur le public est considérable : Fernand Raynaud. Il a eu raison si j'en juge par les réactions de la salle. « AUGUSTE » aura les faveurs de la foule.
Max FAVALELLI (Paris-Presse)

Cours d'art dramatique Serge LIGIER
- Représentations de pièces de jeunes auteurs et matinées classiques.
- Premières répétitions de spectacle monté par les élèves du cours à partir du 7 janvier.
- Inscriptions pour les nouveaux tous les jours de 10 h. à 18 h. au Théâtre du Tertre, 81, rue Lepic (MON. 11-82).

Au programme : exercices pratiques de diction, d'interprétation et de mise en scène.
Communiqué.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
Du 20 janvier au 2 février
LE BALLET-THÉATRE FRANÇAIS
présente
Le Rendez-vous manqué
de FRANÇOISE SAGAN

« LES DIX COMMANDEMENTS » EN 1958
...contre Kid Ramsès II.

Fils d'un auteur dramatique d'origine hollandaise et d'une mère anglaise, Cecil B. de Mille, alors âgé de 31 ans, était acteur. De cette formation, il gardait la conviction que les acteurs s'exprimaient de façon trop démonstrative et devaient adopter un jeu plus sobre.

La « Tosca » du Cinéma

Après *The squaw man*, son premier film, et quelques westerns à succès, il put enfin étonner le public avec *Forfaiture*. Les spectateurs furent éblouis, mais les producteurs atterrés Fanny Ward et Sessue Hayakawa donnaient le modèle d'un jeu elliptique, contenu, qui n'avait aucun rapport avec ce que l'on avait coutume de voir à l'époque. Louis Delluc s'écriait: « Forfaiture *est la « Tosca » du Cinéma.* »

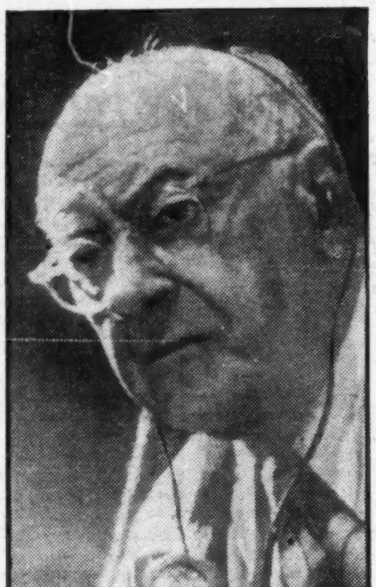
Cecil B. de Mille avait eu son trait de génie, d'autant plus remarquable que la sobriété n'était pas précisément l'expression de son tempérament. Avec un sens très sûr du mauvais goût, il se mit alors à exploiter le mélodrame mondain, avec bal chez la duchesse, feu d'artifice sur la Côte d'Azur et aventurières cernées de renard blanc.

Bientôt, cependant, les puritains s'alertent. Le divorce de Mary Pickford, la bien-aimée, est mal accueilli. La vie dissolue menée à Hollywood commence à émouvoir la presse. Les pasteurs exigent l'intervention des pouvoirs publics. Le prudent Cecil B. de Mille opère alors un retournement exemplaire. Son premier film inspiré des *Dix Commandements* est un triomphe. Il déclare : « *Donnez-moi toujours cinquante pages de la Bible, et je vous ferai un grand film.* » Programme immédiatement mis à exécution. Suivent *Le Roi des rois, Les Croisades, Le Signe de la Croix, La Passion, Samson et Dalila,* etc.

Entre temps, en 1927, après une association avec Adolph Zukor, un organisme de distribution a été créé qui prend le nom de Paramount.

B. 2.000, qui travaille en force plutôt qu'en finesse, n'hésite pas à reconstruire en studios Rome ou Jérusalem. Lorsqu'il s'échappe de la Bible pour traiter un sujet historique, il choisit *Cléopâtre*. S'il veut tourner une histoire de cirque, il lui faut John Ringling North et le plus grand chapiteau du monde. Il devient milliardaire, propriétaire foncier, chevalier du Saint-Sépulcre, docteur ès lettres du Collège militaire de Pennsylvanie (!), grand officier de l'ordre d'Orange Nassau et très récemment chevalier de la Légion d'honneur.

Prophétique, il lance maintenant son mot d'ordre : « *Un producteur doit être un bâtisseur de cathédrales* », et cite Victor Hugo auquel on le compare souvent : « *Dieu et le peuple, c'est là ma foi.* » Mais Cecil B. de Mille n'est pas le Victor Hugo du cinéma, il en serait plutôt le Daniel-Rops, même si, croyant faire œuvre



CECIL B. DE MILLE
76 *ans*, 70 *films*

pie, et pris à son jeu, il destine les recettes de ce prochain monstre : *Bible's digest*, à des œuvres charitables.

MICHELE MANCEAUX.

La violoncelliste Annlies Shmitt, qui vient d'enregistrer les Suites pour violoncelle seul de Bach (Ducretet-Thomson) donnera, le 21 janviers, à 21 heures, un récital à l'Ecole Normale de Musique. Au programme, des œuvres de J.-S. Bach et Johannes-Christophe Bach, Beethoven, Debussy et Günther Raphael, avec l'auteur au piano.

OPÉRA

Décentralisation

● *Des soins inutiles.*

DEUX spectacles lyriques viennent d'avoir lieu pour le compte de la « décentralisation » : à Strasbourg, la création d'une opérette de Georges Van Parys, *Le Meunier sans souci* ; à Rouen, la reprise d'un ouvrage de Massenet, enterré depuis quarante ans, *Don César de Bazan.*

On peut se demander si ces spectacles correspondent au but que s'est fixé la décentralisation lyrique : offrir, par roulement, au public de province, des œuvres intéressantes, anciennes ou contemporaines, dans des présentations soignées, et faire revivre ainsi un genre théâtral menacé entre tous par une crise de répertoire et une crise financière.

La question posée gagne en acuité, si l'on considère certains autres spectacles proposés par la décentralisation cette saison : à Marseille, une opérette de M. Yvain ; à Mulhouse, une opérette encore, de M. Gautherat ; à Metz, un opéra de M. René Challan, dont le génie de compositeur ne s'est guère affirmé à ce jour.

Font agréablement tache dans l'ensemble : Toulouse, avec *Le roi David* de Honegger, et Bordeaux, avec *Le Roi l'a dit* de Delibes ; mais c'est peu, eu égard au reste.

La décentralisation coûte pas mal d'argent, et cette dépense ne peut se justifier que par un souci constant de niveau et de qualité. A Strasbourg, la présentation de l'opérette de M. Van Parys a été excellente, malgré un chef d'orchestre médiocre ; relevons particulièrement le charme acide de l'interprète principale, Andrée Grandjean, les dons de comédien et de mime de Luc Barney, la mise en scène intelligente et animée de Raymond Vogel, l'adorable travail chorégraphique de Jean Combe, culminant dans le ballet des porcelaines de Saxe, avec les costumes si évocateurs de Blanche Van Parys. Mais à quoi bon tous ces soins, étant donné l'insignifiance de l'œuvre ?

ANTOINE GOLEA.

VOUS CONNAISSEZ ?

● JACQUES THIERRY, 26 ans, réalisateur de courts métrages, ancien assistant de René Clair, Jacques Becker, Noël-Noël, Francis Carco a écrit le texte de son dernier essai cinématographique : *A fleur de Seine*, ou comment les peintres ont vu Paris. Pierre Mac Orlan présente le prochain *La Belle Epoque*, pas si belle que cela si l'on en juge d'après des caricaturistes et les pamphlétaires.

Les injustices sociales alternent avec les guerres coloniales dans cette bande qui dut à l'euphorie de la veille de Noël de passer allégrement la commission de censure. Nous avons emprunté à Jacques Thierry les deux caricatures de Daumier qui ont illustré « L'Express » (n° 341 du 2 janvier, page 5).

● ROGER PIGAUT, acteur de cinéma (25 films), qui vient de réaliser, à 38 ans, la mise en scène de son premier film, *Le cerf-volant du bout du monde*. Pour négocier cette première coproduction franco-chinoise, Roger Pigaut a fondé une société de production avec deux acteurs amis, Serge Reggiani et Betsy Blair. Après un an et demi de pourparlers, deux voyages à Pékin, six remaniements de scénario et la collaboration de Wang Kia Yi, sous-directeur des studios de Pékin, Roger Pigaut a pu enfin tourner en Chine ce film apolitique joué uniquement par des enfants.

Cabarets Dancings

AMIRAL NOUVEAU SPECTACLE BAL. 56-66

CLUB CH. ELYSEES Orch. Oscar CALLE LE SENECHAL
T. l. j. thé dans. Soir. mercr., jeudi, vend., sam. dim.

Le Rêve 3, bd Poissonnière - Air conditionné 2 GRANDS ORCHESTRES

ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens

Restaurants

LIDO ÉLY. 11-61 LIDO ÉLY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "PRESTIGE" de P. Louis-Guérin & Fraday

LOUEZ VOS PLACES aux Agences LA MADELEINE
14, Bd DE LA MADELEINE - OPÉ. 97-93
34, Av. des Champs-Élysées - ELY. 78-62
14, Bd Beaumarchais - ROQ. 00-92
16, Avenue de l'Opéra - RIC. 56-65

CALENDRIER DES GALERIES D'ARTS

GALERIE MAEGHT
BRAQUE, MATISSE, CHAGALL, KANDINSKY, MIRO, GIACOMETTI, CALDER, BAZAINE, TAL COAT, UBAC, PALAZUELO, CHILLIDA

GALERIE GERARD MOURGUE
9, avenue de l'Opéra (OPE. 52-07)
MARTIN Du 15 au 30 janvier

GALERIE CAMBACERES
15, rue La Boétie
J. SHEPPARD
AN UNFORGETTABLE EXPERIENCE...

LUCY KROHG, 10 bis, pl. St-Augustin
LAMBA
Vernissage le 17 janv. jusqu'au 6 févr.

BERNHEIM-JEUNE - DAUBERVILLE
Pierre JEROME
27, av. Matignon - 8 janvier-6 février

EDOUARD LOEB
présente
MAX ERNST
GALERIE CREUZEVAULT
9, avenue Matignon - BAL. 36-35
Du 17 janvier au 15 février

Gal. de France, 3, Fg-St-Honoré
GILLET - LEVEE
MARYAN
Gouaches et aquarelles

MUSEE D'ART MODERNE
IXe SALON DE LA JEUNE PEINTURE
Avenue du Président-Wilson
Jusqu'au dimanche 2 février inclus

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

UN ROMANCIER BAROQUE

par JEAN DUVIGNAUD

LORSQUE Philippe Latinovicz revient, vers 1930, dans la ville de son enfance, entre Zagreb et Belgrade, il ne sait plus très bien ce qu'il est venu y chercher.

Sa mère ? Elle l'a chassé jadis ; elle est obèse et presque gâteuse aujourd'hui... Cette ville perdue dans les forêts, les marais et les moustiques, avec ses clochers en forme de bulbe et les traces de l'occupation autrichienne ? Il la hait. Ou croit la haïr. Son père ? Là commence le mystère. Là, Miroslav Krleza (1) nous découvre l'exceptionnelle puissance de son art de romancier.

Car sur ce père, Philippe ne sait rien. Il croit — ou, du moins, ce libre jeu d'images, de souvenirs et d'obsessions qui fait notre vie intérieure lui fait croire — qu'il est le fils d'un prélat perclus de dignité et de rhumatismes, mort aujourd'hui.

Un bal de somnambules

Miroslav Krleza entreprend la psychanalyse imaginaire de Philippe : c'est qu'il ne s'agit pas seulement de raconter une histoire — celle d'un homme qui court derrière son passé — il faut associer à cette recherche un monde, une société, plonger dans les couches superposées de la vie, des souvenirs, éveiller des fantômes.

De là vient sans doute cette impression d'irréalité qu'éprouve Philippe ; de là vient le caractère fantastique-vrai de ce livre extraordinaire — nous déambulons à travers des songes et des spectres nés de la vieille société autrichienne.

« *Les hommes sont des mannequins installés dans les différentes civilisations comme dans les vitrines d'un magasin* », dit Philippe, au moment où il tente de s'expliquer à lui-même son désarroi.

C'est que sa mère vient de lui expliquer enfin qu'il est le fils du hobereau lamentable et bouffon, avec lequel elle vit, sorte de revenant momifié du monde d'autrefois. C'est qu'il se laisse entraîner par la séduction physique d'une fille qui exerce sur lui ce genre de prestige infernal et maladif qui faisait la force des héroïnes de Maeterlinck ou de D'Annunzio, ou des expressionnistes allemands. C'est que la terre glisse sous ses pas et qu'il sent les marais de son pays l'aspirer lentement. N'a-t-il donc vraiment jamais quitté ce qu'il déteste et aime à la fois ? La fille sera assassinée par son amant, un avocat à moitié fou : le chemin du passé est bloqué pour toujours...

L'art de Krleza n'est comparable à rien : s'il paraît procéder de celui de Proust dont il montre les mêmes circonlocutions et détours, les labyrinthes où le souvenir et l'imaginaire se mêlent au point de créer un monde de somnambules, du moins la forte coloration des détails, l'exceptionnelle puissance de sensation et de jouissance, l'exubérance des thèmes débordent le cadre de la littérature française où Proust reste enfermé.

Nous reconnaissons cet art, c'est le grand art baroque. Non pas les larmes en pierre sur la joue des saintes pâmées, les instantanés de paroxysme figé auxquels nous ont accoutumés l'art jésuite et les églises du Tyrol ; non, quelque chose de plus violent, de plus exaltant aussi, qui semble courir comme une rivière clandestine sous la littérature européenne avant de pousser une résurgence, aider Claudel à écrire *Le Soulier de satin* ou Faulkner, à concevoir son épopée tragique du Sud.

C'est par là que se comprend cette prolifération d'images, cette juxtaposition des temps et des espaces qui nous fait douter soudain de notre propre existence, l'ampleur aussi de l'ensemble. Krleza compose une fresque, une fresque peinte à la détrempe, et les couches successives survivent pour nous. Si, en lisant *Le retour de Philippe Latinovicz*, nous nous sentons noyés nous aussi dans des souvenirs qui sont pas les nôtres, dans un passé qui ne recoupe point notre passé, c'est à la frénétique capacité visuelle de Krleza que nous le devons...

L'hérétique

Il est intéressant de constater combien revit soudain pour le lecteur français la littérature de cette Autriche-Hongrie, morte avec la première guerre mondiale : Musil, Broch, aujourd'hui Krleza, le Serbo-Croate, succèdent à Kafka, à Italo Svevo, le Triestin, et à bien d'autres, ex-« citoyens culturels » de la Double Monarchie.

Sans doute, Krleza a souffert de l'Autriche. Il la hait ; mais il l'aime tout à la fois, comme cette mère qui retrouve son héros, cette voluptueuse prostituée pour prélats et pour hobereaux décavés. C'est un des sens du roman. Il nous rappelle que le jeune Krleza, élève de l'Ecole militaire de Budapest, déserta pour rejoindre l'armée serbe de 1910, assista plus tard au désastre de l'Empire et prêta l'oreille à l'appel de Lénine en 1917.

Pourtant, ce révolutionnaire ne s'est pas laissé châtrer. *Le retour de Philippe Latinovicz* a été publié en 1932 au moment où l'écrivain fraîchement « engagé » se soucie moins de justifier des ukases et d'obéir à des dogmes que de faire le point sur lui-même et d'accomplir sa propre révolution dans la révolution générale. Certes, il n'est pas facile de se délivrer du passé. Nous a-t-on assez parlé de ces « adhérences » qui font les mauvais révolutionnaires dans les mélodrames métaphysiques ? Elles font aussi les grands écrivains...

Cela explique sans doute que Krleza est aujourd'hui le seul écrivain en vie avec Pasternak (les autres ont été fusillés ou sont morts de détresse) qui n'ait jamais cédé aux mirages pédants du réalisme socialiste. Cet écrivain *quasi officiel* dans la Yougoslavie moderne, même aux pires moments du stalinisme, n'a jamais capitulé devant les « schémas édifiants », comme le rappelle Marko Ristic, son ami, poète ex-surréaliste et ancien ambassadeur à Paris (2). Qu'il s'agisse d'*Enterrement à Thérésienbourg* (3) ou du présent roman, de l'autobiographie dont on commence à connaître des fragments ou des *Messieurs Glembai*, la pièce qu'il écrivit en 1928, c'est par la force propre de son art et par la puissance convaincante de sa vision que Krleza entend faire acte de révolutionnaire. Sa seule existence dans un pays socialiste devrait empêcher de dormir les mutilés du réalisme, socialiste ou non : elle rappelle qu'un écrivain n'a pas besoin d'excuses pour écrire ni de dogme pour s'imposer...

(1) *Le Retour de Philippe Latinovicz*, par Miroslav Krleza, roman (traduit du serbo-croate, par Mila Djordjevic et Clara Malraux). Calman-Lévy, édit., 230 pages, 885 francs.

(2) *Introduction à l'œuvre de M. Krleza*, brochure éditée en 1956 par les relations culturelles yougoslaves.

(3) Aux Editions de Minuit.

HISTOIRE LITTÉRAIRE

TENDRE VOLTAIRE

par HENRI GUILLEMIN

ALORS, c'est vrai ! Le ragot que les ennemis du philosophe avaient lancé contre lui : l'existence de « liens criminels » entre Voltaire et Mme Denis, sa nièce, ce n'est plus un ragot ; plus même une médisance, car l'homme qui nous apporte, là-dessus, toutes les preuves, est le voltairien-chef d'aujourd'hui, Th. Besterman, cet Anglais passionné qui a voué sa vie à la connaissance — et presque au culte — de Voltaire. Besterman n'essaie pas, on le pense bien, *de démolir* Voltaire en nous livrant ces cent quarante-deux lettres inédites (1). Mais, ayant découvert des textes longtemps cachés, il nous les livre loyalement. Besterman est un de ces historiens qui jouent le jeu en gens d'honneur.

Ce qu'il nous apprend, avec ses cent quarante-deux lettres, n'est pas du tout négligeable, pas du tout indifférent. Sérieux, et qui change l'image traditionnelle de Voltaire. Elle ne se contente pas de se compléter, cette image : elle se transforme. Commencement de métamorphose.

Le premier *fait nouveau*, anecdotique seulement si l'on veut, le voici : ce n'est pas après la mort de Mme du Châtelet — cette Emilie fameuse avec laquelle Voltaire fut lié quinze ans — ce n'est pas, comme on pouvait le croire depuis les *Lettres d'Alsace*, dans l'ennui du « Lion d'Or », à Francfort (été 1753), que Voltaire demanda et obtint, pour passer le temps, les faveurs d'une Mme Denis quadragénaire. Leurs amours ne sont pas d'hier, en 1753. Il semble bien qu'elles aient débuté en 1744, à peine Marie-Louise fut-elle veuve. En 1744, elle avait trente-deux ans, et Voltaire cinquante. Quel soin il a, Emilie morte, de préciser pour Marie-Louise que Mme du Chatelet n'était plus pour lui, de longue date, qu'une camarade, *un* ami : « *Je viens de perdre un ami de vingt ans. Je ne regardais plus, il y a longtemps, Mme du Ch... comme une femme* ». Dès 1744, il a été tenté d'abandonner Emilie pour Marie-Louise, 14 mai :

MADAME DENIS, LA NIÈCE DE VOLTAIRE
« *Je n'ai que vous* ».

« *Je vous parle de passer un mois auprès de vous et je voudrais y passer ma vie. Il me semble qu'il est bien ridicule que je me borne à le souhaiter.* »

Et le second fait, capital : Voltaire a aimé sa nièce Marie-Louise comme il n'a, je crois, aimé aucun être au monde. C'est entendu, le désir a coutume d'en faire dire plus qu'il n'y en a. Rien de sournois comme le sexe pour nous convaincre d'avoir un cœur. Et c'est un Voltaire brûlant qui écrit, recouvrant décemment d'un voile italien l'expression de ses sentiments : « *Vi baccio mille volte, con tenerezza e passione* », et « *Vi amo teneramente e vi amo sola* ». Mais un profond amour est là, antérieur au désir et qui saura lui survivre. « *Je n'ai pas de secret pour vous, et vous lirez toujours dans mon cœur... Vous êtes toute ma famille, ma seule amie, mon bien et mon unique espérance* », et quatre ans après : « *Je n'ai que vous...* »

Et cette femme dont il ne peut se passer, quand elle lui dit, à deux reprises, pour deux « prétendants » successifs, 1748, 1749, qu'il lui plairait assez de se remarier, grandement, dans l'opulence et le beau monde, il se résigne, il dit oui ; tout ce qu'elle voudra pourvu qu'elle soit heureuse : « *Je vous aimerai tendrement toute ma vie ; je croirai ce que vous voudrez ; j'approuverai tout ce que vous ferez* » ; « *je souscrirai à tout, comme un homme qui vous aime uniquement* », « *je vous aime pour vous, je ne suis occupé que de vous* ».

Jeune fille, elle avait vu son oncle céder déjà à toutes ses volontés. Pour la sœur aussi de Marie-Louise, Marie-Elisabeth, il avait été bon et généreux. Et qu'il s'est démené, lorsque Marie-Louise est devenue Mme Denis, qu'il en a fait des démarches, pour l'avancement de M. Denis ! (« *La plupart des affaires*, disait-il, *ne manquent que par faute de zèle* » ; quand Voltaire voulait quelque chose, il le voulait bien.) Marie-Louise ne me paraît pas appeler beaucoup de sympathie. Jolie, à trente ans, oh ça ! oui, il faut regarder ce pastel où Cochin nous la montre ; l'étudier aussi ; charmante, la mignonne, mais elle n'a pas l'air de tout repos ; butée, secrète, calculatrice. Ce n'est pas elle qui nous intéresse, c'est son oncle. Il la gardera auprès de lui jusqu'à la fin. Elle l'exaspérera souvent. Il percera trop vite à jour toutes ses avidités. Mais il l'aime.

Un autre Voltaire nous est révélé. Ce mot qui lui va si mal, eût-on dit, la tendresse, voilà qu'il nous faut l'admettre dans l'univers voltairien.

(1) *Lettres d'amour de Voltaire à sa nièce*, publiées par Theodore Besterman, Plon, édit., 212 pages, 1.500 francs.

MONTMARTRE, LES BUTTES-CHAUMONT, LE MONT-VALÉRIEN IL Y A 40 MILLIONS D'ANNÉES
Le fondateur s'intéressait au beau sexe.

COLLECTIONS

Les livres de poche

● ***Le nombre des amateurs de bonne littérature est illimité.***

DEPUIS le début de 1953 la collection des « Livres de Poche » édite chez Hachette quatre livres par mois. On parle peu d'elle, car elle reprend des titres publiés déjà par d'autres éditeurs et, tout comme aux Etats-Unis, les écrivains les plus divers se côtoient sans désorienter le public. Sartre ne craint apparemment pas la concurrence de Mazo de La Roche ni Hemingway celle de Pierre Benoit ou Daphné du Maurier.

Le prix modique de ces volumes leur assure une clientèle désireuse de lire, mais qui, visiblement, trouve les prix des livres publiés chez les éditeurs trop chers. On peut acheter ainsi *La Voie Royale*, d'André Malraux, pour 150 francs et *Nana*, de Zola, pour 250 francs.

La vente de chaque volume atteint au moins 50.000 exemplaires. Tous les livres parus en 1953 ont dépassé les 100.000 exemplaires ou approchent ce chiffre.

Il est intéressant de constater que le succès le plus considérable de cette collection est le petit Larousse, avec 220.000 exemplaires vendus (parution 1955), suivi de *Vol de Nuit*, de Saint-Exupéry, 165.000 exemplaires (1953), des *Mains sales*, de J.-P. Sartre, 155.000 exemplaires (1953). Comparons maintenant ces chiffres aux éditions « normales » de ces livres. *Vol de Nuit*, paru vers 1930, a vendu 330.000 exemplaires en un quart de siècle et *Les Mains sales*, publié il y a dix ans, 110.000.

Il est évident que c'est un public *différent* qui achète cette collection, un public avide de bonne lecture. Ainsi, *Le Mur*, de Sartre, a atteint depuis 1938 75.000 exemplaires dans la collection « blanche » de Gallimard, alors que le même livre a dépassé, dans les « Livres de Poche », 140.000 depuis 1953 !

Des livres très difficiles ont atteint des ventes exceptionnelles : *Mrs. Dalloway*, de Virginia Woolf, paru en 1956, en est à 50.000 exemplaires vendus. Résultat que l'on constate avec plaisir en le comparant aux chiffres atteints par des romans faciles : *Caroline chérie*, publié pourtant quelques mois plus tôt, n'est qu'à 60.000, dépassé aussi bien par *Les Faux Monnayeurs* d'André Gide (65.000 exemplaires), par *Thérèse Desqueyroux*, de François Mauriac (70.000 exemplaires) que par *L'Espoir*, d'André Malraux (70.000), publiés à la même époque.

Il existe donc un « second » public, amoureux de bonne littérature, mais dont les moyens ne permettent pas de payer les prix courants. Nos éditeurs feront bien d'y penser, car ce « second » public est quantitativement bien plus important que celui qui peut se permettre de payer 500 à 1.000 fr. pour un roman. On constate qu'en France, tout comme aux Etats-Unis, la concurrence de la télévision et du cinéma n'a nullement diminué le nombre des lecteurs ; si on compare ces tirages à ceux du XIX[e] siècle, on peut même assurer que leur cercle s'est considérablement élargi.

BEAUX LIVRES

Histoire de Paris et des Parisiens

Ed. du Pont-Royal. 900 images. 4.500 francs.

● ***Des brontosaures à M. Coty.***

PARIS a été fondé par Pâris, celui qui provoqua la guerre de Troie et qui entra également dans la légende en choisissant entre les trois Grâces celle qui lui parut la plus belle, ce qui lui attira, évidemment, beaucoup d'ennuis de la part des deux autres.

Il convient d'ajouter que cette tradition n'est pas confirmée par la Sorbonne, mais elle se trouve bien dans le premier livre imprimé en France (1476) et elle est bien séduisante pour établir la réputation de Paris, dont le fondateur aurait été un homme qui s'intéressait au beau sexe, en quoi ses descendants l'ont fidèlement imité.

Mais ce n'est pas uniquement de choses légères que parle ce livre. Il y est même question de problèmes fort graves, d'actes d'héroïsme, de révolutions, de guerres : toute l'histoire de la France est récapitulée et vue à travers le centre du pays, son cerveau et son cœur : Paris.

Le beau texte de Max-Pol Fouchet est jalonné par des centaines d'images : des brontosaures qui vivaient quarante millions d'années avant la fondation de la ville là où coule aujourd'hui la Seine, jusqu'aux taxis de la Marne et la Libération en passant par les maîtresses de Louis XIV, la prise de la Bastille, la Commune. Mais les plus belles illustrations sont celles que nous devons aux gravures et tableaux du moyen âge.

Un bel album, bien fait et plaisant à regarder.

CRITIQUE

Anonyme ou signée ?

LE principe général du journalisme anonyme dont le *Times Literary Supplement* s'était fait depuis longtemps le champion parmi les revues britanniques, a été récemment attaqué par M. F.W. Bateson, éditeur du journal *Essays in Criticism*, d'Oxford.

Le point de vue de M. Bateson est que « *l'anonymat pouvait représenter une convention utile il y a cinquante ans, mais qu'aux niveaux d'érudition et de critique spécialisée atteints aujourd'hui, l'anonymat est devenu un dangereux anachronisme. Dans un hebdomadaire*, soutient-il, *l'influence d'un critique doit dépendre de ses qualifications.* »

La réaction du *Times Literary Supplement* n'a pas manqué d'être très vive. Il souligne avec force la discipline à laquelle le critique anonyme se soumet et les sacrifices qu'il accepte.

Celui-ci doit harmoniser son style avec le ton du journal et, ce faisant, perdre le plus souvent ses plus beaux

→

RÉCIT
de
BORIS PASTERNAK

Premier ouvrage paraissant dans la Collection VENT D'EST dirigée par BENJAMIN GORIELY

un vol. 525 fr.
EMMANUEL VITTE éditeur
PARIS LYON

LES NOUVEAUTÉS DE LA LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD

MAURICE GARÇON
de l'Académie française
LA FIN DU RÉGIME
Le 3e et dernier tome de l'Histoire de la Justice sous la IIIe République.

DANIEL-ROPS
de l'Académie française
LE ROI IVRE DE DIEU
L'histoire merveilleuse d'Aménophis IV, pharaon d'Égypte, et de son épouse

LOUIS HASTIER
LOUIS XIV ET MADAME DE MAINTENON
La vie amoureuse de ces deux personnages de l'Histoire de France.

RENÉ LE CAPITAINE
SUR LES CHEMINS DE SAINT PAUL
Voici l'Apôtre des Gentils dans le cadre même de son action.

MARCEL ACHARD
RIONS AVEC EUX
De Courteline à Sacha Guitry et de Feydeau à Marcel Pagnol.

MAPIE DE TOULOUSE-LAUTREC
ELLE CUISINE
Menus et recettes à la portée de tous.

ELIAN-J.-FINBERT
LES PLUS BELLES HISTOIRES D'OISEAUX
par l'auteur de : Les plus belles histoires de chiens.

PIERRE NORD
LA BIGORNE, CAPORAL DE FRANCE
Un conte galant et satirique au temps de Louis XV

ROMANS FRANÇAIS

LE BLEU DU CIEL

par MADELEINE CHAPSAL

Le Bleu du ciel (1), avertit Georges Bataille, fut écrit en 1935 ; hésitations et scrupules en retinrent longtemps la publication. Il fallut, dit-il, l'insistance de lecteurs intimes. On préfère imaginer l'auteur extrayant d'un placard, après des années d'oubli, ce roman ignominieux et s'étonnant devant sa fraîcheur. D'où parution, et ce titre — qui n'est pas un défi.

Le Bleu du ciel, où se conjuguent à chaque page le mal et la vilenie, tremble en effet comme un air trop pur. Pourquoi s'en étonner ? Bataille lui-même, dans ses ouvrages plus théoriques (2), en fait longuement l'exposé: comme s'il y avait une liaison capitale entre érotisme et lettres, les œuvres les plus libres sont souvent les plus proches du sommet.

Il est du reste incontestable qu'il y a une fierté de l'érotisme, comme de l'angoisse, comme du crime. Le roman de Bataille n'y échappe pas : plus le débauché énumère ses turpitudes, décrit son marasme, sa misère, se plaint sincèrement de l'avilissement où il sombre, plus éclate, comme malgré lui, une joie énigmatique.

Fanfaronnade sans doute : « *J'y fus et j'en parle* » ; mais aussi — et les *mea culpa* répétés sont là pour rendre tolérable plus d'un aveu autrement excessif — certitude d'avoir approché un lieu fondamental.

« *Descends ou monte* », dit Méphistophélès à Faust, « *c'est tout un.* »

Ce qui lie dès le début du livre, mince fil qui va conduire et retenir jusqu'au bout, c'est un perpétuel vacillement du narrateur entre la tentation d'aimer et celle de détruire.

A Londres, dans un café, puis une chambre d'hôtel — les décors de l'époque — il assiste une femme très belle, Dorothea, qui se saoule avec obscénité. Le spectacle, avec pour témoins un liftier et une femme de chambre, est d'une crudité affreuse. Après quoi, l'état de grand scandale comme l'état de douleur ayant intellectuellement ses limites, tout devient d'une « facilité merveilleuse », c'est-à-dire indifférent.

Absent désormais à ses actes, mais non insensible, le narrateur se laisse happer : de Londres à Paris, de Paris à Barcelone, de Barcelone à Trèves, c'est un constant changement de théâtres où seul l'alcool a pour mission d'accomplir parfois un baisser de rideau. L'action, elle, ne varie pas : s'enfoncer avec Dorothea, dite Dirty, puis d'autres compagnes, dans une débauche où se multiplient les perversions.

Un regard étranger vient à propos corser les choses : celui de Louise Lazare, une fille de vingt-cinq ans, très laide et très intelligente, qui défend les idées d'un communisme chrétien. Personnage de militante absolue, auquel il n'est pas difficile de trouver un modèle. Lazare, son idéalisme, sa moralité, son inaltérable sympathie, exaspèrent le narrateur devenu son ami. Dorothea et Lazare lui paraissent deux pôles, beauté et laideur, vice et vertu, noir et blanc. Il le sait, mais il sait aussi qu'il préfère la folie lubrique de Dirty à la folie vierge de Lazare.

C'est qu'il y a une générosité de la beauté qui se déchire, se renonce elle-même, introuvable chez cette Lazare « laide et visiblement sale ». Lazare paraît avoir passé un « contrat avec la mort » ; son abnégation, son courage ne seraient alors que les signes sans mérite de son désintérêt.

Tandis que Dirty, infiniment sensible, comme le narrateur lui-même, à tout ce qui heurte le goût et la vie, et se précipitant — malgré sa peur — dans les pires excès, n'est pas loin du sublime.

Mais si le débat prend un tour plus aigu, c'est que l'égarement des personnages vient aussi d'un souffle extérieur. En effet, ces corps vomissants, bavants, s'étreignant à même la boue du sol, inscrivent, sous l'inspiration de l'angoisse, une prophétie, celle de la guerre. Ils sont eux-mêmes les instruments d'un message ; comme le seront, aux dernières pages du livre, ces jeunes Allemands en courtes culottes de velours que le narrateur verra défiler en bon ordre, « *haineuses mécaniques, marée montante du meurtre* ».

Que se glissent, parmi les figures de l'érotisme, les chiffres d'un cryptogramme politique, n'est pas nouveauté. Aux périodes de désordre correspond, plus ou moins subtilement, le dérèglement des mœurs comme s'il y avait une concordance, dissimulée mais étroite, entre les lits et les places publiques.

Et les personnages ne tentent ni de dominer leur époque ni de s'en accommoder; ils en sont le vivant ouvrage. Si Henri scandalise Lazare en lui avouant qu'il souhaite la guerre, il exprime seulement une réalité déjà en œuvre, en lui et hors de lui. Lazare aussi, tout de suite sur place et à son affaire dès les premières violences, les combats d'Espagne, est en quelque sorte matériel de guerre.

Roman érotique, *Le Bleu du ciel* ? Les amateurs d'images hautement plastiques en seront légèrement pour leurs frais. Et pourtant c'est un roman du corps. La narration est suspendue aux attitudes, pas un état de conscience sans l'exposé complémentaire de la posture : couché, assis, debout, allongé, courbé, les yeux aux nues. On sent l'auteur très sensible à l'expression corporelle, fin lecteur du geste.

Ecrit cependant il y a plus de vingt ans, ce roman arrive un peu comme un aérolithe : il porte les poussières, poussière lui-même, d'orages qui ne sont plus. De là peut-être qu'on l'accueille avec moins de chaleur qu'il ne mérite.

On y assiste aussi à une lutte — dont les résultats sont connus — entre l'essayiste et le romancier, disons aussi entre la lucidité et l'angoisse. Georges Bataille est aujourd'hui parvenu à faire de l'érotisme un objet d'analyse et même un outil critique ; ainsi sans doute a-t-il muselé son gouffre. Mais, pour le trouble et le plaisir du lecteur, les vapeurs et les nuées qui, autrefois, s'en exhalèrent, sont librement dans *Le Bleu du ciel.*

(1) *Le Bleu du ciel,* Georges Bataille. Ed. J.-J. Pauvert. 220 pages. 900 francs.
(2) *La Littérature et le mal,* Georges Bataille. Ed. Gallimard. 232 pages. 650 francs.
— *L'Erotisme,* Georges Bataille. Ed. de Minuit. 320 pages. 1.650 francs.

→

effets ; il ne reçoit jamais d'appui pour les opinions qu'il exprime, mais reste, en revanche, dans le « Courrier des Lecteurs » du *Times,* la cible idéale pour les attaques des auteurs visés et mécontents.

Par-dessus tout, pense le *Times Literary Supplement,* l'anonymat pourrait servir à renforcer l'impartialité et l'objectivité.

Il devrait être inutile à notre époque de rappeler les dangers que présente la surestimation de la personnalité au dépens des idées : c'est la personne du critique qui signe qui est constamment en jeu, et non les idées qu'il exprime, conclut le *Times.*

A partir du 16 janvier
dans
Les Lettres Françaises
FRANÇOISE SAGAN
ROGER VADIM - MICHEL MAGNE
BERNARD BUFFET
le nouveau roman de
VERCORS
« SUR CE RIVAGE... »
Un autre « SILENCE DE LA MER »
et ELSA TRIOLET :
RACINE ou SHAKESPEARE
En vente partout : 50 FRANCS

POLITIQUE

La Révolution hongroise

par M. Lasky et F. Bondy
Ed. Plon, 358 p., 1.800 francs.

● *Une tragédie grecque en 13 journées.*

Un livre presque entièrement composé de documents officiels, de dépêches d'agence, d'écoutes radiophoniques, de fragments de reportages et d'éditoriaux, qui n'est pas seulement une revue historique intéressante mais procure au lecteur tous les « suspenses » d'un bon roman policier, telle se présente *La Révolution hongroise,* par M. Lasky et F. Bondy. Bien que chacun connaisse le dénouement de cette « tragédie à la grecque » que fut l'Octobre hongrois, on ne peut s'empêcher de ressentir, en parcourant cet ouvrage, l'angoisse même qui devait étreindre les protagonistes du drame.

On revit avec eux, jour après jour, presque heure par heure, les événements qui se déroulèrent en Hongrie du 23 octobre au 4 novembre, et même bien plus tard. Nous suivons les versions successives des faits vus à travers la presse hongroise, yougoslave, polonaise, française, italienne, etc., et les auteurs espèrent que « de la confrontation de tant de mensonges ou de demi-vérités surgisse miraculeusement, évidente, irréfutable, la simple vérité ».

Et quelle est-elle, cette simple vérité ? Que l'Octobre hongrois ne fut pas une contre-révolution. Que l'insurrection ne fut pas fomentée par des « agents impérialistes », mais qu'elle couvait depuis longtemps au sein des masses populaires et que si elle prit cette forme explosive et violente, c'est parce que le sourd mécontentement du pays avait été plus longuement contenu. Voilà ce qui explique que, considéré, à l'origine, comme un simple accident de la déstalinisation, ce mouvement apparaît aujourd'hui comme « un des grands tournants de notre histoire ».

En ne se contentant pas de juxtaposer les textes, mais en élaborant, comme ils le disent eux-mêmes, une « composition », les auteurs ne prétendaient pas à l'impartialité académique. Ils n'en ont pas moins fait preuve d'une objectivité telle que leur « composition », où rien n'est truqué, servira de documentation de base aux historiens de l'avenir. Même l'introduction brillante de Raymond Aron qui, dans d'autres écrits, ne s'est pas toujours efforcé à la compréhension d'idéologies qui lui sont étrangères, se présente comme une remarquable synthèse bien propre à entraîner l'adhésion des lecteurs.

Malgré tout, un ouvrage d'une pareille ampleur ne pouvait pas ne pas contenir quelques lacunes. On peut regretter, en particulier, que les auteurs n'aient pas pu se servir des fameuses émissions d'Europe Libre « qui ont fait tant de mal » au peuple hongrois. Il n'est pas douteux, par exemple, que lorsque des speakers déchaînés traitaient Imre Nagy et ses amis de « cornacs moscovites », ils creusaient un fossé entre le peuple et Nagy, entre les masses populaires ivres de liberté et le président du Conseil de l'insurrection.

D'autre part, les événements de Hongrie provoquèrent en France, surtout parmi les intellectuels de gauche, un bouillonnement d'idées extraordinaire, des prises de position — nous pensons à Sartre, à Claude Roy, et à tant d'autres — dont on aurait aimé retrouver quelques textes particulièrement frappants.

E/R
NOUS NOUS AIMERONS DEMAIN
roman par
ANDRÉ STIL
LA JEUNESSE DEVANT LA GUERRE D'ALGERIE
1 volume 390 F
LES ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS

LE CALVAIRE D'UNE REINE

Fut-elle frivole ? A-t-elle trahi ? Fut-elle à la hauteur de sa tâche et ne précipita-t-elle pas l'écroulement de la monarchie ? Fut-elle une épouse critiquable et une mauvaise mère ? Vous saurez tout de la vie intime de Marie-Antoinette, de ses inclinations et de sa mort atroce en lisant, sans bourse délier, la grande œuvre d'André Castelot : « Le Calvaire de Marie-Antoinette », qui vous est offerte gracieusement par la Bibliothèque Historique Mondiale (serv. EX66), 14, rue de Marignan, à Paris, pour vous faire connaître son excellente collection d'histoire. Joindre 5 timbres à 20 francs. Cet ouvrage gratuit de 300 pages est illustré et harmonieusement relié (fers originaux conçus par des artistes de l'Ecole de Paris). Envoi par retour.

Communiqué.

LAWRENCE DURRELL
JUSTINE

« *La lecture de ce livre est une aventure qui marquera... Les personnages ont une réalité extraordinaire : le choc qu'ils produiront sur le lecteur européen ne sera rien moins qu'hypnotique. Il y a en eux toute la poussière et le délire du Moyen-Orient.* »
HENRY MILLER.

« *...Des sentiments violents et incertains, des rapports étranges... C'est cette exploration de la passion, cette découverte de ses exigences et de ses contradictions, qui fait le prix du roman.* »
JEAN BLANZAT
(Le Figaro Littéraire.)

« *Nous avons fait la connaissance d'un très grand écrivain... à la recherche de l'amour moderne.* »
FRANÇOIS ERVAL (L'Express)

BUCHET-CHASTEL
CORRÊA

SKI

« Godille » ou « Wedeln » ?

La bataille entre les techniques française et autrichienne qui se déroule depuis plusieurs années au sujet de la « godille » n'a pas fini d'alimenter les conversations de sports d'hiver, au stade des moniteurs comme à celui des skieurs amateurs.

Il y a cet hiver un fait entièrement nouveau : la méthode moderne, dite « godille », est enseignée dans toutes les stations françaises par les moniteurs de la Fédération, dès les plus petites classes. Les mots « appel et rotation », qui ont obsédé tous les hivernants soucieux de leur style depuis vingt ans, ont disparu des pistes.

Quelle que soit la science du skieur qui partira cet hiver dans une station française, il aura envie de faire connaissance avec la méthode moderne. S'il est inexpérimenté, il la trouvera, tout au moins au début, plus facile que l'ancienne. S'il est moyen, il fera bien de prendre quelques cours qui lui permettront d'acquérir de nouveaux réflexes, et une certaine aisance ; sur piste, le virage en élévation permet plus de mobilité, et par conséquent plus de vitesse. S'il est chevronné, il a déjà, l'année dernière, pratiqué la méthode moderne, sinon il ne pourra songer à courir un slalom ou un chamois derrière un moniteur « godilleur ».

Mais la méthode moderne française, si elle est fortement inspirée de la méthode autrichienne, en diffère considérablement sur le plan de l'enseignement élémentaire.

Deux livres publiés récemment permettent de comparer ces deux conceptions.

G. Joubert et J. Vuarnet analysent, dans « Ski 57 » (1), la technique française. L'école de ski autrichienne, et en particulier son maître, le professeur Kruckenhauser, a publié un manuel officiel d'enseignement qui conduit à la pratique du « Wedeln » (nom autrichien de la godille).

Pour le skieur non initié, apprendre à godiller c'est d'abord s'astreindre à pratiquer une suite d'exercices qui, peu à peu, conduisent au geste final. Quels exercices choisir ? Ceux qu'adoptent les Français, ou les Autrichiens ? Voici les différences essentielles entre les deux méthodes :

1° *La godille consiste d'abord en un travail indépendant des jambes sous le buste.*

● Pour Joubert et Vuarnet, ce travail se fait en allègement par prise d'appui sur l'inertie du buste (les jambes et les skis se déplacent en toute indépendance de la neige). L'allègement se complète par le jeu des carres. C'est cet allègement qui est maintenant la base de l'enseignement des moniteurs français.

● Pour Kruckenhauser, c'est un travail des pieds et des genoux en contact avec la neige, et qui, pour cette raison, est grandement facilité par l'exécution préalable d'un léger stemm (amorce de chasse-neige), toujours renié par la méthode française.

2° *La godille, c'est aussi la sortie latérale des hanches (ou angulation) et le pivotement du buste en sens inverse des skis (« contre-rotation »).*

● Joubert et Vuarnet voient dans ces mouvements un mécanisme moteur jouant un rôle dans le déplacement des skis sous le corps.

● Kruckenhauser, qui localise le rôle moteur au niveau pieds-genoux, attribue au contraire à ces mouvements un seul rôle équilibreur.

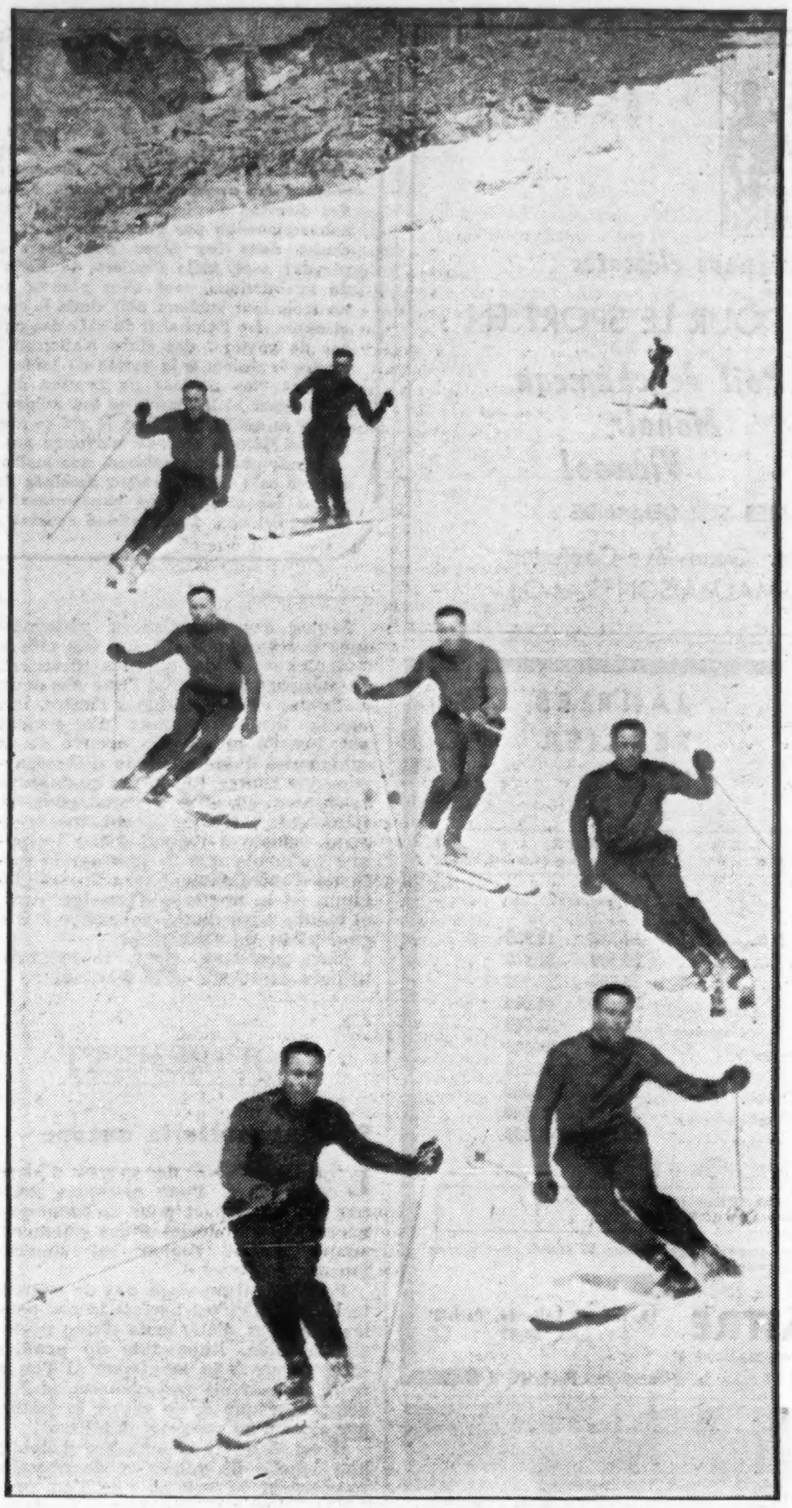
En conséquence, la France enseigne un mouvement dynamique de contre-rotation, l'Autriche une attitude statique d'angulation.

3° *Pratiquer la godille, c'est aussi exécuter un mouvement rythmé et précis des bras et des épaules.*

● Joubert et Vuarnet jugent ce mouvement comme lié aux autres évolutions du buste, et l'enseignent dès les premiers exercices.

● Kruckenhauser considère ce mouvement comme seulement lié aux plantés des bâtons, et ne l'enseigne qu'en fin de progression.

→



LA « GODILLE » DÉMONTRÉE PAR VUARNET
Deux mots ont disparu

(1) Editions Arthaud. Vuarnet est champion de France de 1957 et Joubert directeur de l'Ecole de Ski de l'Université de Grenoble. Le grand succès de ce livre auprès de la presse et du public a incité les auteurs à rédiger un traité élémentaire susceptible de mettre à la portée du débutant les gestes typiques de la technique moderne : virages avec angulation et godille. Un texte bref et précis, des schémas très explicites et des photos bien choisies, conduisent pas à pas et sans effort le débutant vers les gestes les plus complexes.

SOLDES
men sport
CHEMISIER TAILLEUR de qualité
Le spécialiste du daim
16, Rue de Sèvres - LIT. 20-21

Quilichini
CHAUSSURES
SOLDES ANNUELS
Fins de séries - Depuis 1.995 francs
86, RUE LA BOETIE (St-Philippe-du-Roule)

Oui Madame ... c'est pratique

LUXUEUX DÉCORATIF
CRÉE PAR Everwear Candlewick
LE FAMEUX
COUVRE LIT CANDLEWICK
LAVABLE
LE LIT NATIONAL
2, Place du Trocadéro - PARIS
PARIS CONFORT
5, Rue Lafayette - PARIS

Préparez-vous au ski
Vous profiterez mieux de votre séjour à la neige si, dès maintenant, vous exercez rationnellement votre corps
Chez DORIS HALPHEN, 16, r. Saint-Simon
on s'entraîne gaiement et sans fatigue
Renseignements : LIT. 70-58

Pour le SKI
TUNMER
VOUS ÉQUIPE...
CATALOGUE FRANCO
5, PL. SAINT-AUGUSTIN PARIS

Vers le soleil
POUR LE PRIX D'UN AR AVION
SEJOURS GRATUITS
BALEARES
5 jours Paris-Paris .... 38.575 fr.
RHODES
7 jours Paris-Paris .... 111.835 fr.
SPORTS D'HIVER
FRANCE - SUISSE - AUTRICHE
10 jours Paris-Paris depuis .... 22.100 fr.
WATA VOYATLAS
Le Bureau WATA de Paris
116, Champs-Elysées - PARIS
BAL. 25-80

QUI DIT SKI PENSE PALU SPORTS
11, RUE de MIROMESNIL PARIS 8e ANJ. 25-97

HOTEL DU MONT D'ARBOIS - MEGÈVE
Premier Hôtel de Montagne de France

Son nouveau téléphérique
Sa nouvelle patinoire
Prix spéciaux en JANVIER
M. PARODI, Directeur - Téléphone : 503 - 507
Adresse télégraphique : Mondarbois

POUR VOTRE EQUIPEMENT. PARKA
FUSEAU "ELASTISS". ANORAK. APRÈS-SKI
ELEGANCE QUALITE PRIX

SKI MONTY
23, Av. Victor Hugo
PARIS (16e)
TEL. PASSY 83-19
PULLS - ERAM, MONTANT
CORNUEL - V.D.E. - CREATEX

La signature des créations élégantes

CHANDAILS ET VESTES POUR LE SPORT EN :

Laine imperméable — ***Poil de chameau***
Mérinos Dylan — ***Mohair***
Viclon — ***Vicwool***

ADRESSE DES DEPOSITAIRES SUR DEMANDE :

ERAM 2, rue Geneviève-Couturier RUEIL-MALMAISON (S.-et-O.)

SKI DE TOURISME

LES Français font de plus en plus de ski, mais ils s'intéressent de moins en moins à ceux qui en font. Les Charbonnages du Nord et la Régie Renault envoient leurs apprentis aux sports d'hiver ; des dizaines d'entreprises, plus ou moins subventionnées par l'Etat, ont acheté un chalet dans les Alpes pour leurs employés ; sept mille écoliers de Paris et de la banlieue vont aller planter pour un mois leur tableau noir dans la neige et apprendre l'alphabet du ski ; des agences de voyage, des clubs s'efforcent de mettre le slalom à la portée de toutes les bourses ; les stations ne cessent de se développer et les trains et les avions de neige se multiplient. Bref, le ski se démocratise. Mais le sport-ski n'avance pas.

Depuis plusieurs saisons, nos meilleurs skieurs sont régulièrement dominés dans toutes les compétitions importantes, par les Autrichiens. Les grandes courses organisées traditionnellement en France sont annulées peu à peu, faute de neige, mais aussi faute d'engouement, faute d'enthousiasme. Et nos champions ne se renouvellent pas. Depuis plusieurs années, les mêmes noms reviennent dans les communiqués accompagnés de la même mention : honorable.

Le ski alpin de compétition semble progresser — et je ne parle pas seulement de la France — en raison inverse du ski de tourisme.

⁂

POURQUOI ? Parce qu'il s'agit, derrière l'apparence, de deux choses totalement différentes, pour ne pas dire ennemies. Le touriste qui fait du ski quinze jours par an songe à se délasser, à se détendre, à se gonfler les poumons, mais pas à s'entraîner à battre des records.

Seules des expériences pédagogiques précises, portant sur des élèves « vierges » et de qualités diverses, permettront de juger si l'une des deux méthodes est préférable à l'autre. Les succès des champions n'apportent pas, jusqu'à présent, la preuve de la supériorité d'une méthode d'enseignement sur l'autre. Les futurs champions échappent en effet à l'enseignement élémentaire. Ils ne seront un argument valable à l'appui d'une technique nationale que le jour où la méthode d'entraînement sera la suite logique de la méthode d'enseignement, et qu'elle aura donné naissance à une génération de champions.

Mais peut-être, alors, la méthode utilisée sera-t-elle déjà périmée ?

ÉQUIPEMENT

Sans coquetterie aucune

L'EQUIPEMENT de sports d'hiver coûte cher. Pour quelques jours par an, un départ pour la montagne nécessite un matériel et des vêtements adaptés, dont l'achat est souvent lourd.

Pourtant, il ne s'agit pas de coquetterie, comme c'est parfois le cas pour les vacances d'été, mais d'une nécessité absolue. Impossible de profiter d'un séjour à la montagne si l'on a froid, si l'on est mal chaussé, si l'on court le risque de se casser la jambe, par suite d'un matériel défaillant.

Il est donc indispensable d'établir une échelle de valeur et de répartir exactement la somme que l'on peut dépenser selon l'importance des différents éléments de cet équipement. Voici quelques précisions qui vous aideront à faire vos achats :

Les montures

Un chirurgien célèbre qui exerce depuis quinze ans à côté d'une des plus grandes stations françaises a été obligé, depuis deux ans, de consacrer une partie de son activité à des opérations de chirurgie esthétique dans le Midi : la jambe cassée n'était plus capable, à elle seule, de nourrir son homme. En effet, avant de prendre cette décision, il s'était aperçu que les montures de sécurité supprimaient environ 75 % des fractures.

Un skieur qui se casse la jambe, cette année, le fait volontairement ou par négligence, faute d'avoir dépensé les 4.000 ou 5.000 francs nécessaires à l'achat de montures de sécurité. Le principe est simple : le soulier est suffisamment tenu pour skier, par une vis qui saute dès que la torsion de la jambe la soumet à une pression trop forte. La mise au point est un peu délicate pour obtenir un serrage suffisant (le ski ne doit pas sauter pendant une descente), mais non excessif pour que la fermeture s'ouvre en cas de mauvaise chute. Toutes les marques

LA « COMBINAISON-CHEMISE »
Résultat inattendu... c'est joli.

SKI

JANVIER
FEVRIER
MARS

DEPARTS TOUS LES SAMEDIS
pour des séjours d'une ou deux semaines

	10 jours	17 jours
VALLOIRE	12.550	18.850
MEGEVE	20.500	31.900
GORTIPOHL	15.500	22.500
ZELL am See	16.900	24.000
ISCHGL	18.500	26.500
St-ANTON am Arlberg	19.900	29.000
STUBEN am Arlberg	22.500	35.000
KITZBUEHEL	19.800	29.500
SERFAUS	21.500	33.500
St-MORITZ	25.250	41.000

Réduction de 5 à 10 % en janvier et mars

Prix forfaitaires TOUS FRAIS COMPRIS au départ de Paris :
Voyage, séjour et assurance accidents

Pour recevoir les programmes détaillés de ces voyages, écrire avec 35 francs de timbres pour la réponse à

L'ASSOCIATION DE TOURISME

VOIR et CONNAITRE 13, rue de Laborde, Paris-8e LAB. 54-87

Permanence « RIVE GAUCHE »

Librairie « Le Temps retrouvé », 174, rue Saint-Jacques - Paris (5e)

VILMER-ANDRÉ LEROUX SPORT

Jersey, anorak popeline double, coupe spéciale avec visière

9.900 francs

VILMER-ANDRÉ LEROUX SPORT

Estérel, pull à grosses côtes italiennes en roy, citron et blanc

11.800 francs

En vente : **PARIS** 4, boulevard des Capucines — **LYON** 64, rue de l'Hôtel-de-Ville — **MEGEVE** Place de l'Eglise

FRANCK & FILS

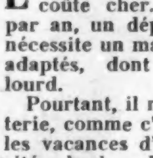
80, rue de Passy - PARIS

Actuellement Sports d'hiver

LA CLÉ DES CHAMPS

42, rue de Maubeuge - PARIS - TRU. 56-61

Location : SKIS ET CHAUSSURES NEUFS ET USAGES



1958 sera

LA GRANDE ANNÉE TOURISTIQUE !...

Demandez sans tarder la brochure gratuite des avant-programmes de

VOYAGES EN AUTOCAR

ORGANISES DE PAQUES A OCTOBRE PAR LA

COMPAGNIE FRANÇAISE DE TOURISME

14, boulevard de la Madeleine - PARIS (8e) - OPE. 97-93

ET SKI DE COMPÉTITION

par JACQUES FERRAN

Les stations d'hiver elles-mêmes — qu'elles soient françaises, suisses, italiennes ou allemandes — ne voient plus d'intérêt à organiser des compétitions qui paralysent les téléphériques, bloquent les pistes et mécontentent la clientèle. Il y a le sport du ski, lointain, abrupt, inaccessible, et il y a la distraction du ski, aimable, gaie, enchanteresse. Un peu de la même manière, les baigneurs qui barbotent dans la Méditerranée pendant les mois d'été ignorent que l'Australien John Devitt détient le record du monde du 100 mètres nage libre en 54" 6/10.

⁂

POUSSONS un peu plus loin. Les champions de ski ont tellement progressé depuis dix ans, grâce à un entraînement intense, grâce à des qualités athlétiques décuplées, qu'ils ne peuvent même plus servir de modèles aux skieurs moyens.

Du temps d'Emile Allais, le ski de tourisme et le ski de compétition pouvaient encore aller de pair. Les progrès de l'un servaient les progrès de l'autre et lorsque le champion français inventait un procédé pour mieux prendre les virages, il en tirait un profit personnel tout en améliorant le style de milliers de skieurs. Maintenant, ce stade technique semble dépassé. Les méthodes d'enseignement, qui se multiplient, n'ont plus de rapport avec les méthodes des courses. Un champion hors série comme Toni Sailer, le jeune dieu du ski moderne, triomphe de ses rivaux non pas parce qu'il skie mieux, mais parce qu'il oublie qu'il skie ; non pas parce que sa technique est meilleure, mais parce qu'il est plus fort physiquement, mieux entraîné, plus ardent et qu'il prend le plus de risques — parce qu'il fait fi des leçons apprises pour ne se fier qu'à son instinct et à son ambition. Comment serait-il un exemple pour vous et moi ? Il nous déconcerte et nous décourage plutôt.

De deux pianistes également virtuoses, le plus grand est celui qui joue avec son âme. Le plus grand champion de ski accomplit quelquefois ce qu'on interdit au débutant (croiser les skis par exemple), parce qu'il se moque de la technique comme la vraie éloquence se moque de l'éloquence.

(Rizzol-Press)

LA « PARKA »
C'est seyant... mais attention aux jambes

proposent des montures de ce genre (Ramy, Lama, etc.) avec des variantes. Elles sont toutes efficaces.

Malheureusement, les montures de sécurité n'existent pas pour les jeunes enfants, leur poids étant insuffisant pour que la pression exercée sur la monture la fasse sauter. Espérons que les fabricants inventeront bientôt un système pour les moins de 40 kilos.

Encore une fois, c'est la *première dépense* à faire si l'on a l'intention de skier.

Les chaussures

Une paire de chaussures coûte entre 7.000 et 15.000 francs. C'est un gros achat. Il faut éviter deux erreurs :

● La chaussure trop grande (on achète rarement des chaussures de ski trop petites). Etant donné l'adhérence parfaite qui doit exister entre la jambe et le ski dans la méthode moderne, le pied ne doit pas avoir de jeu à l'intérieur de la chaussure. Pour cela, le pouce doit toucher, sans buter, au bout de la chaussure quand on est debout. En position de ski, la cambrure sera inévitablement plus accentuée : le doigt ne touchera plus le fond, mais sera parfaitement à sa place.

● La cheville mal tenue. C'est le problème des grands pieds à cheville fine. On ne devrait jamais acheter une paire de chaussures sans la lacer entièrement comme pour skier. Si la cheville bouge, une superposition de chevillères et de chaussettes diverses n'arrangera rien. Les chaussures ont plutôt tendance à se détendre à l'humidité ; c'est un défaut irrémédiable. Les fabricants ont mis au point le système de la double chaussure : une première chaussure, en peausserie fine, placée à l'intérieur de l'autre, permet de serrer exactement le pied. Un seul inconvénient : le prix.

→

SKIEURS
Partez par les "avions de neige" !
Si vous allez...
en SUISSE, à Davos, Arosa, utilisez les services :
★ PARIS-ZURICH 1 h 20 de vol. Aller et retour en classe touriste 17.280 F
en SAVOIE
à Bonneville, la Clusaz, Cluses, les Gets, Morzine, St-Gervais, les Contamines, Megève, les Houches, Chamonix.
★ PARIS-GENÈVE 1 h. 15 de vol. Aller et retour en classe touriste 15.660 F
Correspondances directes par car depuis l'aéroport.
en BAVIÈRE et au TYROL
à Garmisch, Kitzbuhel, Innsbruck.
★ PARIS-MUNICH 2 h. 10 de vol aller et retour en classe touriste 25.740 F
Renseignez-vous et réservez vos places dès maintenant auprès de votre agent de voyages ou des agences Air France. Documentation gratuite sur simple demande au service touristique, 119, Champs Elysées - Paris.
AIR FRANCE
LE PLUS GRAND RÉSEAU DU MONDE

M 15
La liberté par l'élasticité !
Le 1er spécialiste

des fuseaux "ELASTISS"
JACQUES MARAUT
175 Bd PEREIRE ✱ WAG. 29-76

SKI HIVER PRINTEMPS
FRANCE - AUTRICHE - SUISSE
CLUB FRANÇAIS DU TOURISME
11, boulevard Montmartre - PARIS (2e) - CEN. 98.60
Demandez notre brochure n° 43 qui vous sera adressée gratuitement et sans aucun engagement de votre part
(Joindre 1 timbre de 15 fr. pour frais d'expédition)

INFUSION DU SOIR ...ESPOIR ?

Espoir d'une bonne nuit ? d'un sommeil meilleur ? d'un fonctionnement organique plus harmonieux ?

Hé ! qui sait si l'excellente tradition des générations d'avant nous, reprise aujourd'hui par les plus jeunes, ne serait pas la bienfaisante habitude dont nous avons besoin, pour équilibrer une vie trop mouvementée ?

A tout prendre, la tasse de tilleul ou de verveine ne serait-elle pas préférable à toutes les drogues et autres « tranquillisants », dont on signale de toutes parts l'emploi abusif et désordonné ?

La vérité, c'est que plus nos nerfs sont éprouvés, plus notre usure vitale nous expose aux accidents du surmenage — et plus aussi nous avons besoin de ce retour au calme qu'est l'infusion du soir. La relaxation joue ici sur trois plans : les gestes paisibles de ce rite familial, les vertus sédatives des plantes, enfin l'apport judicieux de sucre conjuguent leurs effets pour nous introduire au repos de la nuit.

Sur les vertus des plantes, tout a été dit — et bien dit. Les palais les plus blasés apprécient le goût délicat de la verveine, l'arôme exquis d'une menthe fraîche et parfumée. Tilleul, camomille, fleur et feuille d'oranger sont connus comme antispasmodiques et calmants légers.

Au surplus, quelques mélanges de saveurs : tilleul-menthe, verveine-menthe... permettent aux plus raffinés de varier leurs plaisirs. Pour la maîtresse de maison, il n'est que de veiller à en avoir toujours sous la main.

Quant à l'apport de sucre, pour l'organisme qui va entrer dans le sommeil, il est capital. L'équilibre nerveux dépend de la quantité de sucre contenue dans notre sang. Que ce taux vienne à baisser, l'équilibre est rompu. Fini alors ce bon sommeil réparateur d'avant minuit, qui détend tout l'être — et jusqu'aux traits du visage — et que les Anglaises appellent justement le « beauty-sleep », le sommeil de beauté !

Ainsi, l'infusion sucrée du soir serait donc la grande ressource des surmenés et des nerveux — à la fois excellente habitude d'hygiène et recette de beauté. Après tout, pourquoi pas ?

PUBLICIS

VISON
ZIBELINE
CASTOR
ASTRAKAN
CHEZ
BRUNSWICK
62, Bd DE STRASBOURG
GARE DE L'EST - PARIS
GRAND PARKING PRIVÉ
DANS L'IMMEUBLE

CETTE SEMAINE MADAME EXPRESS A :

● ***Découvert*** le « Club Singer » qui fonctionne au Printemps. Toute cliente de ce magasin, qui apporte tissu et patron, voit sa robe taillée et bâtie sur place par des spécialistes du vêtement féminin. Il lui en coûte : 1.700 fr. pour une robe, 2.000 francs pour un manteau. Avec un supplément de 900 fr., on lui fait un essayage. Il ne lui reste plus qu'à piquer le vêtement ainsi préparé sur les machines Singer mises gratuitement à sa disposition. Les 100 premières clientes n'ont rien eu à payer.

● ***Admiré*** la directrice d'un institut de beauté londonien qui, ayant remarqué l'effet bénéfique des traitements de beauté sur le comportement de ses patientes, a eu l'idée de proposer ses services à une clinique où 700 femmes atteintes de maladies nerveuses étaient hospitalisées. Une esthéticienne fut mise à la disposition des malades une fois par semaine, dans un salon spécialement décoré et aménagé pour cet usage. Les résultats se révélèrent immédiatement satisfaisants : l'état des léthargiques a été considérablement amélioré ; elles ont fait preuve de plus d'animation et d'intérêt pour le monde extérieur. Une femme dont le visage avait été gravement brûlé articula sa première phrase depuis un an pour demander un traitement de beauté. Une autre, dont le visage était couvert de poils et qui gardait la tête continuellement baissée, tint la tête droite et sourit pour la première fois. L'expérience ayant si bien réussi, on envisage de l'étendre à d'autres hôpitaux, et d'apprendre aux infirmières le métier d'esthéticienne. Aucune expérience de ce genre n'a encore été tentée en France.

● ***Pensé*** aux mères de famille « bilieuses » en recevant un échantillon de la nouvelle épingle de sûreté « Snap-Lock » maintenant fabriquée en France, sur un brevet anglais. Un capuchon de métal amovible, rose ou bleu, se rabat sur la tête de l'épingle quand elle est fermée et supprime tout risque d'ouverture. Parfaitement inoxydable, elle ne rouille pas et peut être stérilisée. Soumise à des essais de laboratoire, elle a résisté à l'ébullition dans toutes les catégories de savons et de détersifs. (Prénatal, 115 fr. les trois.)

● ***Déniché*** une nouvelle boutique : Publigeste, créée par la CIPAS (créateurs, imprimeurs, publicitaires, associés) et destinée à présenter au public la gamme innombrable des cadeaux publicitaires.

Tous les prix : de 10 à 10.000 francs.

Tous les objets : de l'étui à peigne en plastic gravé au magnum de vieux marc de Bourgogne « personnalisé » avec : « Cet alcool a été mis en bouteille à l'intention de M. ... » imprimé sur l'étiquette. De la boîte d'allumettes chiffrée au parfum de grande marque « flaconné spécialement pour... ».

● ***Lu*** avec intérêt le dernier numéro de la revue « Cahiers Pédagogiques » consacré à : la crise de la jeunesse (avec un point d'interrogation). Il ressort de l'enquête menée auprès des adolescents 1957 (ceux de la prochaine Nouvelle Vague) qu'ils ont le goût du concret, de la recherche, qu'ils sont sans beaucoup d'illusions, à la recherche de nouveaux héros (mythe de James Dean), apolitiques pour la plupart, « que leur cynisme cache un appétit démesuré pour un monde dont ils n'auraient pas à rougir », qu'en fait ce ne sont ni des héros ni des saints mais des jeunes en proie aux éternels problèmes de leur âge.

● ***Trotté*** pendant des heures sur les nouveaux talons en matière plastique que beaucoup de cordonniers sont maintenant en mesure de poser. Ils coûtent évidemment plus cher (500 francs) que les talons de cuir, mais durent dix fois plus longtemps, ne glissent pas, et sont silencieux. Si votre cordonnier ne les a pas encore adoptés, voici une adresse : Jean Antoine, 56, rue du Colisée.

● ***Indiqué*** par erreur que le magasin « La Belle Lingère » était 95, avenue Victor-Hugo. Il est situé 95, avenue Kléber.

→

Les survêtements

Inutile d'insister sur le pantalon fuseau et sur l'avantage des tissus élastiques qui suivent les mouvements du corps : ils sont partout, à tous les prix (de 8.000 à 25.000 francs). Le système du sous-pied incorporé est bien entendu préférable, puisqu'il évite la blessure de l'élastique tirant trop fort sur la cambrure.

Pour les anoraks, la grande vogue cette année : le nylon, enduit ou matelassé. Il offre d'énormes avantages de climatisation et d'imperméabilité. Nous avons vu :

● Un anorak en nylon enduit, forme compétition, c'est-à-dire sans fermeture à glissière devant, rentrant entièrement à l'intérieur de sa propre poche kangourou, et pouvant être glissé dans la ceinture. Très commode pour le ski de printemps. Poids : 175 gr. En noir, homme ou dame : 5.950 fr. (*Tunmer*, 5, place Saint-Augustin.)

● Un blouson-anorak en nylon matelassé (Isothermyl), à la fois léger et chaud, col et poignets en tricot : 12.500 fr. (*Jacques Maraut*, 175, boulevard Pereire.)

● Une « Parka », anorak long dont la cagoule est entourée de fourrure, en nylon matelassé tergal, réversible deux tons : 13.700 fr. (*Jacques Maraut*.)

● Un anorak faisant veste droite, commode dans la mesure où il peut être utilisé ailleurs qu'aux sports d'hiver. Dessus popeline doublée nylon, fourrage « Airtex », fermeture à glissière sous patte. Blanc, rouge, roi, jaune et tilleul : 16.500 fr. (*Palu-Sport*, 11, rue de Miromesnil.)

Les sous-vêtements

Ils sont absolument indispensables, surtout le collant, depuis que les fuseaux se font en tissus élastiques, beaucoup moins chauds que les anciennes gabardines ou tricotines de laine.

La grande nouveauté de l'année : les sous-vêtements en jersey de soie, remarquablement agréables à porter et protecteurs. Ils sont encore malheureusement très chers : collant, 6.450 fr. pour dame, et 6.300 fr. pour homme ; maillot de corps : 3.450 fr. pour dame ou homme. (*Jacques Maraut*.)

Les collants en mousse Hélanca faisant bas sont commodes, surtout dans les couleurs vives et en noir, dans la mesure où ils peuvent servir de tenue d'après-ski avec une jupe, mais ils sont en réalité beaucoup moins chauds que la laine, la soie, et même l'interlock. Pour dame : 2.500 fr. environ. (*Grands magasins*.)

Un bon truc : au lieu de mettre deux paires de chaussettes de laine, mettre une paire de chaussettes de soie et une de laine, c'est plus chaud et plus agréable. Socquettes en soie naturelle : 820 fr. (*Jacques Maraut*.)

Les skis et les bâtons

Si l'on n'est pas skieur fanatique, il est beaucoup plus économique de louer des skis dans la station où l'on se rend.

Le Club Méditerranée, qui organise des départs aux sports d'hiver, a eu à ce sujet l'excellente idée de fournir gratuitement chaussures et skis à tous ceux qui partent dans un de ses villages.

Pour ceux qui désirent acheter leurs « planches », un détail : la mode, avec la technique moderne, est aux skis pas trop longs. Ils doivent atteindre non le bout des doigts, mais la saignée du poignet. Attention, Mesdames ! Pensez à enlever vos chaussures à talon avant de choisir des skis.

Comme nous l'avons déjà signalé, la technique moderne demande des cannes extrêmement longues, arrivant sous l'aisselle. Elles sont presque introuvables en location.

La mode

Enfin, bien entendu, il existe une mode pour les sports d'hiver. Voici quelques « impératifs » qui vous guideront dans le choix des coloris ou des accessoires :

● Le noir est définitivement mort, même pour les hommes, qui préfèrent le bleu marine. Pour les femmes, le rouge, fuseau ou anorak, vient en tête, suivi des coloris pastels (bleu ciel, jaune, blanc), même pour les fuseaux. Ce que nous ne saurions trop déconseiller. C'est salissant et facilement ridicule hors du hall de l'hôtel.

● Le grand luxe est la combinaison (pantalon et haut d'une seule pièce), légèrement décolletée et sans manches, que l'on porte avec un chandail à manches longues et col roulé. Deux idées vues chez *Olympe*, maison de couture de sport :

— la combinaison dont le bas se termine comme un pantalon, et non comme un fuseau. Ce qui permet, en mettant un élastique, de la porter aux sports d'hiver avec des après-skis, et sans élastique, de l'utiliser à la campagne ;

— la « combinaison-chemise », décintrée à la taille. Jusqu'où la mode ne va-t-elle pas se nicher ? Résultat inattendu : c'est joli.

● Les gros chandails réapparaissent cette année. Un nouveau venu : le mohair, laine très pelucheuse. Pull-over décolleté en pointe, en laine mohair jaune, rouge, pervenche ou blanc. Pour dame : 8.500 fr.; pour homme : 12.500 fr. (Marque « Eram », chez *Palu-Sport* et *Pépin*, boul. Saint-Germain.)

● Sur la tête, plus de casquettes ou de bonnets. Ils sont remplacés par la cagoule en laine ou le serre-tête en mousse de nylon, préférable pour le printemps, qui tient les cheveux sans tenir trop chaud. Tous coloris : 650 fr. (*Création-Magasin*, 8, rue Royale.)

● La vogue de la fourrure autour du capuchon des anoraks continue : elle est vraiment seyante pour les femmes, facilement ridicule pour les hommes.

Attention, si vous choisissez une « parka », de ne pas la prendre trop longue ! Les jambes sont très utiles pour faire du ski, et ne doivent pas être entravées par les vêtements.

● Dernier point de mode : le jacquard ; il doit être parfaitement élégant et joli de coloris pour ne pas donner l'impression d'un vieux tricot fabriqué par « grand-mère » avec des bouts de laine détricotés pendant la guerre.

NE PERDEZ PLUS VOTRE TEMPS

Si vous souhaitez que vos réceptions soient parfaitement réussies.

Si vous disposez de peu de temps pour les organiser.

Si vous désirez un personnel et un matériel de réception de toute première qualité.

Faites appel à VIVIER, le grand traiteur de Paris, qui est à votre disposition sur simple coup de téléphone pour organiser vos cocktails et vos dîners.

VIVIER, 2, avenue de Châtillon, Paris (14e), VAUgirard 16-05.

(COMMUNIQUE.)

CARVIL
22, rue Royale
SOLDES du 20 au 27 janvier
Escarpins : ville, soir et sport

RECETTE

Soufflé au lard

— 1/2 *litre de béchamel ;*
— 50 *gr. de gruyère râpé ;*
— 200 *gr. de lard maigre ;*
— 3 *œufs.*

● Couper le lard en dés et le faire pocher dix minutes à l'eau bouillante ● Incorporer à la béchamel les trois œufs battus en omelette ● Ajouter le fromage râpé et les lardons ● Verser dans un plat allant au four ● Faire cuire à feu doux trente-cinq minutes environ ● Défourner lorsque la masse colorée monte comme un soufflé ● Servir immédiatement dans le plat de cuisson.

L'EXPRESS

DIRECTION : Françoise Giroud, J.-J. Servan-Schreiber

DIRECTEUR DE LA REDACTION : Philippe Grumbach
REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre Viansson-Ponté
Jean Daniel
INFORMATIONS : Sylvain Zegel
PARIS EN PARLE : Jean-Pierre Vivet
LETTRES : François Erval
PAGES AU FEMININ : Christiane Coblence
SECRET. DE REDACTION : Robert Namia.

REDACTION :
Michel Bosquet, J.-F. Chabrun, Djenane Chappat, Sophie Daniélou, André Diebold, Jean Ferniot, Léone Georges-Picot, André Gobert, Danielle Heymann, Claude Krief, Serge Lafaurie, Sylvie Leblanc, Thomas Lenoir, Maurice Leroux, Florence Malraux, Michèle Manceaux, Evelyne Reyre, Anne-Marie de Vilaine.

(Suite de la page 2)

Après les vacances

J'ai vingt-quatre ans, et je suis consterné par les résultats de l'enquête sur la Nouvelle Vague.

Mes contemporains ont bien de la chance d'être heureux (très, assez ou pas très) quand on fait tuer chaque jour quelques douzaines de pauvres diables en France même, puisqu'il paraît que « l'Algérie c'est la France », après les avoir soûlés de mensonges : liberté, indépendance, victoire, dernier quart d'heure, pacification, loi-cadre, panarabisme...

Je vous parlerai de la fidélité quand j'aurai soixante ans.

Parmi les 75 % qui ne souhaitent pas une société de forme socialiste, combien sont exploités par leur patron six jours par semaine, et lisent le dimanche un magazine appartenant à un autre capitaliste, tout en croyant être « enfin » libres ?

47 % ont de la malchance de vivre à notre époque ! Je parierais volontiers que ce seront les mêmes qui, dans un demi-siècle, s'attendriront le plus sur la « belle époque » de leur jeunesse.

Nous sommes forcément différents de nos parents. Même si nous ne le voulons pas, nous pensons : « Avion, fusée, spoutnik, Chine, accouchement sans douleur, guérison du cancer », et il me paraît impossible de raisonner après tout cela comme avant.

Qu'est-ce qui m'intéresse le plus dans mon avenir ? Tout. Avec une intensité plus ou moins grande selon les instants ou selon les jours.

Sur le plan matériel, ce qui me manque le plus, c'est une Faculté des Sciences à portée de mon domicile. Pour travailler six heures par semaines à un projet de thèse, je dois passer sept heures (à mes frais évidemment) dans une micheline poussive. J'ai l'habitude d'étudier tout en travaillant pour mon beefsteak; c'est comme cela que j'ai passé C.A.P.E.S., D.E.S. et agrégation, néanmoins je trouve curieux qu'à une époque où on manque de physiciens, on n'ait pas pu me proposer un poste dans une ville de faculté.

Je suis persuadé que je peux avoir une influence sur les destinées de la France : je m'occupe d'un syndicat, je participe aux campagnes électorales, j'enseigne la physique aux futures élites du pays, et je ferai peut-être un jour un travail utile pour l'avenir de la science.

La guerre d'Algérie est de loin le premier problème (avant l'éducation nationale) et cette guerre pourra durer encore longtemps. Il me faudrait plusieurs pages pour expliquer que je comprends la révolte de ces Algériens qui veulent travailler pour eux dans leur patrie, aidés et guidés par nos professeurs et nos ingénieurs, mais pas exploités par nos capitalistes (ou les leurs).

77 % des jeunes sont satisfaits de la liberté. Ils n'ont sans doute jamais entendu parler des saisies de « L'Express », « France-Observateur », « L'Humanité » et quelques autres journaux en Algérie ou en France. Ils ignorent sans doute qu'il faut un milliard de francs pour lancer un journal à Paris. Ils ne savent peut-être pas que chaque jour des Français sont arrêtés et transférés en Algérie. Ils ont oublié Maurice Audin, ils ne connaissent pas d'objecteurs de conscience. Ils ne pensent pas qu'un officier français n'a pas le droit d'écrire au Président de la République.

96 % affirment que « la politique » va mal en France. Combien parmi eux ne votent pas, ou recommenceront à voter pour les mêmes. Il est sans doute vrai, comme le suggère l'I.F.O.P., que « c'est là une façon commode de répondre à une question sur laquelle on manque d'informations réelles ».

Remarque tout à fait personnelle, pour moi ce ne sont pas les débouchés qui manquent ; toutes les places sont à prendre : enseignements secondaire et supérieur, commissariat à l'énergie atomique, industries métallurgique, électrique, chimique, responsabilités syndicales... et sans doute beaucoup d'autres domaines que je n'ai pas encore explorés. Si les journées duraient trente heures, j'apprendrais le droit, le russe, l'arabe...

Dernière question : pourquoi n'ai-je pas répondu à votre enquête ? Je n'ai pas eu le temps avant les vacances. Je n'ai écrit que pour mon plaisir et pour juger globalement tout ce que je ne vois pas du même œil que ceux de mon âge.

Ma femme (vingt-quatre ans aussi) vient de lire ma lettre. Elle pense que j'ai raison, mais que je perds mon temps.

Louis Alliot,
Agrégé - 24 *ans.*
Marié - 2 *enfants.*
Limoges.

Le rendez-vous anticipé

J'ai vu avec étonnement qu'une critique du ballet de F. Sagan « Le Rendez-vous manqué » avait paru dans « L'Express ».

Par manque de temps, le ballet n'était pas prêt le 3 janvier à Monaco ; le public a assisté ce soir-là à une improvisation plus ou moins hâtive mais certainement pas un ballet tel que Françoise Sagan et moi le concevons. Obligé par le producteur du ballet de jouer à Monaco ce jour-là précisément, j'avais deux solutions : interdire l'accès de l'Opéra aux journalistes ou compter sur le fair-play en acceptant leur présence mais en leur demandant de réserver leur critique pour le 20 janvier à Paris.

Peut-être parce que j'ai été moi-même journaliste — et contre l'avis général — j'ai opté pour la deuxième solution.

Que votre critique n'ait pas été informé de cet état de choses me semble assez improbable. D'autres critiques ont adopté la même attitude que lui, mais ceux-là ne m'ont pas surpris : je n'envoie cette mise au point qu'à votre journal qui me séduit habituellement par son souci d'objectivité.

Amicalement,

Vadim.

P. S. — En revanche, le 20 janvier, éreintez le ballet si c'est votre opinion, je ne pourrai que trouver cela naturel.

Un vœu pour Paris

Je vais me permettre d'exprimer un vœu : c'est celui d'un vieux Parisien qui est navré de voir détruire les uns après les autres les charmes de Paris et de sa proche banlieue.

Ceux qui pourraient agir : préfets, conseillers municipaux, fonctionnaires, sont en général des provinciaux qui ne connaissent pas, qui ne sentent pas la vraie vie des citadins et souvent ignorent les beautés de certaines banlieues.

Une voix autorisée et libre ne peut-elle s'élever contre la « dépersonnalisation » de Paris, essayer d'arrêter le saccage de la vallée de Chevreuse, protester contre la transformation des rues en garages puants ? Il est impossible de ne pas ressentir la crainte du Paris triste que l'on nous prépare — que nous nous préparons.

Marcel Seidler,
Paris.

Dix-sept ans plus tard

Sous la rubrique « Pôle » je trouve la phrase suivante :

« Depuis Scott et Amundsen, morts dans l'Antarctique, le Pôle Sud avait une fâcheuse réputation. » Or Amundsen, qui avait atteint le premier le Pôle Sud le 14 décembre 1911, n'est mort que dix-sept ans plus tard, lorsqu'il se porta au secours de l'expédition Nobile, naufragée dans l'Arctique au nord du Spitzberg. Il avai entre temps conquis également le Pôle Nord.

H. Bugge Mahrt,
Conseiller de presse,
Ambassade de Norvège
Paris.

Le prix de l'essence

Après l'arrivée triomphale de l'or noir, comment se fait-il que le prix de l'essence n'ait fait l'objet ni d'une baisse — prématurée — ni même d'une annonce de baisse ?

Sans tenir compte des sacrifices gratuits pour « l'enjeu du pays » (on répète affreusement que la guerre d'Algérie ne coûte rien à la France), pourrons-nous espérer payer cette essence au prix de ce que nous l'achetons aux U.S.A., soit 24 francs le litre.

P. P.,
Paris.

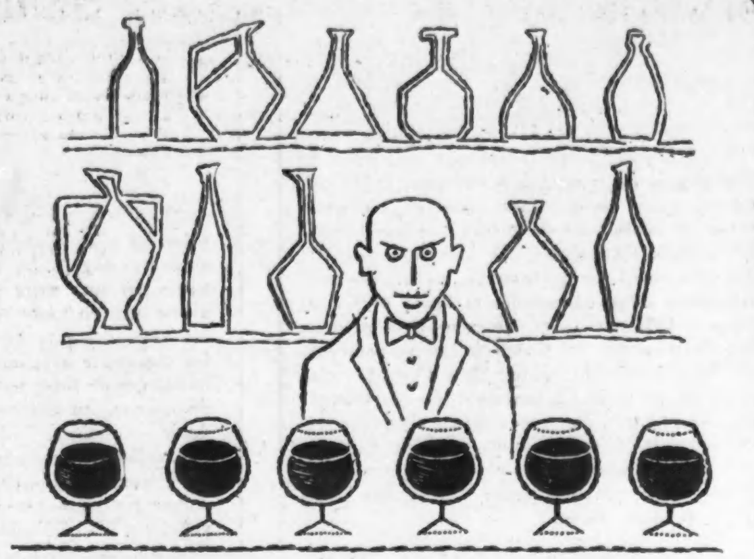
Combien d'académiciens connaissez-vous ?

Nous posions cette question aux lecteurs de « L'Express », en guise de jeu, la semaine dernière.

Nous aurions dû la poser au rédacteur, cultivé, chargé de relire la liste des académiciens que nous vous proposions. Cette liste sous les yeux, il n'aurait pu trouver que trente-huit fauteuils ; un incident matériel avait fait disparaître André Maurois et Henri Mondor.

Nous sommes évidemment navrés de cette erreur.

JEU : Le verre empoisonné



7	3	1	3	2	3
+15	+25	+ 3	− 3	− 1	+ 3
− 6	−11	+ 7	+ 3	+31	− 3
+ 3	+ 1	− 7	+33	−27	+ 5
− 1	− 3	+14	−15	+18	+14

Agnese

Si l'on vous obligeait, revolver au poing, à vous saisir de l'un de ces six verres et à le vider, lequel choisiriez-vous, sachant que le seul qui ne contienne pas le poison qui vous serait fatal, correspond à la colonne dont le produit des opérations donne le nombre impair le plus bas ?

Ayez le réflexe prompt, car vous n'avez que 45 secondes pour trouver et la règle du jeu vous interdit de poser vos opérations.

SOLUTION : Deuxième verre en partant de la gauche.

Et encore dans notre courrier

— M. Quérouil relève dans l'article sur Louis Armand une erreur : « Saint Bernard a prêché la deuxième croisade (vers le milieu du XII[e] siècle) et non la première (fin XI[e] siècle) où s'est illustré un autre grand prédicateur : Pierre l'Ermite. »

— M. Perrot demande « pourquoi n'y aurait-il pas de femmes élues à l'Académie française ? »

— L'Union Nationale des Etudiants de France nous communique : « Si vous avez besoin d'un chauffeur (tourisme, poids lourds), adressez-vous aux étudiants en droit. En téléphonant jour et nuit à DAN 65-22, on vous enverra un chauffeur. »

— M. L. Gauchet estime « qu'au lieu de réduire la consommation par une politique d'austérité, il convient au contraire de la favoriser par une nouvelle conception du pouvoir d'achat permettant aux Français de consommer ce qu'ils produisent ».

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
29, rue de Marignan - PARIS (8[e])
Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)
Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces.
Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces).

OFFRES D'EMPLOIS

STANDARDISTE, STENO-DACTYLO
Expérimentée - Sérieuses références exigées
Ecrire VILMER - 39, rue du Ranelagh (16[e])

IMPORTANTE SOCIETE
banlieue Nord-Ouest recherche
1 SECR. STENO-DACTYLO
1 CALCULATRICE
Cantine. Avantages sociaux importants. Plan de retraite. Assurances décès. Mutuelle. Ecr. n° 747 DECQ PUB. 10, square Var (20[e]) qui transmettra

IMPORTANTE SOCIETE
banlieue Nord-Ouest recherche :
UNE INFIRMIERE
Diplômée d'Etat. Cantine. Avantages sociaux importants. Plan de retraite. Assurances décès. Mutuelle. Ecrire n° 748. DECQ PUBL. 10, square Var (20[e]) qui transmettra

POUR DIRIGER
MAGASINS VENTE
Vêtements et manteaux sport à Paris, St-Etienne, Strasbourg, importante société recherche (de préf.) dames 40 ans max. ayant présentation, dynamisme, sens organisation, compétence. Ecrire C. V. détaillé réf. CI INSTITUT DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE DE PARIS, 30, rue du Château-d'Eau (X[e]). Discrétion et réponse assurées

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

Important groupe usines
ILE DE FRANCE SUD recherche
JEUNES INGENIEURS
MINES ou E.C.P.
débutants ou quelques années de pratique Qualités demandées : goût de l'exploitation industrielle et qualités de contacts humains. Perspectives et développement de situation indiscutables. Ecrire à S 317 PUBLIPRESS, 31, boulevard Bonne-Nouvelle (2[e]) qui transmettra

PROPRIÉTÉS

Particulier à particulier. Vend
PROPRIETE MODERNE
7 pièces tout conf. banlieue Ouest 13 km. Etoile 2.000 m. terrain. Libre de suite. Tél. 967-04-52

LAGRANGE 34, rue Pasquier PARIS - ANJ. 77-65
recherche d'urgence PROPRIETES
TOUS GENRES capitaux disponibles

CONSTRUCTIONS CRÉDIT

Prévoyez votre LOGEMENT en fonction des TRANSPORTS LIGNE DE
AUTOROUTE-SUD
SCEAUX, 7 km. Paris : appts 2 à 5 p., tout conf. asc. PARC 100.000 m2. Livr. déb. et mi-59. Prêts, primes max. Cond. spéc. av. 300 cpt déb. trav.
S.O.C. 92, rue de Richelieu - PARIS (2[e]) RIChelieu 40-33

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

8 JANVIER

LA fausse honte qui incite au silence, voilà l'effet que je redoutais des propos de Camus à Stockholm, et de cet empressement de quelques confrères à dénoncer « les exploiteurs de torture ». J'entre d'ailleurs dans les raisons de leur agacement : d'autres aspects de notre action en Algérie mériteraient d'être commentés et loués plus que nous ne le faisons — et par exemple ce pétrole que des Français, en si peu de temps, viennent de faire jaillir du sable. Mais c'est de cela aussi qu'une politique funeste risque finalement de nous frustrer. Ne nous arrêtons donc pas de la dénoncer, même si nous rendons furieux ceux qui se veulent aveugles, et approuvons « La Croix » d'oser mener en Algérie l'enquête qu'elle y mène.

Aucune passion politique ne l'inspire : de là, sa force. « La Croix » s'adresse en province à un secteur de l'opinion que presque seule la grande presse régionale informe et qui n'entend guère que le son de cloche officiel. Son enquête algérienne est à mon sens le coup le plus efficace qui pouvait en ce moment être porté au mensonge orchestré depuis quatre ans à Alger et à Paris : non seulement parce que les lecteurs de « La Croix » sont ouverts plus que beaucoup d'autres au scrupule, que mieux que beaucoup d'autres ils connaissent le prix d'une seule vie humaine, le retentissement, qui échappe à nos mesures, du moindre attentat contre la créature désarmée et qu'ils redoutent la corruption dont certaines méthodes déposent le germe chez les jeunes gens qui en auront été les agents ou les témoins ; mais aussi, et sur un tout autre plan, parce que beaucoup parmi eux vont ouvrir les yeux sur cette évidence : si le but à atteindre est la cohabitation pacifique de huit millions de musulmans et de huit cent mille Européens, la politique suivie, avec les horribles abus qu'elle couvre, est la mieux faite pour gâcher toutes les chances que nous gardions encore d'y parvenir. Ceux que la presse officielle appelle défaitistes, les lecteurs de « La Croix » reconnaîtront en eux plus de sagesse politique, plus de bon sens que chez les prétendus réalistes qui se moquent des « belles âmes ».

MAIS cette prise de position du grand journal catholique présente un autre avantage : elle dissipe l'équivoque entretenue par une autre presse d'inspiration religieuse qui, en toute bonne foi, certes, fait état des enseignements du Saint Père, les publie et les commente avec un grand apparat de soumission et de fidélité, et même avec une espèce de hargne, en défenseurs attitrés de l'orthodoxie — mais sa politique algérienne est, en fait, celle-là même que « La Croix » dénonce. Oh ! bien sûr, ces catholiques de droite condamnent eux aussi les excès qui ne sont, à leurs yeux, que des cas isolés, les crimes de quelques-uns. Pourtant, il n'est que de comparer leurs propres enquêtes à celle de « La Croix », pour mesurer ce qui sépare le jugement d'un journaliste chrétien qui ne plie pas la doctrine de l'Evangile et l'enseignement du Saint Père aux nécessités d'une certaine politique, et celui d'un autre journaliste chrétien dont chaque paragraphe a reçu, de droit sinon de fait, l'imprimatur de M. Robert Lacoste.

Non que le premier ait dû sacrifier la patrie à la religion : j'ai écrit un jour plaisamment que c'est avec les bons sentiments qu'on fait de bonne politique. En Afrique du Nord, ce paradoxe est vrai, à la lettre. Si nous devions perdre l'Algérie, ce ne serait pas par excès de mansuétude à l'égard de son peuple ; ce ne serait pas faute d'avoir cru suffisamment à la force. Pauvre peuple écartelé !

9 JANVIER

EN 1942, Walter Schellenberg, le chef du contre-espionnage nazi, dont je relis ces jours-ci les souvenirs, croyait qu'il était toujours temps pour l'Allemagne, encore puissante et redoutable, de traiter avec ses ennemis. Mais Hitler, lui, savait que pour sa bande, maîtresse de l'Allemagne et d'une partie de l'Europe, il ne subsistait pas d'autre issue que la victoire totale et que c'était un combat sans merci. Aux yeux de Schellenberg, Himmler, de qui il dépend, est un homme comme un autre. C'est son patron dont il connaît le fort et le faible, qui se confie à lui, qui se repose sur lui. Il est incapable, ce jeune nazi, non encore totalement corrompu, de concevoir l'horreur que l'homme nazi inspire à toutes les nations, et qu'elles n'ont rien d'autre à faire que d'abattre le loup enragé et quoi qu'il leur en doive coûter. Hitler, lui, le sait et fait face.

REVIVANT ce cauchemar à travers cette lecture, je me dis qu'aujourd'hui, tout accord entre les deux grands empires en vue de la pacification du monde, et pour en finir avec la guerre froide, mais qui aurait pour résultat de réunifier l'Allemagne, mettrait la paix dans un péril immédiat pire que celui qui en ce moment nous presse ; et je préfère, quant à moi, tous les risques actuels à une sécurité apparente, qui tiendrait à quelques mesures de limitation et de contrôle d'armements et de régions neutralisées, mais qui aurait pour contrepartie une Allemagne ressuscitée, à coup sûr mécontente de ses frontières et, à peine renaissante, les faisant déjà craquer.

Je n'écris point ceci dans une pensée de haine et de rancune à l'égard d'un peuple qui a été victime, plus qu'aucun autre, de cette puissance incoercible dont il déborde. C'est comme une éternelle adolescence de géant que l'Europe doit subir à son centre et dont, par une heureuse conjoncture — la seule heureuse depuis douze ans — elle se trouve délivrée. Je ne nie point que l'état d'une Allemagne coupée en deux ne comporte des périls pour le reste du monde. Quant à moi, je n'hésite pas à les préférer. Le jour où les deux tronçons, même « désatomisés », se seront rejoints, ce jour-là, nous aurons raison de trembler.

F. M.

LE SUPER

Electrophone

2 HAUT-PARLEURS 4 vitesses

18.500 F au lieu de 35.000 F

Appareil complet indépendant de votre radio
- 2 haut-parleurs détachables - Prise haut-parleur supplém. - Entrée stéréophonique - Ampli 3 lampes - Cellule piezo réversible - 2 pointes en saphir - Bras extra-léger 10 gr. - Courbe rép. high-fidelity 40 à 16.000 hertz

Pub. T. Alexandre

et 6 GRATUITEMENT chefs-d'œuvre sur Microsillon haute fidélité

MOZART - Symphonie n° 26 en mi-bémol. Orch. Philharm. Néerlandais, Dir. Otto Ackermann.
BEETHOVEN - Sonate n° 24 en fa dièse "A Thérèse". Grant Johannesen, piano.
BACH - Toccata en fa. Orgue : A. Schreiner.
VIVALDI - Concerto en ut pour 2 trompettes. Orch. Philharm. Néerland. Dir. Otto Ackermann.
BERLIOZ - Carnaval Romain. Orch. Philharmonique Néerlandais. Dir. Walter Goehr.
CHOPIN - Fantaisie Impromptu. Robert Goldsand, piano.

Cet appareil d'avant-garde vous est offert au-dessous de son prix de revient, pour vous encourager à avoir, vous aussi, une belle collection de disques.

Pour faire connaître et apprécier la beauté et les joies de la musique à un nombre toujours plus grand d'adhérents (il y en a déjà près de 2 millions dans le monde entier), la Guilde est obligée de mettre à leur disposition, à un prix exceptionnel, un électrophone de haute fidélité, muni des tout derniers perfectionnements, sans quoi ses somptueux enregistrements risqueraient d'être trahis.

Un appareil de grande classe

Ce nouvel électrophone vous permet d'écouter tous les disques: 33 1/3, 45, 78 et même 16 2/3 tours, avec une fidélité, une pureté, une « présence » tenant du prodige. Il comporte, en outre, deux haut-parleurs dans un couvercle détachable et deux prises spéciales : l'une pour un troisième haut-parleur mobile permettant l'audition simultanée dans des pièces différentes, l'autre pour un microphone et pour les procédés stéréophoniques de demain.

18.500 F au lieu de 35.000 F

35.000 F., c'est le prix normal d'un appareil de cette qualité. La différence est due à la puissance mondiale de la Guilde, à son principe de vente directe, et à sa fabrication de précision en très grande série. Les 16.500 F que vous économisez sur cet appareil ne sont qu'un début ; vous recevrez gratuitement, avec votre électrophone, 6 magnifiques chefs-d'œuvre et, en plus, une documentation sur tous les avantages dont vous pouvez bénéficier.

Aucun risque : Garantie - Droit de retour

Si vous n'êtes pas entièrement satisfait, retournez le tout dans les cinq jours qui suivront la réception et vous serez immédiatement remboursé. Mais passez votre commande aujourd'hui-même (nous risquons de manquer d'appareils).

Adressez les bons de commande à la **GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE**, 222, r. de Rivoli, Paris. Mais vous pouvez aussi nous rendre visite à : **PARIS**, 20, r. de la Baume ★ 4, r. de Vienne ★ 49, r. Vivienne ★ 90, r. de Vaugirard ★ 28, av. Mozart ★ 222, r. de Rivoli ★ **BORDEAUX** : 123, Cours Alsace-Lorraine ★ **GRENOBLE** : 1, pl. de l'Etoile (r. Lesdiguières) ★ **LILLE** : 9, pl. de Béthune ★ **LYON** : 23, pl. des Terreaux ★ **NANTES** : 5, r. J.-J.-Rousseau ★ **NICE** : 12, r. Chauvain ★ **MARSEILLE** : 26, r. de l'Académie ★ **ROUEN** : 59, r. Jeanne-d'Arc ★ **STRASBOURG** : 52, r. du Vieux-Marché-aux-Poissons ★ **TOULOUSE** : 58, r. Bayard.

BON DE COMMANDE

Guilde Internationale du Disque 222 r. de Rivoli PARIS

Veuillez m'envoyer avec les 6 enregistrements, votre électrophone à vitesses aux conditions que j'indique en cochant l'une des formules.

☐ **Super Electrophone, paiement comptant** : 18.500 F (+ 500 F de frais d'envoi). Ci-joint 19.000 F Il est bien entendu que mon versement me sera immédiatement remboursé si, après essai, je retourne appareil et enregistrements dans les 5 jours qui suivront la réception.

☐ **Super Electrophone en 2 versements** : 18.700 F : ci-joint acompte 6.000 F (+ 500 F de frais d'envoi) soit : 6.500 F. Le solde : 12.700 F suivra 5 jours après réception (sauf si je renvoie le tout).

☐ **Electrophone standard, 33, 45, 78 tours, comptant** : 16.500 F (+ 500 F de frais d'envoi). Ci-joint 16.000 F

En règle ci-joint (Cochez ☐) par ☐ chèque ☐ mandat-lettre ☐ virement postal 3 volets C.C.P. 7 130.00 Paris.

Documentation gratuite sur vos disques

NOM ....

ADRESSE EX.3.1

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8°
Tél. ELY. 88-61

ADMINISTRATION
Abonnements, publicité, vente
29, rue de Marignan - Paris (8°)
(angle Champs-Elysées)
Tél. : BAL. 19-68

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : **100 francs.**
Suisse : **1 fr. 90.**
Belgique et Luxembourg : **18 francs.**
Italie : **250 lires.**

ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française : **4.000 francs.**
Etudiants, rappelés, maintenus : **3.000 francs.**
Etranger : **4.700 francs.**
Etudiants étrangers : **3.700 francs.**

Administrateur : **J.-F. Coblence.**
Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.

EMPIRE-FOURRURES

8, *avenue de Wagram* (PL. DE L'ETOILE) CAR. 22-82
MAISON FONDEE EN 1924

Actuellement

VISONS
CASTORS
ASTRAKANS
RATS D'AMÉRIQUE

à des prix sans concurrence pour la qualité proposée